

LE CONFLIT TCHADIEN

**M. Cheysson
va se rendre
à N'Djamena
Addis-Abeba et Tripoli**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Le dossier
du « Monde »Les immigrés
et la crise de l'emploi

Lire page 30

Les Deux Grands
et le dialogue
nucléaire

M. Rowan, l'ancien général qui dirige la délégation américaine aux conversations START entre les Deux Grands sur les armements intercontinentaux, a causé quelque surprise en laissant entendre, le lundi 30 janvier, après une rencontre avec le président Reagan, que les États-Unis pourraient envisager de fusionner ce cycle de pourparlers avec les négociations sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), rompues en novembre dernier.

Sans doute, le négociateur américain a-t-il fait cette suggestion du bout des lèvres, en précisant que son gouvernement n'y est pas favorable en principe, mais qu'il est prêt à « écouter toute proposition raisonnable » — et que telle idée rentre à son avis dans cette catégorie.

Jusqu'à présent, les pourparlers de Moscou avaient fait valoir qu'une fusion des deux principales négociations nucléaires était sans objet, dans la mesure où Washington n'entendait discuter sérieusement ni à l'une ni à l'autre. Mais cette appréciation pourrait changer avec le temps, surtout si les États-Unis sont maintenus en position comme l'a dit M. Rowan, de « faire une percée » sur la base d'arrangements compensant les avantages respectifs des deux parties : bombes nucléaires et missiles de croisière pour les États-Unis, fusées balistiques pour l'URSS.

L'idée d'une fusion entre les pourparlers START et FNI est dans l'air, depuis longtemps, mais surtout depuis que M. Andropov, dans ses propositions de décembre 1982, avait exigé la prise en compte, face à ses SS-20, des forces nucléaires françaises et britanniques. Depuis lors, ce problème des « forces tierces » avait été la principale pierre d'achoppement des négociations FNI. La fusion avec les START permettrait de la contourner.

Sans doute, rien n'indique qu'un accord serait imminent, même à ce prix. On peut s'attendre que Paris et certainement Londres objecteront à l'idée de voir leurs arsenaux ajoutés purement et simplement à celui des États-Unis, et c'est bien pour quoi M. Mitterrand, dans son discours à l'ONU en septembre, avait marqué sa préférence pour une conférence des cinq puissances nucléaires.

Mais un tel projet n'est pas pour demain, alors que la pression pour une rapide reprise du dialogue nucléaire des Deux Grands ne peut que grandir dans l'attente, tant aux États-Unis qu'en Europe. M. Reagan en tient déjà le plus grand compte dans sa campagne électorale, comme le démontre sa politique de la « main tendue » en direction de Moscou. Il fait un pas de plus aujourd'hui en laissant miroiter la perspective de nouvelles propositions américaines pour le jour où Moscou voudra bien reprendre sa place à Genève.

Du côté soviétique, il sera difficile de résister bien longtemps à cette invitation. Une reprise rapide des START sera d'autant moins douloureuse que Moscou n'a fait que « suspendre pour réexamen » sa participation à ces pourparlers, alors que les FNI ont été « rompues », apparemment définitivement. Or les négociateurs soviétiques auront tout loisir de soulever aux START le problème des Pershing et des missiles de croisière de l'OTAN, qui menacent leur territoire et sont, de ce fait, à leurs yeux « stratégiques ». Les États-Unis répondront en parlant de SS-20, et la fusion des deux négociations sera ainsi réinsérée dans les faits sans qu'il soit même besoin de le proclamer.

La seule question qui demeure est celle de savoir à quel moment les Soviétiques feront à M. Reagan le cadeau attendu en abandonnant leur mauvaise humeur actuelle.

(Lire nos informations page 3.)

Les scandales ébranlent
la coalition de Bonn

**M. Strauss fait pression sur M. Kohl
pour obtenir à son profit
un vaste remaniement ministériel**

Correspondance

Bonn. — Déjà devenue l'« affaire Wörner », le limogeage du général Günter Kiesling, accusé par son ministre de tutelle d'homosexualité, s'est transformé en une nouvelle épreuve de force au sein de la coalition gouvernementale. Depuis son retour d'Israël le dimanche 29 janvier, le chancelier Kohl multiplie les consultations pour tenter de se sortir du guêpier dans lequel M. Manfred Wörner, son ministre de la défense, l'a peu à peu enfilé à force de maladresse.

Les deux hommes se sont longuement entretenus lundi en tête à tête à la chancellerie, sans qu'il ait été possible de savoir si le ministre avait offert une démission qui paraît à peu près inévitable. Ce mardi, c'était M. Franz-Josef Strauss, le chef de la CSU bavaroise, trop heureux de profiter de cette affaire pour se rappeler au bon souvenir de ses « amis » démocrates-chrétiens et libéraux, qui était attendu dans le bureau du chancelier.

Sommé par l'opposition social-démocrate comme par la presse conservatrice de démontrer sa capacité à trancher, M. Helmut Kohl se trouve une nouvelle fois écartelé entre les différents partenaires de la coalition au pouvoir. Mettre un

terme à l'« affaire Wörner » ne serait pas si difficile, s'il n'y avait déjà une « affaire Lambdorff ».

Homme-clé du Parti libéral, le ministre de l'économie est lui-même, depuis plusieurs semaines, sous le coup d'une enquête judiciaire pour ses responsabilités dans le dégrèvement fiscal accordé au groupe Fiat moyennant quelques subides pour le FDP. Bien que son immunité parlementaire ait été levée par le Bundestag, M. Lambdorff avait reçu l'assurance de M. Kohl qu'il se quitterait le gouvernement que dans l'hypothèse d'une inculpation formelle.

M. Strauss ne pouvait pas laisser passer une si belle occasion d'affaiblir encore un peu la position des libéraux et de tenter un retour en force dans un gouvernement dont il avait été écarté après la victoire électorale de la droite aux élections du 6 mars 1983. Aussi a-t-il préconisé dès dimanche dernier un vaste remaniement ministériel qui ne se limiterait pas à un simple changement à la tête du ministère de la défense.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Offre

« A saisir ! Ingénieur génial et affairiste, compétent disposant d'une solide expérience dans des domaines aussi variés que divers et ayant mis au point une technique révolutionnaire de torréfaction du pétrole par polymérisation aérienne, cherchant à négocier leur brevet avec grande société française ».

Cette offre exceptionnelle s'adresse en priorité aux sociétés nationales ayant beaucoup d'imagination, le goût du risque et une bonne assise financière.

Coût exorbitant et garantie de résultats nuls. Campagne publicitaire à long terme assurée par la Cour des comptes. Sérieux s'abstenir ».

BRUNO FRAPPAT.

TERRORISME ET CONTRE-TERRORISME DANS LES ANDES

La « sale guerre » du Pérou

Correspondance

Lima. — A la mi-décembre, des drappaux blancs frappés du marteau et de la faucille flottaient sur les toits de plusieurs villages de la province d'Ayacucho, bastion, depuis 1980, des guérilleros maïstos de Sentier lumineux. Sur les murs blancs à la chaux, des graffitis promettaient une trêve de deux ans.

Etait-ce l'annonce d'une débâcle des terroristes, comme l'aurait le ministre de l'Intérieur, M. Luis Paredes ? Ou s'agissait-il, simplement, d'une supercherie de l'armée, destinée à semer la confusion parmi les commandos rebelles et à freiner l'exode des paysans ?

Le doute a vite été dissipé. Les guérilleros ont marqué de leur sceau le réveil du Jour de l'an : ils ont plongé la capitale dans les ténèbres en faisant sauter une vingtaine de pylônes à haute tension. Quelques

jours plus tard, ils semaient des tracts dans la région andine pour proclamer « la recrudescence de la guerre populaire ». Puis ils sont passés à l'action en attaquant à la dynamite des postes de police, des commerces, en tendant une embuscade à une patrouille militaire, en prenant des villages d'assaut pour « exécuter » les « collaborateurs » du régime. Depuis le début du mois, la violence a fait plus de cent victimes.

Sentier lumineux est donc reparti en guerre. Il avait fait une pause à la fin de l'année dernière pour réorganiser ses troupes harcelées par la police et l'armée. Celle-ci s'est vu confier, le 29 décembre 1982, le contrôle politique et militaire de la

région, qui a été déclarée en état d'urgence.

Les soldats ont ramené la tranquillité dans les capitales départementales. Les policiers, avec l'appui logistique de l'armée, se sont réinstallés dans les villages qu'ils avaient dû abandonner aux guérilleros l'année précédente. Evitant les affrontements, Sentier lumineux a cédé du terrain dans la région dite « libérée », mais il a ouvert de nouveaux fronts dans les montagnes environnantes : sept départements andins étaient sous le coup de mesures d'exception en janvier 1983. Aujourd'hui, il y en a onze.

Dans le même temps, les guérilleros se sont lancés dans le terrorisme urbain.

NICOLE BONNET.
(Lire la suite page 3.)

la manière dont sera assuré le financement des « congés » de reconversion.

Cette formule de « congé » a été retenue afin de permettre aux ouvriers en surséance de ne pas être automatiquement licenciés, c'est-à-dire de demeurer officiellement rattachés à leur entreprise pendant une période de formation ou de stage, avant de bénéficier d'un reclassement. La mise au point de ces contrats particuliers a occupé l'essentiel des travaux du séminaire, qui ont duré huit heures et demie.

Les treize membres du gouvernement présents ont convenu que le « congé de reconversion » devrait être conçu comme une formule exceptionnelle, applicable essentiellement dans les secteurs les plus touchés par les impératifs de la reconversion. La charge financière qui résulterait de sa généralisation à toutes les régions en crise est apparue dissuasive.

Ce constat conduit le gouvernement à se montrer restrictif dans sa générosité. Les « congés de reconversion » ne concerneraient donc que dix à quinze mille personnes menacées de licenciement. En vertu de ce nouveau type de contrat, l'ouvrier congédié demeurerait juridiquement lié à son entreprise pendant près de deux ans et conserverait 75 % environ de son salaire jusqu'à ce qu'il soit reclassé.

Mais qui prendra en charge sa rémunération au cours de ce « congé » forcé ?

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 33.)

LE PROJET DE « RÉGIE FRANÇAISE DES ESPACES »

La Haute Autorité formule
de sérieuses réserves

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient de montrer une nouvelle fois son indépendance et le rôle qu'elle entend jouer dans la mise en application de la loi du 29 juillet 1982 qui lui a donné naissance. Dans une note récente, elle critique sévèrement le projet de régie française des espaces (RFE), préparé par le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication (le Monde du 27 octobre 1983 et du 12 janvier 1984). C'est une nouvelle forme de discordance entre celui-ci et l'instance collégiale présidée par M^{me} Michèle Cotta.

L'idée est ancienne : mieux « gérer » les canaux existants de la télévision — les trois chaînes en UHF 625 lignes et le canal VHF 819 lignes dévolu désormais à Canal-Plus — en loutant les créneaux horaires non utilisés par les sociétés nationales de programme. Pourquoi ne pas consacrer ces « espaces » libres aux associations, aux professionnels, aux entreprises, aux administrations ? M. Georges Filloud, en représentant l'idée et en annonçant la création prochaine de RFE, allumait en même temps un contre-feu à l'intention de ceux qui commencent à penser qu'un gouvernement socialiste était en train de privilégier les riches, par chaîne payante interposée.

La régie française des espaces, dans le projet gouvernemental, comprendrait trois sortes d'émission : les unes, « cryptées », seraient accessibles à des publics particuliers munis de décodeurs ; les autres, en « clair », seraient accessibles à tous mais entièrement payées par les loueurs d'espaces ; des programmes de télétexte (ANTIOPE) seraient aussi diffusés, comme c'est déjà le cas. Dans une note récapitulative, le secrétariat d'Etat indique deux objectifs complémentaires : procurer des ressources nouvelles aux chaînes et à TDF, afin de « soutenir l'activité des industries

de programmes » ; et « ouvrir le marché à de nouveaux produits audiovisuels ».

La structure actuellement retenue est celle d'une société anonyme regroupant, à la manière d'une coopérative, TF1, A2, FR3, RFO, Canal-Plus, TDF, et la Régie française de publicité. Cette société observerait, comme Canal-Plus, une concession de service public, son PDG étant nommé par le gouvernement.

YVES AGNÈS.
(Lire la suite page 15.)

La grève dans les lycées et collèges

LIRE PAGE 10 UN ENTRETIEN AVEC
M. GÉRARD ALAPHILIPPE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNESLes débuts difficiles
de la télévision par câbleLIRE PAGE 32 LE PREMIER DE DEUX ARTICLES
DE JEAN-FRANÇOIS LACAN

HITCHCOCK/TRUEBAUT

édition définitive
Un somptueux
album relié.

480 photos,
280F

Editions Ramsay

Le Monde

idées

La guerre civile verbale

par MAURICE DUVERGER

Quand le débat s'aigrit...

Le débat politique s'est considérablement aigri au cours de ces dernières semaines. Maurice Duverger oppose le quasi-consensus de fait des Français et l'élargissement du fossé qui semble les séparer à l'écoute des propos de ceux qui parlent en leur nom. Claude Huriet renchérit et estime que les hommes politiques ont des comportements de plus en plus irrationnels.

Rarement les Français ont été si proches d'un consensus de fait, rarement leurs divisions ont paru plus grandes à travers les propos de ceux qui parlent en leur nom. Si tout ce qui est exagéré est nul, le vocabulaire de nos hommes politiques devient de moins en moins crédible. Comment ne pas s'inquiéter quand certains des plus pondérés cèdent à cette gesticulation verbale, tel Jacques Chaban-Delmas déclarant que le pays se dirige « vers une sorte de guerre civile froide (1) » ? Le terme n'est pas nouveau : c'est André Fontaine qui l'a inventé à propos de Mai 68 (2). Souvent employé depuis lors avec quelque hargne, il témoigne seulement aujourd'hui de l'aveuglement sur le présent et de la méconnaissance du passé.

Le pays ne se dirige pas vers une guerre civile froide : il commence à en sortir. Elle a duré pendant la Troisième et la Quatrième République, où elle marquait un immense progrès par rapport à la guerre civile chaude qui sévissait auparavant. Le dix-neuvième siècle anglais n'a connu que cinq morts dans des luttes intérieures pendant que le nôtre alignait massacres sur massacres, de septembre 1792 à la répression de la

Commune. Après 1871, la violence physique devient rare. La fusillade de Fourmies, le 6 février 1934, les barricades de Mai 68, sont des épisodes exceptionnels et limités. L'épuration de 1944 a réprimé la collaboration avec l'ennemi plutôt qu'elle n'a posé l'opposition politique.

Nos Républiques parlementaires ont instauré un relatif apaisement. Les divisions restaient profondes, comme on l'a vu dans l'affaire Dreyfus, dans les luttes entre cléricaux et laïcs, patriotes et internationalistes, démocrates et autoritaires, socialistes et capitalistes. Après la Libération, rudes furent les conflits sur l'armée européenne, l'Indochine et l'Afrique du Nord. Mais seule la coupure entre les communistes et le reste du pays retrouva l'allure d'une guerre civile froide : un rideau de fer intérieur transposait alors celui qui séparait l'empire soviétique et l'Europe occidentale. Il n'a pas encore disparu, bien qu'il soit un peu soulevé. Tant que le parti de Georges Marchais tiendra les régimes de l'Est comme globalement positifs, tant qu'il gardera une structure totalitaire et une idéologie dogmatique, il ne sera pas intégré dans le consensus national. Mais il n'y est plus désormais qu'une écharde qui gêne sans paralyser.

trait pas qu'il rompe l'union avec les socialistes. Le clientèle des ultranationalistes se réjouit d'une alliance avec la droite modérée. Jamais l'armée n'a été si peu contestée ni la politique étrangère si unanime, communistes exclus mais réduits au silence. Pour la première fois, la loi de programmation militaire a désigné clairement l'ennemi potentiel.

Mais peut-on qualifier de consensus cette absence de dissentiments radicaux ? La fin des débats sur les valeurs essentielles de la société correspond à un déclin de ces valeurs plutôt qu'à un accord sur elles. La France d'aujourd'hui, sans guerre civile chaude ni froide, est-elle une véritable communauté ou une société éclatée dont les membres se replient sur des petits groupes locaux, particuliers ou familiaux ? Il est certain qu'elle glisse peu à peu de la première situation à la seconde. Mais elle reste aussi une, si on plus, que la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale ou la Scandinavie. En ce sens, on peut dire que son degré de consensus est égal sinon supérieur à celui des autres nations d'Europe occidentale.

Alors pourquoi ces excès de langage qui singularisent la nôtre ? Pourquoi cette guerre civile verbale ? Pourquoi cette dramatisation constante au lieu d'un débat objectif et serein ? Serait-elle impliquée par le mécanisme même de la bipolarisation, qui oblige chaque concurrent à déstabiliser le spectateur médian dont dépend la victoire mais à mobiliser aussi les électeurs de son propre côté pour les garder fidèles ? La modération du vocabulaire politique de Londres ou de Bonn limite cette explication. Mais notre bipolarisation présente un caractère particulier : l'un et l'autre camps se trouvent divisés entre deux alliés rivaux dont chacun ne cherche pas seulement à capter les suffrages de l'adversaire mais également ceux du partenaire. Cela pousse naturellement aux surenchères.

Reste à savoir si elles sont réellement efficaces dans un pays de consensus relatif où la fin des idéologies et les progrès de la culture rendent plutôt réalistes. La démagogie des communistes affirmant qu'on peut dominer les entreprises sans réduire la main-d'œuvre ne correspond pas à l'information économique que des Français. Les trompettes de la droite proclamant l'illégitimité du président de la République ne font pas plus sérieux. Le succès de Simone Veil ou de Jacques Delors tient à leur refus d'entendre les vieux refrains, à leur volonté de refuser les conformismes et de dire simplement la vérité. Délivrés de la guerre civile chaude puis de la guerre civile froide, nos concitoyens aspirent maintenant à sortir de la guerre civile verbale.

- (1) Le Monde du 19 janvier.
(2) André Fontaine — La Guerre civile froide — Fayard 1969.

Halte au feu !

par CLAUDE HURIET (*)

Dans notre pays, face aux inquiétudes du présent, à l'incertitude de l'avenir, aux nécessités de bâtir l'an 2000, des tirs de batterie d'abord sporadiques se font plus denses, plus rapprochés et passent bien au-dessus de la tête des Français ! Au hasard de l'affaire Domeng on répondra les organes de Staline des avions renifleurs... Chaque camp fourbit son armement, et l'on peut être assuré que les munitions ne manquent pas... L'hostilité grandit. Les affrontements verbaux, outre qu'ils contribuent à caricaturer l'image du Parlement, plus précisément celle de l'Assemblée nationale — car le Sénat garde fort heureusement son calme et sa sérénité, font apparaître un décalage de plus en plus grand par rapport aux réalités de notre monde. A croire que l'on s'acharne à estomper les vrais problèmes, à ignorer les aspirations profondes de nos concitoyens.

Prenez trois exemples qui ne sont pas les fruits du hasard : la réforme de l'enseignement supérieur, la loi sur la liberté de la presse, l'avenir de l'enseignement privé.

Les universités et les grandes écoles ont pour finalité la formation des cadres supérieurs de la nation. Elles doivent favoriser l'acquisition des connaissances dans des domaines très divers mais aussi — et surtout — aiguiller la curiosité intellectuelle, le sens critique, forger des esprits ouverts et tolérants. Une telle formation n'est pas une fin en soi : elle constitue en fait une étape, aboutissement et point de départ : aboutissement de plusieurs années d'effort, de travail, de discipline dans l'enseignement dit « secondaire », l'occasion à l'enseignement supérieur ne constitue ni une chance ni un « droit », il faut la mériter. L'entrée à l'Université ne doit pas apparaître comme le couronnement d'une jeune carrière, mais bien comme l'amorce d'une existence qui devra avoir pour but et pour résultat de dépasser les ambitions et les satisfactions personnelles, de rendre à la société dans laquelle on vit les « talents » que l'on a fait fructifier.

Dès lors, toute organisation de l'enseignement supérieur doit viser à donner, non pas au plus grand nombre, mais à ceux qui peuvent en tirer le plus grand profit le maximum de moyens (plutôt qu'à donner au plus grand nombre le minimum de moyens, et à quel prix ?).

De cela, les Français sont conscients, et toute réforme visant à changer profondément le système de l'enseignement supérieur, à la mesure de la « démocratisation » et d'une interprétation étroite et erronée de l'égalitarisme, d'accéder sans effort à un niveau auquel ils ne peuvent prétendre — auquel souvent d'ailleurs ils n'ont pas — est vouée à l'échec. Au pis, elle aboutit à décourager le vrai mérite. D'où, sans doute, les nombreux appels et mises en garde émanant de droite et de gauche, exprimant l'inquiétude quasi générale et témoignant d'une unité de vue qui reflète « le bon sens » de notre peuple.

Mais ces appels n'ont pas été entendus...

La France dispose de moyens d'information qui, par la presse

écrite, parlée et télévisée, offrent aux Français, en un éventail largement ouvert, un reflet de tous les courants de pensée, politiques et philosophiques. La multiplicité et la diversité des médias constituent en quelque sorte l'un des meilleurs baromètres de la démocratie. Pourquoi faut-il que, brusquement, on dénonce l'existence de puissants monopoles dont l'emprise, insidieusement, inéluctablement, menacerait la liberté et la démocratie ? Inconscience, insouciance ou lucidité : qui croira à la réalité de telles menaces ?

Néanmoins, les Français — comptant les coups ou se désintéressant d'un débat dont ils pensent qu'il ne les concerne guère — assisteront à des échanges de quolibets, d'injures et d'invectives qui passeront bien au-dessus de leur tête — qu'ils essaient de garder froide !

Il est le sentiment d'être seuls confrontés à leur avenir incertain, ils se demandent où et quand seront enfin évoqués les enjeux fondamentaux de la reconversion industrielle de notre pays, dans un monde qui risque de bouger sans cesse...

Depuis des années, nous étions en guerre et nous ne le savions pas... La guerre sociale imposait la vie politique française, opposait dans une lutte au résultat indéterminé, incertain les 71 % de Français favorables à l'enseignement privé et les 52 % qui avaient voté à gauche le 10 mai 1981...

Il était temps que sonnet enfin le clairon de l'armistice ! Hélas, les meilleures intentions pacifistes se heurtent à un « front de refus », seule ligne de rassemblement de troupes disparates à nouveau prêtes à se battre, et les propositions successives alimentent la polémique qu'elles prétendaient à tout jamais étouffer. Les sondages définissent avec une belle conscience les rapports de forces. Mais en vain ! Les slogans fleurissent de part et d'autre, la mobilisation se prépare, les menaces fusent... Et les Français se demandent de quoi demain sera fait, et si leurs enfants, qu'ils fréquentent la « laïque » ou l'« école du curé », trouveront du travail et pourront rester au pays...

Le débat politique apparaît ainsi de plus en plus irrationnel, en quelque sorte « désincarné ». Les hommes politiques évoluent sur une planète qui, peu à peu, s'éloigne de la terre de France, d'une terre où on peut, où on espère, où on rêve, où on s'aime et où on meurt. On a ses idées, on ne croit que ce qu'on voit, on se méfie des paroles en l'air et on n'aime pas les sondages incertains.

Dernier épisode : plus de la moitié des Français pensent que les hommes politiques ne se préoccupent pas de leurs soucis.

Sans doute les hommes politiques préfèrent-ils se tirer dessus !

Puissent-ils entendre, enfin, ceux qui leur crient au nom de la France et des Français : « Halte au feu ! Occupez-vous donc un peu du pays... »

(*) Sénateur, rattaché administrativement à l'Union centriste des démocrates de progrès.



Le bonheur-liberté

BOUDDHISME PROFOND ET MODERNITÉ.

Par Serge-Christophe Kolm.

Œuvre exceptionnelle de tous points de vue. Œuvre très importante de théorie sociale.

Professeur Elster, London Review of Books. Immense intérêt. Une performance. Remarquable. Une démonstration historique nourrie et passionnée. Brilliante œuvre de génologie des grandes pensées orientales et occidentales.

Jean Desmet, L'Expansion. Extrêmement riche. Magistralement écrit. Livre exceptionnel.

Stéphane Pirée, Zen informations. Une étude passionnante.

Le Monde. PUF. Collection "Libre-échange" dirigée par Florin Aljalem et Georges Gauthier-Bianco. 640 pages - 150 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 P. ; Litva, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 182 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé à Paris 12

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1088 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1240 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LU

« L'ORDRE POLITIQUE D'UN PEUPLE LIBRE », de F.A. Hayek

Un individualisme démocratique radical

L'ŒUVRE de F.A. Hayek couvre un beaucoup plus large secteur de la pensée que la spécialité académique, la théorie monétaire, qui lui valut le prix Nobel d'économie en 1974. Avec la parution de l'Œuvre politique d'un peuple libre, troisième et dernier volume de Droit, législation et liberté, le lecteur français est maintenant confronté à une œuvre que certains pourraient être tentés de rejeter pour des accents rapidement qualifiés de « réactionnaires ».

Ce serait tout à fait se méprendre de problèmes effectifs. Hayek en posant déjà de sérieux dans la Route de la servitude paru en français en 1945, et jamais réédité. Hayek, qui enseignait alors à la London School of Economics avait de rejoindre l'Université de Chicago, selon un itinéraire presque classique pour nombre d'intellectuels viennois de sa génération, y abandonnait le terrain strictement économique pour essayer de montrer aux socialistes, dont il avait partagé les idées dans sa jeunesse, que le nazisme n'était pas la négation du socialisme, mais plutôt son accomplissement. Avec le marché, on a l'histoire de la démocratie ; avec le plan, la police et le totalitarisme. Pensée incisive mais qui sous-estime le poids des institutions politiques et la spécificité de l'idéologie nazie.

La lecture de Hayek impose à beaucoup l'apprentissage d'un idiomme nouveau, un effort comparable à celui exigé pour un Karl Popper, souvent cité du reste par Hayek, ou lui emprunte. Leurs positions intellectuelles et politiques ne peuvent se comprendre qu'en

référence à la Vienne des années 20, où ils ont construit leur pensée contre le marxisme et la psychanalyse. Pris dans les convulsions de ce qui fut la capitale de la culture européenne, ils voient se constituer dans une crise mortelle et le socialisme stalinien et le nazisme.

Popper s'écarte de la politique pour engager la réflexion sur la science qui étayera plus tard sa critique de l'historicisme et sa défense de la « société ouverte » contre la société close. L'économie joue dans l'articulation de la démarche de Hayek un rôle analogue à celui de l'épistémologie chez Popper. Pour lui, il n'y a pas de régulation meilleure que le marché : il permet de développer la rationalité. Les prix formés sur le marché ont une valeur signalétique : ils indiquent aux individus quelles conduites adopter. Le système du marché a une pertinence qui ne vaut pas seulement pour l'économie : mais aussi pour les coutumes, les institutions, les idées.

L'échec du rationalisme constructif

Thème constant de Hayek, le « rationalisme constructif » échoue et produit des effets dangereux. Il n'existe pas de sujet qui pourrait tirer de son savoir total les principes d'une action efficace. Nul ne peut avoir la maîtrise intellectuelle ou opératoire de l'ensemble des interactions individuelles et institutionnelles. Plutôt que vouloir construire, il faut laisser évoluer. La

résultat ne sera peut-être pas le meilleur, mais il sera le résultat de choix humains, et non d'un processus aveugle. Plaidant pour un « rationalisme évolutif », Hayek est donc dans la lignée des théoriciens de la « société ouverte » qui ont fait, bien avant Darwin, l'éloge de la concurrence, et il défend un individualisme démocratique radical.

Celui-ci place la liberté individuelle en position première, faisant tout ce qui ne veut pas dissocier liberté et égalité. Il admettra la nécessité d'un État, seul capable d'assurer l'allocation de certains biens collectifs, mais discutera toute extension des services publics. Que l'État collecte des impôts pour assurer sa sécurité face aux autres nations ou la protection contre les épidémies, mais, sauf exception, qu'il permette à des entrepreneurs différents d'entrer en concurrence pour satisfaire les « besoins » d'éducation ou de santé.

Hayek montre en même temps que la société ouverte qui n'assure plus aux individus les protections apportées par une vie communautaire close appelle la prise en charge par l'État de nouveaux services pour que vieillards et handicapés n'en soient pas les victimes.

Mais il ne se contente pas d'affirmer la réflexion sur les services publics ou, c'est un autre point de vue, l'ordre politique d'un peuple libre, sur la valeur du marché même en situation de concurrence imparfaite, il s'engage dans des propositions de réforme constitutionnelles. Car la démocratie a avorté. Dès

lors que les mêmes Assemblées dédaignent le pouvoir de légiférer, le domaine de la loi, qui devrait être celui de l'édition de règles impersonnelles et universelles, est perverti et rongé par la prolifération de règlements qui, sous le nom de lois, ne sont que le triomphe des intérêts corporatistes et partisans dont la satisfaction est nécessaire à la pérennité du gouvernement. Ainsi naît une démocratie illimitée, en ce qu'elle cède au particulier, qui n'est plus qu'un pouvoir arbitraire. Pour le contraindre, Hayek propose un système bicaméral : une Chambre votant les lois, une Chambre contrôlant le gouvernement. La première élit le proportionnelle, la seconde au scrutin majoritaire.

Cette proposition liée à la conjoncture ne doit pas tromper Hayek. C'est un scénario austère dont le raisonnement, s'appuyant sur les concepts de l'économie, notamment du marginalisme, intègre des apports récents de la sociologie des organisations, donne à la pensée libérale toute sa vigueur. Mais en montre aussi certaines limites. Car Hayek est un moins bon lecteur de Freud — ou de Marx — que de David Hume ou d'Adam Smith. Ce sont là les signes, parmi d'autres, des crispations et des préjugés d'un Européen de vieille culture devant l'apparition de nouveaux modes de pensées ou de vie.

DOMINIQUE COLAS.
« L'ordre politique d'un peuple libre », de F.A. Hayek. P.U.F., 253 p., 125 F.

مكتبات الأمل

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

La « sale guerre » du Pérou

(Suite de la première page.)
La capitale, Lima, qui, avec six millions d'habitants, concentre le tiers de la population péruvienne, ainsi que les deux tiers de l'appareil productif, a montré qu'elle était une proie facile pour les commandos clandestins. Ceux-ci, à cinq reprises, ont coupé le courant électrique et, profitant de l'obscurité, ont dynamité des installations publiques.

Près d'un millier d'attentats ont eu lieu dans l'année, 115 contre des postes de police, 26 contre des locaux de partis, 1955 personnes ont été tuées (contre 130 en 1982), parmi lesquelles 86 membres des forces de l'ordre (36 en 1982), 430 civils (36 en 1982) et 1439 guérilleros (38 en 1982).

Il s'agit là des statistiques du ministère de l'Intérieur. Elles sont discutables. L'année, par exemple, a été diffusée en mai et juin 1983 plusieurs communiqués annonçant « l'élimination, au cours d'affrontements, de dizaines de délinquants subversifs », mais sans préciser le lieu et les circonstances, et sans laisser la presse circuler dans la région.

En outre, si 6 439 guérilleros ont réellement été tués (600 autres étant actuellement incarcérés), on est obligé de conclure que l'extermination a fait de nombreux adeptes dans le pays.

A coups de bêche et de hache...

Avec l'intervention des militaires, les autorités avaient l'espoir de liquider la guérilla en quelques mois. Le président de la République, M. Fernando Belaúnde, assurait à la fin janvier 1983 : « La situation est désormais sous contrôle, car les communistes péruviens se sont unifiés de façon volontaire et patriotique aux forces de l'ordre pour combattre les mauvais Péruviens ».

En effet, les paysans de Harychao venaient d'assassiner sept adolescents de Sentier lumineux — à coups de couteau, de bêche et

de hache... et huit reporters péruviens, qui se rendaient sur les lieux pour vérifier cette information, étaient à leur tour sauvagement tués par les paysans d'une communauté voisine. C'était à Uchuracay, le 26 janvier.

Depuis, la guerre s'est généralisée dans la province d'Ayacucho. Une guerre qui ne se limite pas à des affrontements entre deux groupes armés, les soldats et les policiers d'un côté, les guérilleros de l'autre, mais qui frappe toute la population. Des dizaines de personnes ont été assassinées par les terroristes pour avoir ravitaillé ou hébergé des soldats (membres d'un corps spécial de répression). Des dizaines d'autres l'ont été par les forces de l'ordre, pour collaboration avec les insurgés.

« L'orgie de sang est horrible », constate le procureur général de la nation, M. Miguel Cervero. On ne parvient pas à identifier les meurtriers. Certains dénoncent les guérilleros, d'autres les policiers. La confusion vient du fait que terroristes et soldats utilisent les mêmes méthodes — l'intimidation, le chantage, l'assassinat — pour gagner du terrain sur l'adversaire. La population est prise entre deux feux.

Les exemples sont nombreux : à Soccos, le 13 novembre, toute une famille est passée par les armes, alors qu'elle célébrait la fête du Yacupacoc, la demande en mariage indigène. Les vingt-sept corps, parmi lesquels ceux de six enfants, sont ensevelis sous un monticule de pierres et de terre. D'après le seul témoin oculaire, la grand-mère, ce sont les policiers qui ont commis ce crime en état d'ivresse.

Le 3 décembre, une centaine d'hommes et de femmes entre douze et vingt-cinq ans occupent le village d'Andamarca, arrêtent douze habitants et les soumettent à un jugement sommaire. Ils les condamnent à mort pour avoir demandé aux autorités la réouverture du poste de police, et les exécutent

sur la place publique, « à coups de couteaux, pour économiser les munitions ».

Le 11 janvier, autre incursion de Sentier lumineux près de Paras, qui fait dix-sept victimes. Le 17, à Urcancha, quarante habitants sont décapités ou fusillés, malgré les appels à la pitié de leurs familles. Motif : ils avaient collaboré avec la police.

Des corps dans des décharges

Le 18, l'infanterie de marine traite un camion transportant toute une famille qui revenait du cimetière après avoir enterré une jeune fille tuée par les guérilleros. Trois enfants meurent, huit personnes sont blessées.

Le 20, dans la province de Huancavelica, les paysans capturent trois guérilleros et les assassinent...

A ces tueries collectives, il faut ajouter les disparitions de dizaines de jeunes gens, séquestrés pendant le couvre-feu par la police. Leur emprisonnement dans le stade de Huanta, QG de la marine, ou dans la garnison de Los Cabitos, est parfois confirmé par d'anciens détenus, mais les autorités nient leur détention. Une liste de cent quatre-vingts « disparus » est en possession du procureur général de la République. Les corps horribles mutilés de certains d'entre eux ont été retrouvés dans la décharge municipale ou dans les ravins d'Infernillo (le petit Enfer).



Dans un rectangle gris la zone concernée par la guérilla.

Le général Clemente Noel, qui était chef politique et militaire de la région en 1983, a rejeté toute responsabilité dans ces disparitions dénoncées par Amnesty International. Il a affirmé : « Des guérilleros sont parfois arrêtés, puis relâchés faute de preuves. Ils prennent alors le maquis, car ils se sentent démasqués ».

Le général Noel a habité la presse à ses déclarations péremptaires : « Les droits de l'homme ? C'est secondaire quand on est en état de guerre... Les journalistes ? Ils sont des obstacles dans notre mission... Les cadavres abandonnés sur le champ de bataille ? On n'a pas de temps à perdre avec les morts... » Le vice-président de la commission des droits de l'homme de la Chambre des députés, M. Javier Diez Canevaro, le rend responsable des exès de la répression. Le président de la Cour suprême l'accuse d'obstruction à la justice.

« Le terrorisme est combattu par des méthodes fondées sur l'intimidation et la violence sans partage (...), provoquant ainsi la mort de nombreux innocents. Une telle politique est injustifiable, car elle est menée au nom des autorités », ont déclaré trois évêques dans un communiqué publié le 14 janvier, qui reprend des déclarations faites par l'Eglise à plusieurs reprises.

Au début de l'année, le général Clemente Noel a été remplacé par le général Adrian Huaman. Ce changement représente peut-être un tournant dans la lutte contre l'insurrection. Le général Huaman appartient, en effet, à une fraction de l'armée qui pense que la répression ne suffit pas. Pour pacifier la région, elle préconise son développement social et économique, ainsi que des mesures de libéralisation politique.

Le nouveau responsable a déjà pris deux mesures significatives : il a promis une enquête, cas par cas, sur les « disparitions », ainsi que sur les « abus » commis par les forces de l'ordre. En outre, il s'est engagé à régler rapidement la situation des détenus et à offrir des garanties, ainsi qu'un appui matériel, aux magistrats pour faciliter leur mission.

NICOLE BONNET.

DIPLOMATIE

Les relations franco-soviétiques

LA VISITE DE M. ARKHIPOV A PARIS EST PRINCIPALEMENT CONSACRÉE À L'EXAMEN DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

M. Arkhipov, premier vice-premier ministre soviétique, qui est arrivé dimanche soir 29 janvier à Paris pour une visite officielle de cinq jours, devait être reçu ce mardi après-midi par M. Mitterrand à l'Élysée, et avoir une série d'entrevues avec M. Pierre Mauroy, ainsi qu'avec les ministres du commerce extérieur, de l'économie et de l'industrie, M^{me} Cresson, M^{me} Delors et Fabius.

Lundi, M. Arkhipov a été reçu au Quai d'Orsay par M. Claude Cheysson. Le ministre des relations extérieures a ensuite offert un déjeuner en son honneur, auquel étaient conviés de nombreuses personnalités des milieux industriels et financiers, en particulier des dirigeants d'entreprises directement intéressées par les échanges franco-soviétiques.

D'une manière générale, à l'exception de l'entretien de l'Élysée, la visite du premier vice-premier ministre est surtout considérée par Paris comme l'occasion d'examiner, avec un dirigeant spécialiste des questions industrielles et des échanges, les moyens de réduire le déficit des exportations françaises par rapport aux importations en provenance de l'URSS. Ce déficit a certes été ramené de 8,6 milliards de francs en 1982 à 4,6 milliards en 1983. Mais il risque fort de s'alourdir à nouveau en 1984 et en 1985, années pour lesquelles les achats de gaz soviétique par la France doivent respectivement s'élever à 1 puis 2 milliards et demi de francs. Les exportations françaises vers l'Union soviétique, de leur côté, ont enregistré une certaine progression en 1982, en raison de différents contrats signés l'année précédente ; mais Paris souhaiterait développer la vente de produits chimiques et de biens d'équipement à l'URSS. Dix-huit projets, d'un montant global de près de dix milliards de francs, sont actuellement négociés entre les deux pays.

M. Arkhipov regagnera Moscou vendredi, après avoir visité, mercredi et jeudi, différentes usines à Nantes, à Angers et à Lyon.

Etats-Unis

LA CANDIDATURE DE M. REAGAN A UN SECOND MANDAT

Le président américain a lancé sa campagne électorale tous azimuts

Washington. — M. Reagan ne perd pas de temps. Sièges de candidature annoncés, il a, lundi 30 janvier, entamé sa campagne à un rythme de jeune homme, utilisant toutes les ressources de la machine à voter, et proposant de faire plumer d'aise toutes les lignes de vertes résumées. C'est qu'il doit à la fois convaincre l'électorat qu'il est un homme de paix et mobiliser, en la flammant, sa base la plus réactionnaire.

La journée commencée par le plus sérieux : une audience accordée à M. Rowdy, le chef de la délégation américaine aux négociations (suspensées par Moscou) sur la réduction des armements stratégiques, les START.

Après cet entretien, M. Rowdy déclare que « si les Soviétiques disent vouloir négocier et commencent à introduire d'autres éléments, nous évaluerons toutes propositions raisonnables ». Est-ce à dire que la

porte est ouverte à une éventuelle fusion entre les deux négociations de Genève, les START et les INF (rompues par Moscou), et qui portent, elles, sur les armes stratégiques ? « C'est exact », répond M. Rowdy.

A l'heure où MM. Reagan et Andropov, sans s'être encore rien cédé sur le fond, rivalisent en déclarations de bonne volonté, c'est là un geste, un signal, en tout cas venu de la Maison Blanche. Bien que très prudent (« Ce n'est pas notre politique de proposer la fusion et nous ne pensons pas que cela résoudre le problème », a précisé M. Rowdy), il est peut-être susceptible de déboucher sur une relance des conversations soviéto-américaines.

Lorsque, plus tard, les journalistes lui demandent si le sort des « marines » de Beyrouth pèsera

lourd dans la campagne et qu'il répond : « Cela dépend du temps qu'ils y resteront... N'est-ce pas ? ». Est-ce le président qui parle et signale un espoir nouveau dans les conversations en cours à Damas et à Beyrouth ? Est-ce le candidat qui fait comprendre que la Maison Blanche voudrait bien, quelles qu'en soient les conditions, un rappel, massivement souhaité par l'opinion, du contingent américain ?

Difficile à dire pour l'instant, mais cette phrase ambiguë était au minimum habile. Le jour où était annoncée la mort d'un nouveau « marine », elle ne pouvait que rassurer un peu les Américains et tempérer la pression du Congrès, où les démocrates mettent la dernière main à une résolution demandant la présentation, sous trente jours, d'un

plan de retrait du contingent au Liban.

Et puis il y eut le tonitruant spectacle du candidat se faisant prédicateur devant la convention des responsables de radios religieuses. Invitant Dieu, vingt-quatre fois dans son discours, M. Reagan compare le combat contre l'avortement à celui de Lincoln contre l'esclavage et assure que se trouvent dans la Bible « les réponses à tous les problèmes d'aujourd'hui ». Il suffit « seulement de la lire et d'y croire ». Quatre mille personnes applaudissent à tout rompre.

Ce n'est qu'un début. « Ce pays, dit M. Reagan, ne peut rester aveugle et sourd devant la mort avant leur naissance de quelque 4 000 enfants par jour, un toutes les 21 secondes. Jamais ils ne riront, jamais ils ne chanteront, jamais ils ne connaîtront la joie de l'amour humain (...). Lorsqu'on arrache la vie à ces enfants pas encore nés, pourrissent-ils, en se référant à des avis « scientifiques », ils ressentent souvent une douleur durable et déchirante... »

Dieu et la discipline

Comme le souligne, ce mardi matin, le Washington-Post, M. Reagan oublie apparemment que plus de 10 % de ces avortements ont lieu en Californie, en vertu d'une loi qu'il avait lui-même signée lorsqu'il en était gouverneur. Qu'importe, puisque la saine est ravie. Pourfendant le Congrès, il continue en demandant le vote d'un amendement à la Constitution autorisant l'organisation de prières (volontaires, il est vrai) dans les salles de classes. « Si nous pouvons ramener Dieu et la discipline dans les écoles, peut-être pourrions-nous en expulser la violence et la drogue... ». Les bureaucrates gouvernementaux dépensent des milliards pour lutter contre la drogue, l'alcoolisme et la maladie. Combien de cet argent pourrait être économisé si nous faisons davantage d'efforts pour vivre conformément aux Dix Commandements ?

Au passage, M. Reagan aura encore cité une personnalité présente dans la salle et qui avait récemment déclaré : « Je préférerais que mes deux filles, âgées plus que tout au monde, meurent maintenant dans la foi en Dieu plutôt que de grandir sous le communisme ».

BERNARD GUETTA.

Violente attaque de l'agence Tass

Moscou. — L'annonce de la candidature de M. Ronald Reagan à un second mandat n'a pas été une bonne nouvelle pour les Soviétiques, même s'ils ne se faisaient plus guère d'illusions à ce sujet. L'agence Tass a mis quelques heures seulement pour réagir. Un de ses commentateurs les plus connus, Youri Kornilov, s'est levé lundi 30 janvier à quelques minutes après l'événement.

Ce qui dépote le plus le commentateur, c'est que M. Reagan ait fait précéder cette annonce d'un discours dans lequel il prônait un « dialogue constructif » avec l'URSS. Le changement de ton du président américain, qui, oubliant ses propos de jadis sur l'« empire du mal », a évoqué pour la première fois le 16 janvier des « intérêts communs » à Moscou et à Washington, est resté en travers de la gorge des Soviétiques qui n'y voient qu'un « truc de propagande ».

« L'activité des membres de l'équipe Reagan qui tentent de se faire passer pour des artisans de la paix coïncide avec les préparatifs des élections », écrit Youri Kornilov. Ces « trucs » sont « purement conjoncturels » et « n'ont

De notre correspondant

rien à voir avec la politique étrangère réellement menée par Washington qui est fondée aujourd'hui, comme auparavant, sur le désir de faire revenir l'histoire en arrière et de redessiner la carte politique du monde », poursuit-il. Il faisait apparemment allusion à la petite phrase de M. Stultz à la conférence de Stockholm, dans laquelle le secrétaire d'Etat américain affirmait que « les Etats-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de la division de l'Europe, imposée artificiellement ».

« La Maison Blanche pérore sur la paix et, au même moment, transforme l'Europe occidentale en champ de bataille pour les armes américaines de première frappe », écrit le commentateur de Tass en formulant le reproche fondamental, inlassablement martelé ici. Et, avec la manie de tout quantifier que les Soviétiques partagent apparemment avec les Américains, il relève que « pendant les six dernières années seulement, l'administration américaine a eu recours à trente-huit reprises à des actions militaires ou à la menace d'usage de la force

contre d'autres pays ».

Bref, quand M. Reagan, dans son message sur l'état de l'Union, déclare : « Nous nous sommes proposés nous-mêmes de faire disparaître des agressions », il profère purement et simplement un « mensonge ». Le commentateur de Tass cite notamment l'« attaque de bandits » contre la Grèce et les « activités au Proche-Orient » du Pentagone et des « envahisseurs sionistes » qui « déchirent pratiquement le Liban en morceaux ».

Il est remarquable que l'essentiel de l'argumentation soit consacré à la politique étrangère de l'administration Reagan, alors que l'usage habituel en année électorale américaine est de s'appuyer sur le sort des ouvriers, des Noirs et des Indiens aux Etats-Unis. Certes, ceux-ci sont toujours aussi malheureux, mais l'effort stratégique américain « sans précédent » (estimé à 2 000 milliards de dollars pour la période de 1985-1989) et l'installation en Europe, avec les Pershing-2, engins « de première frappe », ont visiblement une priorité.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LOUIS DUMONT
LE SACRÉ
DE L'INDIVIDU

Essais sur l'individualisme
Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne

Avec ses "Essais sur l'individualisme", Louis Dumont continue son œuvre savante. Loin des modes et des tam-tam des médias, Pierre Rosenvalon / Libération

L'originalité de Louis Dumont est de porter sur la civilisation occidentale le regard d'un chercheur qui a consacré une grande partie de sa vie à étudier un monde qui en est en quelque sorte l'envers : la société indienne.

Frédéric Gausson / Le Monde

79F

COLLECTION ESPRIT AU SEUIL

DIPLOMATIE

RÉVISANT EN BAISSÉ SES ÉVALUATIONS

Un rapport de l'OTAN estime que les dépenses militaires de l'URSS n'ont augmenté que de 2,5 % par an depuis 1976

Le taux de croissance des dépenses militaires soviétiques a sensiblement diminué depuis la fin des années 70, mais l'URSS continuera à développer une importante industrie d'armement, indique un rapport de l'OTAN.

Selon ce document du comité économique de l'Organisation, les dépenses militaires de l'URSS ont augmenté de moins de 2,5 % par an en termes réels entre 1976 et 1982 inclus, contre des taux de 4 à 5 % au début des années 70.

Les experts occidentaux ont ainsi révisé à la baisse leurs estimations des années précédentes. Un rapport économique de l'OTAN indiquait en effet, au début de 1983, que la croissance avait été de l'ordre de 4 % en termes réels entre 1976 et 1982 et se poursuivait à ce rythme jusqu'en 1985.

Les estimations de l'OTAN, établies à partir de données fournies par les services de renseignements des pays membres de l'alliance atlantique, corroborent ainsi pour la première fois une étude de la CIA américaine publiée à la fin de 1983.

Une ogive chimique soviétique ?

Pour l'OTAN, la baisse du taux de croissance des dépenses militaires soviétiques s'explique par les « difficultés de l'ensemble de l'économie soviétique » : chute du taux de productivité à la fin des années 70, « réductions ou retards dans les livraisons de matières premières et de composants, difficultés dues à l'introduction de nouvelles technologies de pointe dans la fabrication d'armes très perfectionnées ».

Selon le rapport de l'OTAN, les dépenses militaires de l'URSS s'élevaient chaque année, depuis 1970, à quelque 13,5 % du produit national brut en prix constants, soit environ 15 % en prix courants. Moscou a ainsi pu construire, entre 1976 et 1982, soixante-quinze navires de guerre de surface, six mille avions de combat et quinze mille chars.

Par ailleurs, le magazine américain *Aviation Week and Space Technology* indique dans son der-

nière numéro que l'URSS a testé une ogive spécialement conçue pour pulvériser des agents chimiques sur une vaste superficie en rentrant dans l'atmosphère. Se référant à des « responsables américains », il écrit que le fait de pouvoir transporter des agents toxiques à des distances intercontinentales « conférerait une nouvelle dimension à la guerre chimique soviétique ». Le même hebdomadaire estime encore que l'URSS a « probablement commencé » la construction de son premier porte-avions à propulsion nucléaire, un bâtiment de 65 000 à 75 000 tonnes, qui pourrait embarquer une soixantaine d'avions et hélicoptères. Jusqu'à présent, Moscou dispose de trois porte-avions à propulsion classique, embarquant une quinzaine d'avions et une vingtaine d'hélicoptères.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a rejeté comme « dénuée de fondement » les accusations soviétiques à propos des violations des accords de limitation des armements dont les Etats-Unis se seraient rendus coupables (le *Monde* du 31 janvier). Jugant « regrettable » que Moscou n'ait « pas pris au sérieux » les accusations en sens contraire formulées une semaine plus tôt par Washington, le même porte-parole a dit son espoir « que cette réaction initiale ne constitue pas le dernier mot des autorités soviétiques et qu'elles seront prêtes à participer à un dialogue constructif » sur le respect des accords conclus.

Toujours à Washington, un responsable qui a souhaité rester anonyme a annoncé que le gouvernement américain a décidé de ne plus annoncer tous ses essais nucléaires. Bien qu'il soit « devenu habituel » ces dernières années de les annoncer tous, on reviendra désormais à la « politique de base » consistant à n'annoncer que les essais susceptibles d'être détectés au-delà du site où ils ont lieu. Cette décision a été prise à l'automne dernier à la suite d'une « tentative partiellement réussie » d'un groupe antimilitariste de pénétrer sur un de ces sites, a précisé ce responsable. — (A.F.F.)

LA VISITE DE M. GROMYKO EN ROUMANIE

Les Soviétiques accroissent leurs livraisons de produits énergétiques

M. Andreï Gromyko a eu lundi 30 janvier, à Bucarest, un premier entretien avec le chef du parti et de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausescu : l'agence roumaine Agerpres est restée très vague sur le contenu de la conversation, sinon pour évoquer l'« atmosphère de camaraderie et de chaleur amicale » qui a caractérisé la rencontre.

D'une manière générale, la presse de Bucarest ne s'est guère montrée prolixe sur cette visite qui doit durer trois jours et pour laquelle M. Gromyko est notamment accompagné de M. Constantin Roussakov, secrétaire du comité central : cette discrétion est une manière parmi d'autres de cultiver la différence avec les autres pays du bloc, où la venue de hauts responsables soviétiques est toujours saluée avec plus de pompe. Un meeting d'amitié roumano-soviétique a cependant été organisé mardi matin dans une usine de Bucarest.

Pour éviter que la visite de M. Gromyko, puisse être interprétée comme l'annonce d'un réajustement roumain, le quotidien *Romania libera* a publié, lundi, un commentaire réaffirmant les positions « originales » de Bucarest sur les euro-missiles : « Tout faire pour empêcher le déploiement de tous nouveaux missiles, pour le retrait et la destruction de tous ceux qui sont déjà en place ». Deux jours plus tôt, l'organe du P.C., *Scinteia*, avait même lancé une pique en direction de Moscou en critiquant vertement la création d'un « nouveau » parti communiste espagnol soutenu par l'URSS.

Pourtant, au-delà des mots, M. Ceausescu pourrait être amené à consentir des concessions politiques en échange d'une satisfaction partielle de ses revendications économiques traditionnelles à l'égard de l'URSS : on s'expliquerait mal autrement le geste que viennent de consentir les Soviétiques en annonçant une livraison supplémentaire à la Roumanie de 1,5 million de tonnes de pétrole brut, et aussi de charbon, de gaz et d'électricité, et ce non pas contre des devises occidentales, mais aux conditions du Comecon. Ce qui ne résout d'ailleurs pas

vraiment le problème, puisque la Roumanie, avec d'autres pays de l'Est, réclame justement depuis des années, et sans succès face à la résistance soviétique, une révision des règles de fonctionnement de l'organisation économique des pays socialistes.

J. K.

AFRIQUE

LE CONFLIT TCHADIEN

M. Cheysson va se rendre à N'Djamena, Addis-Abeba et Tripoli

Le Quai d'Orsay a annoncé, lundi 30 janvier, en fin d'après-midi, que M. Cheysson se rendrait successivement à N'Djamena, Addis-Abeba et Tripoli, du 1^{er} au 5 février, pour « examiner avec les plus hautes autorités les moyens de hâter le rétablissement de la paix au Tchad ».

Deux heures plus tard, au cours de l'émission « Face au public » de France-Inter, le colonel Kadhaï s'est déclaré favorable à « n'importe quel contact avec la France » pour résoudre le conflit tout en n'excluant pas le risque d'une escalade militaire sur le terrain.

En dépit des graves incidents de la semaine passée et des nouvelles mesures de sécurité prises sur le terrain par Paris, la diplomatie n'a pas perdu ses droits au Tchad. Mais la

zone d'intervention française s'étend jusqu'à un seizième parallèle « ne signifie donc rien » pour Tripoli. Mais l'extension du périmètre de sécurité français, a-t-il toutefois estimé, risque de provoquer un « affrontement », notamment dans le secteur d'Oum-Chalouba, localité qui se trouve sur le seizième parallèle.

M. Kadhaï a joué la carte de la modération en ajoutant, à propos de la demande d'aide formulée par M. Goukouni Oueddei (le *Monde* du 31 janvier) : « Nous n'avons pas encore aidé Goukouni avec des troupes comme le fait la France pour Hissène Habré : depuis longtemps, nous essayons d'empêcher que le GUNT attaque les troupes françaises au Tchad, mais nous ne

avait rencontré le commandant Jaloud, le numéro deux libyen, un entretien qu'il avait alors jugé comme « un cran gagné dans la succession des gestes » devant ramener à « la normale » les relations franco-libyennes.

Le ministre des relations extérieures précédera, dans la capitale tchadienne, le général Jeannou Laccaze, chef d'état-major des armées, qui doit s'y rendre « dans les prochains jours », ainsi que l'a annoncé lundi le ministère de la défense.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le sort des deux Belges enlevés. — Les deux membres belges de Médecins sans frontières, enlevés voilà huit jours à Zigué, sont arrivés à Bardai (siège du GUNT, au cœur du Tibesti). Selon un délégué du Comité international de la Croix-Rouge présent sur place, le docteur Christian Delzanne et l'infirmière Marie-Chantal Rockens, sont en bonne santé et ont pu donner des nouvelles à leurs familles. Dans un communiqué diffusé mardi 31 janvier, Médecins sans frontières exprime l'espoir d'obtenir rapidement leur libération.

Le Jaguar a été abattu par des armes anti-aériennes de 23 mm

Selon un premier compte rendu parvenu, lundi soir 30 janvier, au ministère de la défense, le Jaguar abattu au Tchad et le Mirage F-1 touché lors du même engagement de Torodoum ont été atteints par des missiles anti-aériennes de 23 mm et non pas par des missiles sol-air SAM-7 comme la version donnée, dès le 25 janvier de source officielle, le faisait croire.

Le Jaguar était en passe de tirer ses objectifs et le Mirage F-1 en couverture de renseignements au moment où la colonne qui avait attaqué Zigué faisait sa jonction avec la base arrière établie dans l'ouest de Torodoum. Au sein d'un véritable « hérissement » d'armes anti-aériennes dissimulées sous le masque des arbrustes, des affûts de mitrailleuses anti-aériennes de 23 mm avaient été installés sur des camions transportant des troupes, et ils ont dressé un rideau d'obus d'une rare densité. Contre de tels tirs, les avions ne

disposent d'aucun moyen de leur, susceptible d'éviter les impacts on d'en dévier la trajectoire.

A une telle incidence d'attaque et à une altitude aussi basse, il est vraisemblable que le parachute du pilote, le capitaine Michel Croci, ne s'est pas ouvert après l'éjection.

Un détachement du 21^e régiment d'infanterie de marine a, lors d'une expédition en partie hélicoptère depuis Zigué, récupéré le corps du pilote du Jaguar (le Mirage F-1 ayant pu regagner sa base de N'Djamena par ses propres moyens). Dans le même temps, ce détachement français a ramené des éléments de l'aviation, des photographes des lieux des combats, ainsi que des matériels laissés sur place par la colonne attaquante. Le poste de Zigué a été immédiatement réoccupé par les Forces armées nationales tchadiennes, fidèles au président Hissène Habré.

mission du ministre des relations extérieures, envisagée voilà déjà deux semaines — lorsqu'il est apparu impossible de réunir, à Addis-Abeba, une « table ronde » entre Tchadiens, — semble avant tout exploratoire. M. Cheysson, précise le Quai d'Orsay, « rendra compte au président de la République des initiatives et des mesures » susceptibles de « hâter le rétablissement de la paix ».

Le colonel Kadhaï ne paraît pas, de son côté, s'y tromper, si l'on s'en tient à la prudence de ses propos de lundi soir. La situation militaire au Tchad, a-t-il dit, « ne concerne pas » directement son pays, puisque la Libye « n'a pas de troupes » sur place.

pourvus plus le convaincre, car les troupes françaises sont des troupes d'occupation. Les forces du GUNT (le « gouvernement » de M. Goukouni Oueddei), a-t-il ajouté, « ont le droit de lutter pour libérer leur pays ».

La fermeté choisie la semaine dernière par Paris — à la suite de la destruction d'un Jaguar français et de la mort de son pilote — devait logiquement être accompagnée d'une initiative diplomatique. Dans cet esprit, M. Cheysson se rendra donc d'abord à N'Djamena, où il sera reçu, sans doute dès mercredi, par le président Hissène Habré. A Addis-Abeba, il s'entretiendra avec le lieutenant-colonel Mengistu, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, dont le secrétaire général intérimaire, M. Peter Onu, a estimé de nouveau, lundi, que les « efforts » de l'Organisation panafricaine pour aboutir à un règlement devraient se poursuivre.

Enfin, il est difficile de préjuger l'accueil qui lui sera réservé à Tripoli, mais il devrait y être écouté, puisque le colonel Kadhaï y a reçu, dimanche soir, un député socialiste français, M. René Drouin, auquel il a déclaré « souhaiter éviter toute escalade avec la France ». M. El-Obeidi, secrétaire (ministre) libyen aux affaires étrangères, a tenu un langage identique à M. Drouin et à deux conseillers de M. Pierre Mauroy (MM. Guy Marty et Raymond Vaillant), qui se trouvaient également dimanche dans la capitale libyenne. Lors de sa précédente visite à Tripoli, en juin 1982, M. Cheysson

« Aide alimentaire d'urgence à l'Afrique ». Les Etats-Unis ont décidé d'accroître une aide alimentaire d'urgence de 100,8 millions de dollars aux pays d'Afrique les plus menacés par la famine, dont le Mali, la Haute-Volta et la Zambie, a annoncé, lundi 30 janvier, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Le gouvernement américain, a-t-il ajouté, demandera au Congrès d'approuver un nouveau programme d'aide alimentaire pour l'Afrique de 500 millions de dollars sur cinq ans (1985-1990). Cette assistance s'ajoutera au programme d'aide économique américaine aux pays africains, qui s'élève cette année à 885 millions de dollars. — (A.F.F.)

Somalie

QUARANTE PERSONNES TUÉES LORS D'UN RAID DE L'AVIATION ÉTHIOPIENNE

L'aviation éthiopienne a lancé un raid, lundi matin 30 janvier, contre la ville somalienne de Borama (située à quelques kilomètres de la frontière éthiopienne, dans le nord-ouest du pays). Il y a eu 40 morts et 80 blessés, a annoncé le ministère somalien de la défense. Selon Mogadiscio, six avions « Mig-21 » et « Mig-23 » ont ouvert le feu sur le centre de la ville et notamment sur le lycée. « La plupart des victimes sont des internes de l'école », indique un communiqué du ministère de la défense. Un deuxième raid, lancé contre la localité voisine de Gorowoyo-Owl, aurait été repoussé par l'aviation somalienne, ajoutent-on à Mogadiscio. — (A.F.F.)

[La ville de Borama, située à l'extrême-est du territoire somalien, se trouve à proximité du secteur éthiopien où ont eu lieu, à la fin janvier, les affrontements contre le chef de file Djibouti-Abdullah (le *Monde* du 25 janvier). Ces affrontements avaient été repoussés par le Front de libération de la Somalie occidentale (FLSO), proche du gouvernement de Mogadiscio. Depuis leur offensive d'août 1982, les troupes éthiopiennes occupent toujours deux villages de l'Ogaden, Babakille et Galdogob. En juillet et août derniers, les troupes somaliennes et éthiopiennes s'étaient opposées à plusieurs reprises. Le dernier affrontement a eu lieu en début septembre, à Odeh, où les partisans du Front démocratique de la Somalie (FDS) avaient fait une garnison somalienne locale.]

Tanzanie

APRÈS LA DÉMISSION DE M. JUMBE

M. Nyerere entend consolider l'union entre Zanzibar et l'ancien Tanganyika

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Moins de vingt-quatre heures après la démission de toutes ses fonctions officielles de M. Aboud Jumbe, le numéro deux du régime tanzanien, le Comité exécutif national du Chama Cha Mapinduzi (CCM), parti unique, qui vient de se réunir en session extraordinaire à Dodoma, future capitale du pays, a confié provisoirement à M. Ali Hassan Mwinyi la présidence du Conseil révolutionnaire et celle du conseil des ministres de Zanzibar, dont les habitants seront appelés aux urnes dans les quatre-vingt-dix prochains jours pour élire leurs dirigeants. Les nominations à la vice-présidence de l'Union et à celle du CCM suivront cette consultation (le *Monde* du 31 janvier).

Né près de Dar-es-Salaam, M. Mwinyi, cinquante-neuf ans, était ministre d'Etat attaché à la vice-présidence de la République, chargé des questions de l'Union. Il avait, auparavant, occupé les portefeuilles de l'intérieur et du tourisme, et avait été ambassadeur en Egypte. Il était le bras droit de M. Jumbe, que le Conseil exécutif du CCM a remercié pour avoir travaillé à la consolidation de l'unité nationale.

Pourquoi cette démission surprise de M. Jumbe ? Le CCM a-t-il voulu le sanctionner pour s'être montré trop mou à l'égard des éléments qui, à Zanzibar, remettaient en cause le rattachement déjà vieux de vingt ans des deux îles (Pemba et Zanzibar) à l'ex-Tanganyika ? L'ancien vice-président n'a-t-il pas plutôt voulu prendre sa part de responsabilité politique dans le « dérapage » du débat sur la réforme constitutionnelle ? Les Tanzaniens étaient, en effet, appelés à donner leur avis sur des points très précis qui, jusqu'alors, avaient été laissés dans

l'ombre, notamment la durée du mandat et la définition des pouvoirs du chef de l'Etat. Or les Zanzibariens ont saisi cette occasion pour s'interroger sur leur place au sein de l'Union et réclamer davantage d'autonomie. Le pouvoir central s'est ainsi ému de les voir répondre volontairement à côté de la question.

Il est vrai que si la Constitution de l'ex-Tanganyika, provisoirement adoptée comme la Constitution de l'Union, a été ratifiée, en mai 1964, par les « continents », elle ne l'a jamais été par le Conseil révolutionnaire de Zanzibar. M. Julius Nyerere, président de la République unie de Tanzanie, avait lui-même reconnu, en juillet 1970, que cette anomalie était « incompréhensible ». Aussi, lorsque le chef de l'Etat a invité, l'an dernier, ses compatriotes à exprimer leurs vœux sur de possibles changements constitutionnels, les îliens ont aussitôt saisi la perche qui leur était tendue pour faire valoir leurs souhaits et leurs griefs.

Les îliens reprochaient à M. Jumbe de passer une bonne partie de son temps sur le continent à soigner son image de marque de dirigeant de l'Union, ce qui lui avait valu le sobriquet de « président touriste ». Favorable à l'Union, l'Etat fédéral, le brigadier Haji Faki, président de la Chambre des représentants de Zanzibar, est ainsi peu à peu apparu comme l'homme fort de l'archipel. Peut-être le pouvoir central a-t-il jugé qu'il était grand temps de nommer un nouveau responsable capable de redresser la situation avant qu'il ne soit trop tard.

JACQUES DE BARRIN.



FINLANDE

L'amour du ski profondément

Grands espaces vierges, randonnées solitaires ou en groupe, promiscuités en raquettes tirées par des rennes, ski à la ferme ou dans votre chalet : en Finlande, vous savourez votre amour du ski. Profondément.

Pour recevoir notre brochure aux mille idées neige et ski de fond, retournez le coupon-réponse à :

Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : 266.40.13.

Nom : _____

Adresse complète : _____

La Tunisie

La grande

ATTENDEZ VOUS

Les jeux de l'esprit

100 PAGES DE JEUX

BRIDGE

10 pages avec Omar Sharif et les champions du monde

ECHECS

Les grands moments de choc Korchin - Kasparov

MOTS CROISES

8 grilles de Michel Lodon

TABLEAU

TAROT - PSYCHO-TEST - ENIGME - JEUX DE LOGIQUE etc...

LE N°7 EST PARU

مكتبة الأصيل

مكتبات الأصل

AFRIQUE

La Tunisie des frustrations

II. - La grande peur des nantis

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

Pauvreté des populations, déséquilibre régional, influences de la Libye et des islamistes tunisiens : Paul Balta expliquait dans un premier article (*le Monde* du 31 janvier) comment et pourquoi les émeutes de Tunisie sont parties de Douz, ont gagné Kébili, Gafsa, Kasserine avant de s'étendre à d'autres villes, pour culminer dans la capitale.

Sousse. - Il faut près de deux heures pour parcourir en voiture les 142 kilomètres de Tunis à Sousse, la « perle » du Sahel pour les délinquants touristiques. Après l'autoroute assez médiocre qui s'arrête, presque à mi-chemin, à la hauteur de Hammamet, la route, relativement étroite, est souvent fort chargée, et donc dangereuse. Une bonne autoroute jusqu'à Sfax, deuxième ville du pays (350 000 habitants), ne serait pas un luxe, mais l'Etat, dont les possibilités financières sont limitées, hésite à engager une telle dépense.

Port actif, centre industriel en plein essor, station balnéaire à la mode, la troisième ville du pays (200 000 habitants) a conservé de l'époque aghlabide - la plus brillante de la Tunisie musulmane - de beaux monuments, dont les superbes remparts de pierre blonde, et une tradition de dynamisme. Tout comme Sfax, elle illustre de façon concrète les problèmes du pays. On y perçoit mieux qu'à Tunis, avec ses 2 millions d'habitants, la façon dont le fossé a pu se creuser entre les riches et les pauvres de la cité, mais aussi entre ce Nord baigné par la mer, planté d'oliviers et d'orangers, et le Sud désolé et souvent dépourvu d'industries, n'ayant pour lui que la beauté du désert et la fraîcheur de ses oasis.

« Ici, nous dit un professeur à l'université, la société est formée de

trois cercles superposés. L'oligarchie locale conserve la haute main sur la politique et les affaires grâce au jeu d'alliances familiales, d'intérêts économiques et de solidarités nouées souvent au sein du parti des touristes. En dessous, les classes moyennes et les nouvelles élites éprouvent un certain malaise parce qu'elles ne parviennent guère à s'insérer dans les circuits. A la base, les travailleurs manuels et surtout les jeunes et les chômeurs accumulent les frustrations parce que, à leurs yeux, même un salaire mal payé est un « possédant » qui a quelque chose à perdre alors qu'eux n'ont rien, strictement rien. Pas même l'espoir ! »

Des exemples ? Les touristes qui descendent dans les palaces de Sousse-Nord et de Port-el-Kantaoui rapportent des images de rêve de ces zones résidentielles où les villas en construction entendent rivaliser avec celles déjà construites, véritables petits châteaux par leurs dimensions et les richesses qu'elles recèlent. Mais l'arrière-plan est sordide. Il y avait là des terres agricoles expropriées entre 1976 et 1978, et qui ont été payées aux paysans 300 millions (0,3 dinars) le mètre carré. Ceux qui ont osé plaider en justice ont obtenu entre 700 et 900 millions, explique un des avocats qui les a défendus.

Des paysans dépossédés

Comme d'habitude, et dans l'intérêt public, l'Etat - ou la collectivité - a assuré les travaux de viabilité. Aujourd'hui, la société immobilière qui a entrepris l'ensemble de l'opération et loti les terrains revend le mètre carré entre 22 et 24 dinars, soit plus de 6 000 % par

rapport au prix payé aux premiers expropriés. Comment, s'interroge notre interlocuteur, les paysans récalcitrants pour la plupart à végéter parce qu'ils ne connaissent pas d'autre métier et n'ont pas su comment faire fructifier leurs maigres économies, ne se sentiraient-ils pas doublement frustrés ?

Un autre raconte qu'il a examiné de près la liste des membres de la commission régionale consultative pour le VI^e plan. Y figuraient : les représentants de l'Etat, les responsables du PSD, les dirigeants de la chambre de commerce, les porte-parole du patronat, des directeurs de société et un unique délégué de l'UGTT, la centrale syndicale. « Or, souligne-t-il, ce sont les mêmes qu'on retrouve dans les projets industriels, dans la promotion immobilière, dans les exploitations avicoles ou apicoles. Ce sont eux qui sont les mieux placés pour bénéficier des aides de l'Etat, voire de passe-droits, n'hésitant pas à écraser ceux qui contestent leurs privilèges et à barrer la route à ceux qui voudraient les partager. »

Pour « démarrer », il suffit en général de bénéficier d'un « coup de pouce » permettant d'obtenir un crédit bancaire, puis d'utiliser la loi au mieux. Ainsi, le gendre d'un caduc bien placé a pu créer, il y a quelques années, un bureau d'études qui fait 20 millions de dinars de chiffre d'affaires. Pourtant, il ne paie pratiquement pas d'impôts. Comment ? D'abord, sa mère, sa femme et ses grands enfants figurent sur la liste du personnel, ce qui lui permet de déduire leurs salaires sans qu'eux-mêmes soient imposables, car il les déclare à peine au-dessus du SMIC. Ensuite, les frais généraux étant déductibles, il inscrit à ce chapitre sa voiture, celle de Madame, la construction de la piscine, le personnel domestique, sans parler des notes de vacances et de réveillon en Europe, mises sur le compte de la promotion publicitaire ou des contacts. Dès lors, comme tout patron tunisien, il vit plus luxueusement que son homologue européen, qui échappe plus difficilement à la fiscalité et aux charges sociales.

Un climat d'affairisme

Au fil des années s'est développée une mentalité d'affairisme - même chez les fonctionnaires de l'Etat, y compris certaines catégories d'enseignants - tandis que s'effaçait le sens civique et la notion de service public. La corruption s'est étendue. On comprend mieux, alors, comment tant de citoyens peuvent se payer des BMW et des Mercedes à 30 000 dinars au minimum, les taxes sur ces voitures atteignant environ 300 % (et près de 100 % sur les petites cylindrées). De même on découvre que des Tunisiens n'ayant jamais vécu à l'étranger possèdent des véhicules avec l'immatriculation FCR (franchise pour changement de résidence) attribuée aux seuls émigrés qui regagnent le pays et sont exonérés du paiement de la taxe.

L'ancien ministre de l'économie, M. Moalla, avait voulu assainir les mœurs des milieux d'affaires et améliorer le rendement de la fiscalité dans un souci de justice sociale et pour accroître les moyens d'action de l'Etat, qui est d'ailleurs à l'origine de bien des fortunes. Il voulait, notamment, rendre la facturation obligatoire dans les entreprises et les commerces et imposer le règlement par chèque pour toute transaction supérieure à 5 000 dinars. De même avait-il envisagé un impôt sur les piscines et une faible taxe sur les résidences secondaires, qui aurait rapporté 5 millions de DT. Aucun de ces projets n'a vu le jour, parce que, dit-on, ils auraient gêné certains responsables.

Quant à la loi créant un ordre d'experts-comptables et de contributeurs financiers, elle a été votée, mais les décrets d'application n'ont pas paru, de sorte qu'elle demeure lettre morte. « Pourtant, nous a déclaré à Tunis M. Baccouche, secrétaire général de l'UGTT, si la quasi-totalité des entreprises publiques sont très souvent en déficit, c'est parce que leurs bilans sont truqués, qu'elles sont victimes d'erreurs de gestion et ne subissent pas de contrôles. Avec un contrôle de gestion et une meilleure fiscalité, non seulement les problèmes posés par la suppression de la Caisse de compensation (qui subventionne le pain et d'autres produits) n'auraient pas existé mais, en outre, des centaines de millions de dinars gaspillés, volés ou simplement impayés, entreraient dans les caisses de l'Etat. »

On s'explique mieux, devant ce laxisme, que de petits mendiants et de « jeunes olifs », selon l'expression du gouvernement, se « vengent » de leur sort en rayant avec

une pierre ou un clou les carrosseries des voitures flambant neuf ou en cassant leurs rétroviseurs. Il n'est pas surprenant, non plus, que, parmi les émeutiers, on ait vu beaucoup d'adolescents qui, n'ayant pas réussi à entrer dans le secondaire, traînent dans les rues ou, quand ils ont de la chance, s'emploient comme apprentis mécanos à 30 ou 40 dinars par mois. La plupart vivent en marge de la nouvelle société qui a opté pour la modernité inspirée d'un Occident qui les fascine et les rebute tout à la fois. Ils offrent un terrain idéal aux propagandes subversives.

Lors des premiers incidents et au début de l'émeute du mardi 3 janvier, bien des parents, en particulier dans les classes moyennes, pratiquant une opposition ouverte ou larvée au régime, avaient considéré avec une indulgence compréhensible les revendications des lycéens. Mais très vite des idéologues et des commandos organisés sont entrés en action tandis que s'engouffraient dans leur sillage des pillards et parfois de simples gens qui voulaient régler leur compte avec leurs voisins ou avec la société. Alors, on n'a plus seulement attaqué les symboles de l'Etat et du luxe, on a incendié de petites voitures et saccagé de modestes boutiques. Et ce fut la grande peur de tous les possédants. Les opposants qui, quelques heures plus tôt, applaudissaient ou poussaient des youyous, ont reproché à l'Etat de ne pas faire intervenir brutalement les forces de l'ordre pour protéger leurs biens.

Un mélange explosif

Que M. Mzali et nombre de dirigeants venant résoudre les problèmes du sous-développement ne fait pas de doute. Mais le personnel politique et administratif ne s'étant guère renouvelé, les réformes envisagées - celle de la fiscalité le prouve - se heurtent à toutes sortes d'obstacles. C'est, plus que jamais, la Tunisie des paradoxes. Ouverte, dynamique, moderne et plus démocratique que celle de la plupart des pays arabes, la société tunisienne est aussi, à bien des égards, une société bloquée. Une classe moyenne en expansion face à une couche de déshérités représentant environ la moitié de la population est un mélange plus explosif qu'une poignée de seigneurs dans un Etat féodal. Ce mélange illustre toujours le « paradoxe de Tocqueville » selon lequel l'instabilité politique se fait la plus menaçante quand les choses vont « un peu mieux » mais que cette amélioration déçoit les espérances excessives qu'elle suscite. Comment ignorer que la fourchette des revenus, qui allait de 1 à 36 en 1966, va maintenant de 1 à 45 ?

Alors que M. Mzali a tenté de « faire bouger les choses » en favorisant le multipartisme et une plus grande démocratisation, les blocages qui existent dans les rouages de l'Etat se retrouvent dans d'autres secteurs, à commencer par la presse. Ainsi, les critiques, voire de simples analyses non conformistes formulées par les oppositions - et a fortiori par des journalistes étrangers - sont mal perçues par la presse officielle, qui pratique toujours la langue de bois. Ainsi, l'Action, organe du PSD, supposé être à l'avant-garde de la réflexion politique, préfère les formules incantatoires et les affirmations moralisatrices aux examens lucides. Lorsque ce quotidien prétend dans un éditorial que la caractéristique du régime est « la prohibition de tous ceux qui exercent le pouvoir », il fait sourire « ceux qui savent » à Tunis, Sfax ou Sousse. A l'inverse, les chômeurs de Gafsa et de Kasserine ont lu comme une provocation les articles mettant l'accent sur « la sollicitude [du pouvoir] pour les moins nantis » comme celui qui proclamait : « Jeune, pleine de santé, fortement unie autour de son grand leader, [la Tunisie] sait rapidement panser ses blessures pour aller de l'avant, fière et invulnérable ».

Effrayés par l'ampleur des dégâts et par l'image de violence que donnait d'elle-même la « douce et aimable Tunisie », les nantis sont, eux aussi, descendus dans la rue, le vendredi, après que le président Bourguiba eut annulé la hausse du prix du pain, non pour scander « le peuple a gagné » mais pour exprimer leur soulagement. Le calme est donc revenu mais les problèmes demeurent. L'équipe dirigeante va-t-elle dresser le bilan qui s'impose après le séisme social et politique qui vient de secouer le pays - le troisième depuis le 26 janvier 1978 - ou continuera-t-elle à s'entredéchirer pour la succession dans les jeux de Carthage et autour de Carthage ?

Prochain article :

L'OMBRE DE L'ARMÉE

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

LE MEILLEUR LIVRE DE L'ANNÉE

choisi par
BERNARD PIVOT
et son équipe de

LIRE

Jean Pierre Changeux

L'homme neuronal

Fayard, le temps des sciences



420 p.
120 F

FAYARD

DÉTENDEZ-VOUS
avec

les jeux de l'esprit

100 PAGES DE JEUX

BRIDGE
24 pages avec Omar Sharif
et les champions du monde

ECHECS
Les grands moments
du choc Korchnoi-Kasparov

MOTS CROISES
15 grilles de Michel Lados

**SCRABBLE · BACKGAMMON
TAROT · PSYCHO-TEST
ENIGME · JEUX DE LOGIQUE
etc...**

LE N° 7 EST PARU

PROCHE-ORIENT

LE LIBAN ET LES TENTATIVES DE « RÉÉQUILIBRAGE RÉGIONAL »

« Le pire est encore devant nous »

Beyrouth. — La ville, recroquevillée sur son angoisse, retient son souffle dans l'attente de jours encore plus sombres. Elle a un nouveau motif d'inquiétude : l'axe « sunnite modéré », en voie de constitution dans le monde arabe, à la faveur de la « récupération » de l'Égypte par le sommet islamique de Casablanca pour contrer l'irrésistible ascension d'un chiisme militant et ravageur, semble instaurer un moment supplémentaire de confrontation au Liban, lieu de prédilection pour vider tous les conflits du Proche et du Moyen-Orient.

« Le pire est encore devant nous » : vrai ou faux — mais malheureusement sans doute vrai — ce sentiment, répandu chez les Libanais toutes tendances confondues, donne le ton d'un pessimisme que plus rien ne freine.

Le dollar, qui caracole ici plus vite qu'ailleurs, frôle maintenant les 6 livres libanaises. Cela ne fait même plus d'heureux dans ce pays d'agitateurs, y compris parmi les titulaires de comptes à multiples zéros, et ils sont légion. Un banquier raconte : « J'ai même vu des clients atterris de la fortune qui leur tombait du ciel, pour certains par millions, grâce à la plus-value du dollar. Ils se rendent parfaitement compte que ce sont des gains finalement faibles si l'économie de leur pays doit s'effondrer, plus si leur pays vole en éclats ».

C'est ici, en effet, une hantise avec pour corollaire un irrépressible besoin de partir « afin de s'éloigner de cette terre devenue maudite ».

Les frissons de l'Occident à propos d'éventuels avions-kamikazes font tristement sourire les Libanais : « À quoi jouent-ils ? À se faire peur ? ». Comme le monde nous saoune ne savait pas que nul ne peut approcher du plus vulnérable des navires croisant au large de Beyrouth, à bord d'un coucou, sans être repéré, pris en chasse et pulvérisé.

En fait, la crainte des « avions-suicides » passe ici pour un jalon de plus sur la voie de la déroute de l'Occident.

Les faiblesses de l'axe sunnite

Certes, le ton dont usent les États-Unis pour soutenir le gouvernement libanais face à la Syrie et à sa volonté de satelliser le pays se fait plus ferme. On n'y voit à Beyrouth — au mieux — que le désir du président Reagan d'affirmer l'alliance encore naissante et bien fragile des « sunnites modérés ». Le Liban n'en étant pas l'objet et le but de la politique américaine demeurant de s'en dégarer.

Trois alliés majeurs des États-Unis dans le monde arabe constituent l'ossature de cette nouvelle alliance : l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Jordanie. Y adhère aussi, paradoxalement, l'Irak, pays à majorité chiite, où cependant le pouvoir, de tout temps, a été entre les mains des sunnites et l'OIL « légaliste » de

M. Arafat. Celle-ci, ayant réussi un remarquable rétablissement après son éviction par Damas de son dernier réduit libanais, se retrouve dans un camp qui ne devrait pas, naturellement, être le sien.

Toutefois, cet axe comporte deux faiblesses : ses partenaires sont sur la défensive face au groupement offensif, pour pas dire agressif, qu'on pourrait qualifier de « politiquement chiite ». Celui-ci a pour fer de lance l'Iran, et la Syrie y joue un rôle central, la minorité alaouite (issue du chiisme) y imposant son autorité à l'écrasante majorité sunnite. Enfin, la Libye est un comparse utile. On se souvient du temps qu'il a fallu pour venir à bout du nassérisme lorsqu'il était dans sa phase dynamique et de l'échec des premières alliances que lui opposait l'Occident. Si le khoméinisme devait être contenu par ce biais, cela exigerait un défilé important. Autre faiblesse, ce camp n'a pas un projet politique unique, mais trois : celui de Camp David, le plan Reagan et le plan de Fès, projets voisins certes mais distincts.

A supposer, malgré tout, que l'alliance fonctionne, l'Occident pourrait la soutenir de diverses façons : vente d'armes, comme celle qui vient d'être annoncée à Washington à destination de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite et de la Jordanie ; constitution, qui semble progresser, de la force d'intervention rapide jordanienne, avec des crédits et l'assistance des États-Unis ; maintien, enfin, en dépit des risques, d'une présence militaire au Liban.

Les derniers propos du président Reagan donnent à ce sujet une impression de détermination. « Un réel préjudice des « marines », a-t-il dit, déclencherait le retrait des autres contingents de la force multinationale, ce qui amènerait le chaos. (...) Nous ne pouvons dire aux États qui soutiennent le terrorisme que celui-ci a réussi à nous faire abandonner le Proche-Orient (...) Si nous venions à être expulsés du Liban par le terrorisme, cela rendrait beaucoup plus difficile la poursuite d'une politique de paix au Proche-Orient ».

Néanmoins, même si ces conditions étaient réunies, il faudra avant de faire utilement contrepois à l'expansionnisme khoméiniste, passer par des épreuves de force dont le Liban sera inévitablement le théâtre, ce qui signifie encore et toujours la guerre, les destructions, la mort.

Au demeurant, même si un tel rééquilibrage régional était opéré, qu'advient-il du Liban ? En quoi sa crise s'en trouverait-elle réglée ? Dans la meilleure des combinaisons concevables, l'impasse subsiste à cet égard.

Partout, les prises de position annoncent des convulsions sanglantes. A Damas, les autorités affichent leur volonté de « riposter aux menaces américaines » et la presse assure que l'objectif de la Syrie est de forcer les Américains à un « repli ».

L. G.

Affrontements autour de l'aéroport de Beyrouth

Quatre morts, dont un « marine » et une trentaine de blessés

De notre correspondant

Beyrouth. — Les « marines » retranchés à l'aéroport de Beyrouth ont été, lundi 30 janvier, la cible de tirs qui ont engendré une courte bataille après qu'ils eurent riposté au canon. Ils ont eu un mort et trois blessés. Trois autres morts et trente blessés ont été dénombrés, en majorité des civils de la banlieue sud chiite. Le trafic aérien, interrompu à deux reprises, a été finalement rétabli.

Les affrontements ont commencé après qu'un hélicoptère américain eut essuyé des tirs de mitrailleuses, sans être touché. Pareil incident s'était produit il y a deux jours et, il y a cinq semaines, un « marine » avait été tué dans un attentat contre un hélicoptère qui décollait devant les bords militaires à Beyrouth-Ouest. Les combats de l'aéroport sont intervenus en plein carrousel diplomatique pour débloquer la crise libanaise. La France y est activement mêlée cette fois, et son ambassadeur, M. Francis Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, se trouve, à ce moment-là, à Damas, en même temps que le ministre de l'Arabie Saoudite, M. Rafik Hariri, et l'ambassadeur américain, M. Donald Rumsfeld, accompagné de M. Robert Murphy, ex-ambassadeur à Damas.

Tous ces médiateurs ont conféré avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, qui n'ont pas été reçus par le président Assad. M. Gutmann, quant à lui, ne s'est pas rendu à Beyrouth, mais, outre Damas, il est allé à Jérusalem et à Amman.

L'objectif des émissaires occidentaux en particulier serait principale-

ment, selon les milieux de l'opposition libanaise aussi bien à Damas qu'à Beyrouth, de réunir les conditions permettant le remplacement de la force multinationale par une force de l'ONU. Toutes ces démarches ne paraissent pas avoir donné, jusqu'à présent, grand résultat.

● Appel épiscopal européen en faveur du Liban. — Un document publié fin janvier par la commission épiscopale européenne, qui comprend les présidents des conférences épiscopales des États de la Communauté européenne, appelle les chrétiens d'Europe « à manifester leur solidarité avec les Libanais et notamment les chrétiens du Liban ».

« Les atteintes à la vie et aux droits des chrétiens de ce pays ne peuvent nous laisser indifférents », poursuit le texte, qui conclut que « la reconnaissance des droits des communautés chrétiennes (libanaises) ne sera assurée que par la reconnaissance des droits de l'homme et un dialogue démocratique autour des autorités légitimes libanaises ».

● MISE AU POINT. — Dans notre compte rendu de la rencontre israélo-arabe de Paris (le Monde du 31 janvier), nous avons omis de citer parmi les organisateurs du colloque les Perspectives judéo-arabes. D'autre part, M. Elias Sambar, rédacteur en chef de la revue *Etudes palestiniennes*, nous prie de préciser qu'il a participé à la rencontre à titre personnel.

De notre correspondant

dans le débat », pour empêcher la réélection du président Reagan. Le « numéro deux » libyen, le commandant Jalloud, se fixe le même but, exigeant que 1984 soit l'année du retrait de la force multinationale du Liban. « faute de quoi, elle devra encasser des coups durs ». Un des principaux chefs de l'opposition libanaise, M. Walid Joumblatt, a réclamé par deux fois, entrecoupées d'une rétractation, la démission du président de la République, M. Amine Gemayel. Les dirigeants musulmans les plus modérés et les plus coopératifs avec le pouvoir, notamment le sunnite M. Saeb Salam, sont amenés à prendre leurs distances et à préserver leurs arrières, tant la situation est incertaine.

Des intentions menaçantes

On prête, de plus, à Israël deux projets lourds de menaces : revenant à l'« alliance chrétienne » — jamais dénoncée mais battant de l'aile depuis le « coup foudroyé » du retrait précipité de l'été dernier, — les autorités israéliennes presseraient les parisiens chrétiens de constituer leur État en leur promettant de se charger de restaurer, en particulier de la banlieue sud de Beyrouth, que l'armée israélienne couvrirait de ses arrières à travers le pays druze, plutôt que d'y entreprendre une impraticable razzia. Parallèlement, dans le Sud Israël serait sur le point de mettre sur pied une milice plus musclée par fusion des forces libanaises et de l'« armée du Liban libre », ce qui est facilité par la mort du commandant Saad Haddad.

Les vieux démons seraient-ils en train de renaître ? Dans ce nid de rumeurs qu'est Beyrouth, la crainte d'une réédition au sud du drame de la montagne, sous forme d'une confrontation qui, cette fois, serait chiite-chrétienne, est en tout cas bien réelle et constitue une source

supplémentaire de troubles potentiels.

Telles sont les causes profondes du sentiment d'apocalypse qui étreint les Libanais en ces jours. Les conditions de leur vie quotidienne en deviennent d'autant plus pesantes. A Beyrouth-Est, les bombardements-surprises ont entraîné une fermeture des écoles et l'on s'achemine vers une annulation de l'année scolaire, les sacs de sable de sinistre mémoire ont envahi à nouveau les acrotis des immeubles et des magasins. A Beyrouth-Ouest, les attentats sont presque routiniers et un rigoureux couvre-feu est en vigueur depuis cinq longs mois.

Ici et là, l'électricité est rationnée de treize heures à dix-neuf heures par jour ; son rétablissement n'est même plus évoqué. Conséquences : non seulement plus de lumière durant les longues soirées d'hiver, mais aussi plus de télévision, de chauffage ni d'eau chaude. Le téléphone, le service public qui fonctionne le moins mal. La moindre pluie transforme la ville en cité lacustre, suscitant des embouteillages énormes. D'autant que les rues barrées ou impraticables pour raisons de sécurité sont innombrables.

Ressembler, dans une telle ambiance, les facteurs et conséquences de la crise, devient le thème obligé de toutes les conversations. La conclusion est presque toujours la même : « Si l'on voulait nous étouffer — en nous étranglant ou en nous embrassant — c'est déjà fait. Comment le pays pourrait-il fonctionner économiquement alors qu'Israël au Sud et la Syrie ailleurs ont réduit le marché aux dimensions d'un mouchoir de poche ? Et si l'on accepte de partir loin du cauchemar, comment le faire ? Comment réaliser, fût-ce à perte, ses biens dans un tel marasme ? Comment se recaser dans un monde lui-même en crise où la récession n'épargne même plus le Golfe et ses États opulents ? »

LUCIEN GEORGE.

EUROPE

RFA

Les scandales ébranlent la coalition de Bonn

(Suite de la première page.)

« Si le ministre de la défense tire un trait ou s'il est déchargé de ses fonctions par le chancelier, qu'advient-il alors du ministre de l'économie ? (...) Le chancelier peut-il congédier le ministre de la défense et garder l'autre, qui fait l'objet d'une procédure d'enquête, même si l'acte d'accusation est à l'évidence bien mince ? », se demandait le dirigeant bavarois dans l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*.

Le ministre-président de Bavière ne manque pas d'atouts. Outre MM. Lambsdorff et Wörner, plusieurs autres ministres sont dans une situation assez inconfortable. Le ministre des postes et communications, M. Schwarz-Schilling (CDU), et son collègue des transports, M. Werner Dollinger (CSU), sont depuis quelque temps sur la sellette pour la gestion de leur ministère. Le ministre de la famille, M. Heiner Geissler, est critiqué parce qu'il cumule le portefeuille avec sa charge de secrétaire général de la démocratie chrétienne. Autant de munitions pour l'opposition social-démocrate, qui — elle l'a prouvé depuis le début de l'affaire Kiesling — n'entend pas se priver, au cours des prochains mois, de dénoncer l'incurie du gouvernement.

Offensive social-démocrate

Réuni lundi à Bonn, le comité directeur du S.P.D. s'est violemment élevé contre les atteintes portées à la Bundeswehr et à l'image de l'Allemagne à l'étranger, mettant directement en cause la responsabilité du chancelier « qui n'a pas eu la force, affirme-t-il, de congédier M. Wörner ».

Déjà très affaiblis par leurs déboires électoraux successifs, les libéraux n'ont que peu d'arguments à faire valoir contre la logique de M. Strauss. En butte depuis la formation du gouvernement aux attaques de plus en plus vives de la C.S.U., ils sont placés de la sorte au mur. Après une réunion des instances dirigeantes de son parti, M. Hans-Dietrich Genscher, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, n'a pu que regretter les efforts tentés par certains, au sein même de

la coalition gouvernementale, « pour exercer publiquement des pressions sur le chancelier », au moment où celui-ci effectuait une « visite délicate en Israël ».

Principal rempart des libéraux contre le ministre président de Bavière, M. Helmut Kohl est lui-même sur la défensive. S'il peut encore espérer maintenir M. Franz-Josef Strauss loin de Bonn, il a trop attendu pour ne pas avoir à sacrifier quelque chose de sa crédibilité, y compris auprès de ses propres troupes. L'art consommé avec lequel il a su jusqu'à maintenant éviter les affrontements directs avec son encombrant rival risque de passer aujourd'hui pour de la faiblesse. Les éditorialistes du quotidien *Die Welt* et de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, se rejoignent lundi — une fois n'est pas coutume, — pour se demander si le chancelier avait d'autres ambitions politiques que celle de tenir M. Strauss à l'écart du gouvernement.

Le délai de réflexion qu'il s'est accordé à son retour d'Israël avant de trancher le cas Wörner rend difficilement concevable que M. Kohl puisse se contenter d'un simple changement à la tête du ministère de la défense. Les milieux politiques ne manqueraient pas en effet de s'interroger sur les raisons qui l'auraient amené à tant tergiverser. Seules de nouvelles informations sur ce qui a poussé le ministre de la défense à mettre le général Kiesling à la retraite anticipée pourraient peut-être au chancelier de se tirer d'affaire.

Mais depuis l'épisode tragique de la rencontre secrète entre M. Wörner et l'éditeur homosexuel suisse Alexander Ziegler — rencontre qui a achevé de discréditer les tentatives maladroites de justification du ministre, — rien ne pointe à l'horizon. Le porte-parole du gouvernement n'a convaincu personne lundi, en se bornant à réaffirmer une fois de plus, contre toute attente, que le chancelier n'entendait pas « céder aux pressions », et qu'il souhaitait s'entourer de toutes les précautions avant de prendre une décision.

HENRI DE BRESSON.

Israël

L'éventualité d'élections anticipées se précise

De notre correspondant

Jérusalem. — Depuis l'entrée en fonctions, il y a bientôt quatre mois, du gouvernement Shamir, la classe politique et la presse israéliennes évoquent périodiquement l'éventualité d'élections anticipées avant le terme normal de la législature, en novembre 1985. Plusieurs affaires ont contribué ces derniers jours à lancer l'hypothèse d'un scrutin dès l'été ou l'automne prochain. Aux termes de la loi fondamentale israélienne, seule la Knesset est habilitée à proclamer des élections anticipées en prononçant sa propre dissolution à une majorité absolue (61 voix sur 120). En théorie, le Likoud, coalition au pouvoir, hostile jusqu'à présent à un tel scénario, dispose d'une majorité de 63 voix. Mais M. Shamir n'est pas à l'abri, loin de là, d'un « lâchage » de la part du Tami, le petit parti charnière (trois députés) dont semble dépendre une fois de plus le sort de la coalition.

La semaine dernière, lors d'un triple vote de censure au Parlement, le Tami est resté solidaire du gouvernement, mais il a assuré la survie de celui-ci au prix d'un « chantage » qui lui a permis d'arracher au Trésor des promesses écorchées au profit du budget des affaires sociales dont il a la charge. Le Tami se veut, non sans démagogie, le défenseur intrinsèque des catégories de l'électorat les plus défavorisées. L'opposition travailliste est de plus en plus tentée par des élections anticipées car les sondages laissent actuellement largement en tête. Selon le dernier en date, elle recueillirait 51 % des intentions de vote.

Plusieurs projets de loi en faveur d'un scrutin anticipé ont été déposés de longue date au Parlement. Il suffit, pour les actualiser, de demander un vote à leur sujet. Mais avant de se lancer dans l'aventure, les travaillistes voudraient être sûrs de réussir. Car, en cas d'échec, ils ne pourraient plus provoquer un débat similaire avant six à neuf mois. Un petit parti centriste, le Shinoui, a pris les

travaillistes par surprise en demandant lundi 30 janvier le tenue d'un débat pour mercredi. L'opposition souhaiterait même attendre encore un peu.

Lors du vote, le Likoud devait enregistrer la défection de deux députés libéraux, MM. Bergman et Zeigerman, qui ne se considéraient plus comme membres à part entière de la coalition. L'attitude d'un autre député, M. Mordechai Ben Porat, reste douteuse. Celui-ci a démissionné dimanche de ses fonctions de ministre sans portefeuille, car il désapprouvait « la façon dont fonctionnait le cabinet ». Tout en restant dans la coalition, il a annoncé qu'il « consacrerait tous ses efforts à la formation d'un gouvernement d'union nationale, mais qu'en cas d'échec il appuierait le projet d'élections anticipées ».

Un autre ministre libéral, M. Gideon Patt a estimé que le Likoud « devrait lui-même avancer la date du scrutin plutôt que de laisser cette initiative à l'opposition ». M. Shamir reste opposé à une telle perspective, qui aurait l'inconvénient, entre autres, selon lui, d'être très coûteuse pour une économie nationale déjà en piètre état. « Il est impossible, déclarait-il dimanche, de gouverner normalement en ayant sans cesse à l'esprit l'éventualité d'une consultation populaire ».

M. Shamir a, parmi d'autres, un atout : les travaillistes sont loin d'avoir surmonté leurs dissensions. Des querelles intestines continuent d'opposer notamment M. Pères, actuel chef du parti à M. Rabin, tenté par un retour au pouvoir. Il est peu probable pour l'instant qu'ils acceptent de céder la place à l'ancien chef de l'État, M. Navon, le plus populaire des travaillistes, qui, s'il prenait la tête du parti d'opposition, aurait de très grandes chances de le conduire à la victoire.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Grande-Bretagne

AVANT SA COTATION EN BOURSE

L'agence Reuter fait des envieux et suscite des polémiques

De notre correspondant

Londres. — L'Agence Reuter se porte très bien. Cette prospérité, tout à fait exceptionnelle pour un organisme de ce genre, est particulièrement remarquable au moment où une partie de la presse britannique connaît de graves difficultés. Mais, le succès de l'agence, dû essentiellement au développement considérable de son service d'informations financières et économiques, provoque des remous, tant à Westminster que dans la City.

Reuter est sur le point d'être cotée en bourse. Son conseil d'administration doit se prononcer définitivement sur ce sujet le 21 février. C'est une révolution. Elle signifie que la célèbre agence se sera plus exclusivement la propriété de la presse alors qu'elle est gérée actuellement, sous forme de coopérative, par l'ensemble des journaux britanniques, australiens et néo-zélandais. Reuter va devenir une entreprise capitaliste comme une autre, ou presque.

Une part, une voix

Ce projet suscite inquiétudes et protestations dans les milieux politiques d'opposition et au sein des rédactions, à commencer par celle de Reuter. Le Parti travailliste a déposé une motion à la chambre des Communes pour demander au gouvernement d'intervenir dans cette affaire en créant une commission chargée d'étudier les moyens de garantir l'« indépendance » et l'« intégrité » de l'agence.

Un porte-parole du parti a souligné que les dirigeants de Reuter, avec l'appui de nouveaux partenaires, étrangers à la profession et avant tout soucieux de profits, pourraient être tentés d'étendre davantage l'importance du service financier et économique au détriment du reste de l'information, qui est beaucoup moins rentable, mais répond à la vocation première de l'institution. Pour leur part, les journalistes de Reuter rappellent que l'entreprise a un statut d'intérêt public qui a été défini, en 1941, pour empêcher que l'agence ne soit soumise aux « pressions » de certains « groupes ».

Mais, les dirigeants de Reuter, représentant l'ensemble des propriétaires de journaux, sont animés d'autres préoccupations. Par la vente des

actions de l'agence, ils cherchent à accroître le revenu de leurs groupes de presse ou — cas plus fréquent — à en compenser les pertes. A cela s'ajoute l'attrait qu'éprouvent, pour Reuter, les financiers de la City qui estiment généralement que la valeur de la société atteint aujourd'hui près de 1 milliard de livres (1). Les bénéfices, qui pourraient atteindre 50 millions de livres cette année et doubler en moins de cinq ans, font des envieux.

Pour apaiser les craintes émises quant au maintien du contrôle de l'entreprise par la profession, le conseil d'administration propose que les journaux conservent un droit de veto « spécial », qui leur permettrait de garder 58 % des voix, même si leur part du capital ne devait plus être que de 25 % (limite qui serait impérativement fixée dans les nouveaux statuts). Mais c'est au tour des hommes d'affaires de protester avec indignation. Dans de telles conditions peu conformes aux règles du jeu traditionnelles auxquelles ils sont habitués et fondées sur le principe : une part, une voix, ils ne seraient plus intéressés.

Aussi, la révolution Reuter n'est-elle pas finie de provoquer discussions et polémiques.

FRANCIS CORNU.

(1) Une livre vaut environ 12 F.



سكنا من الأصل

صحنات الأصل

Le Monde politique

Le projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale

Interdiction des « prête-noms » et obligation de mise au nominatif des actions

L'Assemblée nationale a continué, lundi 30 janvier, la discussion du projet de loi sur la presse. Elle a voté, dans la formulation proposée par le gouvernement, l'article 3 qui interdit les « prête-noms ».

Tout en réaffirmant son accord avec « des dispositions assurant la transparence », le RPR, comme l'UDF, ont critiqué le dispositif proposé par le gouvernement qualifié d'« anti-démocratique » et d'« inéquitable », car, a dit M. Jacques Toubon (RPR, Paris), « prêter son nom n'est pas illégal en soi ». M. Guy Duvalon (PC, Hauts-de-Seine), d'accord « avec la substance de l'article », a manifesté quelques inquiétudes : « Le directeur ou l'administrateur d'un journal désigné comme le « prête-nom » de ce parti ? ». M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a répondu que le projet ne visait pas à éliminer certaines pratiques mais à...

mettre de l'opposition en rappelant que si, en droit commun, le « prête-nom » n'est pas illégal, il doit être pour les entreprises de presse puisque l'un des buts du projet de loi « est de faire apparaître publiquement les participants financiers à celle-ci ». S'appuyant sur la jurisprudence, il a confirmé que pour qu'il y ait « prête-nom » il faut qu'il y ait « absence de mise en commun des apports et des pertes » et que c'est là l'élément de dissimulation qui constitue le délit. Par 327 voix (PS, PC) contre 161 (RPR, UDF), l'Assemblée nationale a donc décidé de maintenir cet article 3 qui visait à supprimer l'opposition.

Les députés ont aussi abordé la discussion de l'article 4, qui prévoit la mise au nominatif des actions d'une société contrôlant « directement ou indirectement » 20 % du capital d'une entreprise de presse.

L'opposition, notamment par la voix de M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) a affirmé que cette disposition a pour but de « décourager les investisseurs privés » d'investir dans la presse, car il leur sera très coûteux et très complexe de mettre les actions de leurs sociétés au nominatif - c'est-à-dire d'indiquer à qui elles appartiennent - alors que les entreprises publiques le pourront facilement. M. Jean-Pierre Le Coadic (PS, Val-d'Oise) a alors demandé pourquoi des investisseurs auraient « honte » et voudraient « se cacher » ?

M. Fillioud a expliqué que la loi de finances pour 1982 avait imposé la « dématérialisation » des titres des sociétés, l'indication du nom de leur propriétaire sera simple et que le seuil de 20 % avait été retenu par référence à une directive européenne et à un projet de rapport du Conseil national de la comptabilité, « qui reconnaît l'existence d'une présomption d'influence à partir de 20 % ». M. Toubon avait opposé le « vague » de la notion de « contrôle » de l'article 2 à la précision de l'article 4, le secrétaire d'Etat a expliqué qu'en matière de pluralisme une « marge d'appréciation » est indispensable, alors qu'elle ne l'est pas pour la transparence.

Ainsi l'Assemblée a-t-elle adopté un amendement de la commission des affaires culturelles, étendant l'obligation de mise au nominatif aux actions des entreprises de presse elles-mêmes, et elle a repoussé la proposition de suppression de l'article ou d'élévation du seuil de 20 % faite par l'opposition.

Th. B.

CONFORMÉMENT A L'ACCORD ENTRE M. QUILÈS ET M. CHIRAC

Le Conseil de Paris unanime approuve le lancement d'un programme de dix mille logements

A l'unanimité, le Conseil de Paris a approuvé, lundi 30 janvier, l'accord entre M. Jacques Chirac, maire de la capitale, et Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du logement, prévoyant la construction de dix mille logements neufs et la rénovation de deux mille appartements.

Aux termes de cet accord - le premier du genre - l'Etat s'engage à financer le lancement dans Paris intra muros de dix mille logements en 1984 et 1985. Il lui en coûtera 4,1 milliards de francs. Les mal-logés auront le choix entre huit mille logements neufs et deux mille appartements rénovés à louer à des prix modérés ou moyens. Le terrain ? Une quinzaine d'hectares seront cédés par la SNCF en divers points de Paris. La Ville a obtenu un million de logements soient édifiés sur le site de la Villette, à proximité du futur Musée des sciences et de son parc culturel. En outre, quatre mille habitations à bon marché (HBM) d'avant-guerre, qui ont bien besoin d'être remises à neuf, seront modernisées dans les cinq ans à venir.

Pour sa part, la Ville s'engage à acheter les espaces nécessaires, ce qui va l'obliger à contracter un nouvel emprunt d'environ 1 milliard de francs auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Il lui faudra aussi établir, pour cette relance de la construction, un programme clair et un échéancier précis. Enfin, elle garantira les emprunts réalisés par les organismes sociaux qui vont construire.

Dans les discussions qui ont précédé cet accord, chacun a dû lâcher du lest. L'Etat, sur la Villette, où il ne souhaitait pas édifier plus de trois cent cinquante logements ; la Ville, sur les terrains militaires du boulevard Victor, qu'elle n'a pas pu obtenir, et sur ses ambitions concernant la construction de bureaux à Paris : les contraintes qui pèsent sur ces opérations ne seront pas levées.

Du coup, l'atmosphère des débats, d'habitude assez pesante, s'est trouvée transformée. On a entendu un conseiller communiste donner du « mon ami » à un de ses adversaires de la majorité municipale ; et un socialiste souhaiter le rétablissement rapide d'un chiraquien absent pour cause de maladie.

La même sérénité a présidé aux échanges entre M. Jacques Chirac et M^{me} Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, sur les Jeux olympiques de 1992. La Ville ne peut annoncer officiellement sa candidature, au mois de juin prochain, à l'occasion de la réunion à Paris du Comité olympique international qu'à deux conditions : obtenir la caution morale de l'Etat et l'assurance que celui-ci participera aux dépenses. Le maire de Paris propose de les répartir à raison de 50 % pour l'Etat, 25 % pour la région Ile-de-France et 25 % pour la Ville de Paris.

Selon un rapport remis récemment par un comité d'experts, l'organisation des Jeux olympiques de 1992 nécessitera, entre autres, la construction d'un stade de soixante-dix mille places, d'une piscine pouvant recevoir dix mille spectateurs, d'un village pour loger les athlètes et de plusieurs centres de presse. Le premier devis prévoit une dépense de 5 à 7 milliards de francs. A cette somme s'ajoutera évidemment le prix des voies à créer ou à élargir, des parkings à construire, etc...

En faisant ses additions, la capitale s'aperçoit qu'il lui faudra avancer près de 2 milliards de francs avant d'espérer récupérer un centime. Voilà de nouveaux emprunts en perspective, alors que le maire vient, justement, d'assurer à ses électeurs qu'il ne se laisserait pas aller à ce genre d'imprudence, qu'il reproche aux autres grandes villes.

Mais devant la candidature de Barcelone, qui diffuse déjà des dépliantes alléchants et qui compte sur la sympathie du président du CIO (Comité international olympique), M. Santanach, de nationalité espagnole, une sorte d'union sacrée s'est ébauchée. M. Jacques Chirac et M^{me} Edwige Avice ont souhaité tous les deux que Paris se porte candidat. Ils se sont engagés à accélérer les études financières pour rendre la chose possible. Manifestement, on ne tient ni d'un côté, ni d'un autre, à recommencer la valse-hésitation qui a abouti, l'an dernier, à l'échec de l'exposition universelle.

Le même consensus s'est manifesté à propos d'une série de projets importants, dont la réalisation a été décidée par les élus : l'agrandissement du stade Roland-Garros ; l'extension de la zone industrielle dite des gazomètres (18^e) ; la création de Paris-cable - société d'économie mixte (51^e Ville de Paris, 49^e Société lyonnaise des eaux) - qui doit réaliser dans la capitale un réseau de câbles en fibres optiques et, enfin, la construction d'un ensemble de logements sociaux dans l'île Montmartre (12^e). Les conseillers semblaient avoir laissé leurs couteaux aux vestiaires pour s'occuper sérieusement des affaires de Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les limites de l'obstruction

« Sans aucun jeu sur le mot », a-t-il écrit, le 30 janvier, le *Monde* daté 28 et 30 janvier, a demandé tour à tour que M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, soit entendu dans la journée même par l'Assemblée, puis que les commissions des finances, des affaires culturelles et de la production se saisissent immédiatement du dossier, afin que le gouvernement fasse une déclaration suite d'un débat sur les restrictions industrielles.

C'était soit « imposer » le gouvernement, ce qui réglementairement ne peut se faire que par l'intermédiaire du dépôt d'une motion de censure ; soit demander une modification de l'ordre du jour des travaux, ce qui, en session extraordinaire comme actuellement, dépend d'un décret du président de la République ; soit vouloir imposer un ordre du jour aux commissions parlementaires de l'Assemblée nationale, alors que celles-ci en ont seules la maîtrise.

A l'évidence, il y eut tentative de détournement de la procédure ; mais peut-on rapprocher à des parlementaires, à des élus, de souhaiter avoir des informations sur une opération qui engage à ce point les finances publiques ? Pour autant, dénoncer ce que M. François Dubert (UDF, Mayenne) et M. Jacques Toubon (RPR, Paris) ont qualifié de « scandale », nécessitait-il trois appels au règlement et six suspensions de séance occupent l'Assemblée pendant plus de deux heures ?

Sur le projet de loi lui-même, l'opposition voulait faire passer un message précis : « le gouvernement est pour les monopoles lorsqu'ils sont à son service et contre, dans le cas contraire ». Pour repousser l'expulsion de M. Toubon, elle entend dénoncer ainsi la « maîtrise » de l'Etat sur l'audiovisuel, le rôle trop important à son avis joué par l'agence Havas dans tous les domaines de la communication, voire l'influence « négative » qu'aurait le syndicat du livre CGT sur l'évolution des entreprises de presse. Il y avait là matière à débat inté-

ressant, même si M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, pouvait faire remarquer que, pour ce qui est de l'audiovisuel, le Parlement s'était déjà prononcé.

Pour ce faire, était-il nécessaire de défendre - avant même la discussion de l'article 3 du projet - vingt-trois amendements sur les principes généraux de la liberté de la presse, trente-quatre pour que la presse audiovisuelle soit, elle aussi, concernée par le projet en discussion, soixante et un pour interdire ou limiter toute possibilité d'action ou d'intervention à la puissance publique en ce domaine ; soixante-quatorze pour s'attaquer à l'agence Havas ; quatorze pour critiquer l'action du syndicat du livre CGT...

Le monopole de la parole

Résultat : avant même l'article 3 - le projet en compte 25, - l'Assemblée avait dû examiner quatre cent soixante-deux amendements émanant tous, à l'exception de deux, du RPR ou de l'UDF. Avenant pour l'opposition, elle monopolise la parole puisque à ce moment, elle avait déjà parlé cinq heures et sept minutes dans la discussion générale sur le projet (la majorité, trois heures quarante-huit minutes), une heure trente-huit minutes dans la discussion générale sur les deux premiers articles (la majorité seize minutes) et qu'elle ne s'était que bien peu privée des cinq minutes que lui accorde le règlement pour présenter chacun de ses amendements, alors que la majorité ne lui répondait que très épisodiquement.

Pour M. Joxe en tout cas, l'affaire est entendue : l'opposition veut « retarder, paralyser, entraver » le débat et, en « détournant la procédure », porter atteinte à la démocratie. Une telle attitude a été vraie à pour résultat immédiat de freiner l'action de la majorité choisie démocratiquement par les électeurs.

Mais la frontière est mince entre la préservation de la liberté d'action d'une majorité et le maintien de droits réels d'intervention d'une opposition elle aussi représentative d'une partie des citoyens. D'ailleurs, les hommes actuellement au pouvoir avaient avec force fait remarquer en 1958 que la Constitution de la 1^{re} République et le règlement intérieur des assemblées parlementaires qui en était la conséquence, avaient franchi cette limite dans le mauvais sens.

La démocratie impose autant de droits que de devoirs à la majorité comme à l'opposition. L'antiparlementarisme toujours latent se nourrit d'arguments tels que l'interminable bataille de procédure menée par le RPR et l'UDF. Les péripéties de cette « croisade » exposent le Parlement soit au risque de l'indifférence de l'opinion soit à celui du ridicule.

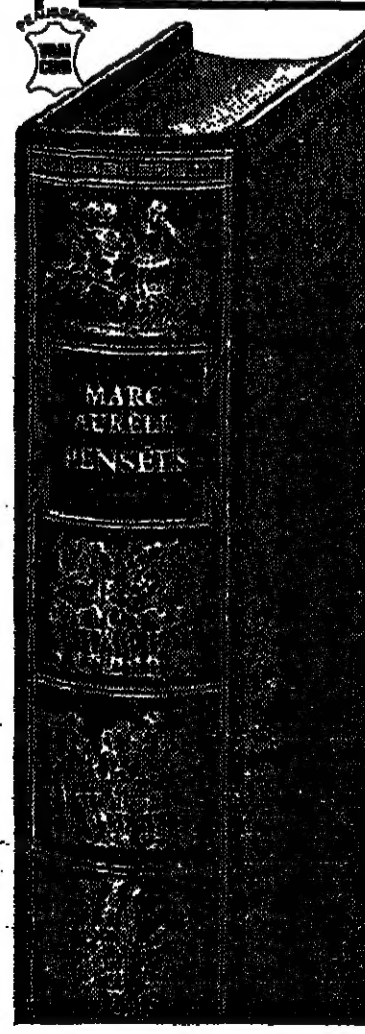
THÉRIER BRENIER.

Le livre de chevet de MONTAIGNE, de NAPOLEON et de FREDERIC LE GRAND



Cette annonce est réservée aux clients de Jean de Bonnot. Elle remplace tout courrier ou autre message adressé personnellement.

Ouvrage illustré de scènes guerrières et de figures par MOREAU-LE-JEUNE peintre du roi Louis XVI



Un empereur philosophe
Ce texte écrit en grec et à la diable par un empereur romain n'était pas destiné à la publication. Il fut griffonné sous la tente entre deux batailles par un homme qui se souciait plus d'efficacité dans l'action que de belles lettres. Ces pensées forgées dans le combat sont donc, avant tout, des engagements personnels, des règles de conduite pour tirer de soi le meilleur, bref, des réflexions d'homme fort, tout cela nourri d'observations et de remarques glanées sur le terrain dans les fous expéditions militaires et des luttes politiques.

Un maître à penser
Cet ouvrage rédigé par un « praticien » et non par un philosophe de profession devait séduire les plus grands esprits, de Plutarque à Montaigne, de Frédéric le Grand à Napoléon. C'est qu'il s'agit d'autre chose que d'un manuel enseignant l'art et la manière de conquérir la gloire et les honneurs. Marc Aurèle, en effet, est le contraire d'un ambitieux. Assoiffé de pureté, ennemi de la vulgarité, contempteur de la corruption et de la vanité, il poursuit un idéal qu'on peut qualifier de « chevaleresque » dans le sens que prit ce mot au Moyen Age.

Nous avons là un maître à penser. Et quel maître ! Son influence fut considérable sur les hommes de tous les temps. Elle est toujours aussi forte aujourd'hui. Pour s'en rendre compte il suffit d'interroger quelques uns de nos contemporains célèbres.

Nous donnons ici le texte intégral des Pensées dans la belle traduction de l'académicien André Decier qui a aussi écrit la biographie ouvrant le livre.

Somptueuse reliure « antique » créée par Jean de Bonnot pour ses éditions d'auteurs romains
Cette reliure pleine cuir de mouton naturel est ornée au dos de six caissons où viennent s'inscrire des scènes de la Rome antique encadrant le titre. Ces scènes, toutes différentes, sont poussées sur or fin à 22 carats. Frappées à froid, elles meublent aussi l'encadrement des plats délimitant un cartouche où est reproduite, à l'or, la louve légendaire. Format grand in-octavo (14 x 21 cm).

Autres raffinements : papier vergé chiffon filigrané « aux canons », tranche supérieure dorée à l'or véritable, signets et tranchettes tressés, coins remplis mains...

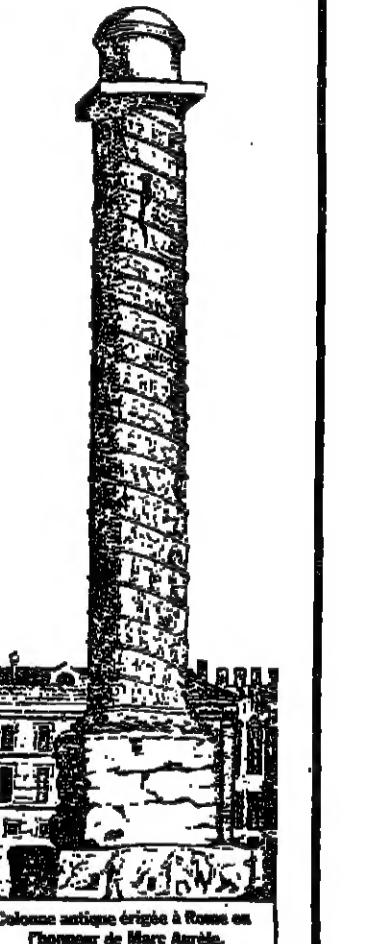
Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

Le livre de chevet de MONTAIGNE, de NAPOLEON et de FREDERIC LE GRAND

Les Pensées de Marc Aurèle

Garantie à vie
Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une satisfaction inépuisable. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot



Colonne antique érigée à Rome en l'honneur de Marc Aurèle.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant, au prix coûtant, « Les Pensées de Marc Aurèle » en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (minimum trois, maximum 4 mois). Néanmoins je le retiens dès maintenant afin d'être assuré de le recevoir étant donné son tirage limité.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, sous dix jours sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant prix coûtant, soit 93,50 F (+ 12,10 F de frais d'envoi).

Nom Prénoms
Adresse complète
Code postal Commune
Signature

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

LA REVOLUTION INFORMATIQUE

POUR LA 1^{re} FOIS L'INFORMATIQUE SOUS TOUTS SES ASPECTS

Un outil de référence et d'initiation 42,50 F EN LIBRAIRIE

HATIER

LA REVOLUTION INFORMATIQUE OUTILS THEORIQUES ET PRATIQUES

POLITIQUE

Les hommes du président

Christian Sautter

Christian Sautter. Né le 9 avril 1940, à Autun (Saône-et-Loire). Polytechnicien, diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Conseiller technique à la présidence de la République de juin 1981 à juillet 1982. Depuis cette date, secrétaire général adjoint de la présidence de la République au côté de M. Jean-Louis Bianco.

La carpe du vivier

Il fallait bien, dans ce vivier présidentiel, que l'un d'eux fût carpe. Christian Sautter se sait. Il n'a, sur lui-même, rien d'essentiel à dire. Surtout pas à la presse, dont visiblement il se méfie comme de la peste.

Christian Sautter, pour ce que l'on peut en deviner, se serait plutôt l'anti-moi, le culte rigoureux de l'anonymat. Pour vivre efficacement, vivons cachés. Si l'exercice ostentatoire de modestie s'avère parfois un surcroît d'orgueil, tel n'est pas, de toute évidence, le cas de ce quadragénaire plutôt fermé. L'homme, simplement, privilégie l'esprit d'équipe à l'inspection publique. C'est tout. Et c'est beaucoup.

Affaire de caractère peut-être, d'éducation sans doute, de formation certainement. Ce polytechnicien, fils de chirurgien, parle au scalpel. Il n'a pas d'état d'âme ou n'en fait pas. Il n'a pas d'ambitions personnelles ou n'en fait pas. Il n'a pas de temps à perdre, ou ne le gaspille point. Christian Sautter est l'honorable M. X... de l'Elysée, secret, réservé. Au point que ce que l'on sait de lui, il faut l'apprendre des autres.

Voilà bien le problème : le rumeur, si féroce habituellement, parce que précisément rumeur, se fait, à son endroit, particulièrement diligente. Que des corollaires : « Sautter est un type bien, Sautter est un sacré bonhomme, Sautter est formidable. » Vive Sautter alors puisque, horscoeur réfractaire, ce sévère protestant a su trouver des groupies à l'Elysée.

Que lui extorquer ? Qu'il a fait de solides études ? Polytechnique, bien sûr, mais Sciences-Po et l'École nationale de la statistique et de l'administration économique. Qu'il a déjà une solide carrière ? Il fut administrateur de l'INSEE, directeur adjoint puis directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, directeur d'études aussi à l'École des hautes études en sciences sociales. Qu'il nourrit une solide passion pour le Japon ? C'est vrai, il en est un des grands spécialistes français et on imagine assez bien qu'un tel pays ait pu séduire un tel homme.

Qu'il soit en plus un solide socialiste et un solide mitterrandiste depuis 1974 et on aboutit ainsi à une description presque minérale du personnage, homme de pierre en somme. L'image est probablement fautive et injuste.

A un moment, dans la conversation, Christian Sautter s'est un peu découvert. A l'idée avancée, et vaguement provocatrice, que la discipline pouvait être la force principale de l'armée éllyséenne et le crâne le début de la sagesse collective, il a répondu : « Certes pas. Quitte à utiliser des concepts qui peuvent paraître un peu dévot, je parlerai plutôt de respect et de dévouement. » Deux mots qui font de ce polytechnicien un Cyprien en politique. Et puis une troisième notation : « Nous n'avons pas de pouvoir à

56 % et 52 % à souhaiter celui de MM. Savary et Ralite.

● Un sondage de l'IFRES. - Dans leur majorité, les Français (55 %) jugent « utile politiquement » de procéder à un remaniement ministériel, selon un sondage de l'IFRES publié par le *Quotidien de Paris*. Cette enquête, réalisée du 20 au 24 janvier sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes, indique que 65 % des Français souhaitent le départ du gouvernement de MM. Pierre Mauroy et Gaston Defferre. Ils sont respectivement

● Guyane : recours rejeté. - En Guyane, le recours déposé contre l'élection de M. Paulin Brunel (RPR) au siège de conseiller général du canton de Cayenne-Nord le 20 novembre 1983 vient d'être rejeté par le tribunal administratif. L'opposition possède donc désormais la majorité au conseil général.

M. DEBARGE (PS) : les syndicats ouvriers ne devraient pas se contenter d'un rôle revendicatif

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations extérieures, a affirmé, lundi 30 janvier, à propos des intentions prêtées au gouvernement en matière de reconversion industrielle : « Nous ne nous joindrions pas au *take-bobu*. Le PS sera très attentif à ce que les acquis sociaux anciens et nouveaux soient préservés. »

A propos des déclarations de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, dimanche 29 janvier au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Debarge a estimé que les syndicats doivent tenir leur rôle revendicatif en toute souveraineté, mais ne peuvent plus se limiter à ce seul rôle. M. Debarge a ajouté : « M. Krasucki se cantonne, en grande partie, à un rôle revendicatif. » « Il somme le *tocin*, a continué M. Debarge, l'espère que ce n'est pas le glas. » M. Debarge a affirmé qu'il souhaite un « engagement » des organisations syndicales : « On ne peut pas s'en sortir avec des phrases slogans », a-t-il estimé. Il a aussi souhaité que soient définies « de nouvelles formes » de négociation et de concertation.

Au sujet des relations avec le PC, M. Debarge a affirmé que les deux partis ont des rapports d'« émulation ». « Il ne convient pas, a-t-il estimé, d'attacher une importance excessive aux petites phrases, sauf quand elles sont assez rapprochées pour que s'en dégage une orientation politique. Nous ne pensons pas que ce soit encore le cas. » M. Debarge a, néanmoins, réaffirmé à l'adresse du PC que l'appartenance à la majorité présidentielle implique une solidarité gouvernementale et une solidarité politique.

● M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a déclaré samedi 28 janvier, à Brive (Corrèze) : « Certains de mes amis pensent qu'il faut interdire aux gens de M. Le Pen le droit de se réunir. Je ne pense pas comme eux. Je pense que M. Ponsiatowski est aujourd'hui plus dangereux que M. Le Pen. » (Corresp.)

A propos de la situation à l'intérieur du PS, M. Debarge a estimé qu'il se produit une « remobilisation », qui devrait avoir « un impact, à moyen terme, sur l'opinion publique ».

Enfin, au sujet des élections européennes, M. Debarge a affirmé que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, conduira « une liste de rassemblement ». Pour lui, M^{me} Simone Veil, à la tête de la liste commune de l'opposition, joue le rôle d'une « directrice de magasin à succursales multiples ».

M. BERGERON (FO) : « SI LE GOUVERNEMENT N'AVAIT PAS SEMÉ TANT D'ILLUSIONS... »

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière a déclaré, mardi 31 janvier à Europe 1 : « Les mutations industrielles existent dans tous les pays industrialisés. Ce que je vais dire à M. François Mitterrand, c'est qu'il faut prendre conscience qu'on ne peut pas tout faire en même temps, sinon on va accumuler les tensions de toutes sortes et on ne contrôlera plus rien (...) Si le gouvernement n'avait pas semé tant d'illusions au lendemain de la victoire de M. François Mitterrand, peut-être que les difficultés seraient aujourd'hui moins sérieuses qu'elles le sont. »

Interrogé sur la non-application éventuelle de certaines des règles actuelles en matière d'embauche et de licenciements dans les zones « désertifiées » par cause de chômage, M. Bergeron a affirmé son désaccord avec une telle formule. En revanche, le secrétaire général de FO a estimé que « on peut imaginer d'aider, dans ces régions, les PME. » « Je demande à voir, a-t-il ajouté, nous ne savons rien parce qu'on ne nous a rien dit. » M. Bergeron, enfin, a dit « non » à la proposition d'unité syndicale avancée par M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT.

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

Une lettre de l'Association des archivistes français

A la suite de notre article sur « La situation juridique confuse du rapport Giquel » (*Le Monde* du 19 janvier), l'Association des archivistes français nous a fait parvenir une lettre dont nous extrayons les passages suivants, relatifs à l'application au rapport Giquel de la loi sur les archives du 3 janvier 1979 :

L'article 3 de la loi définit les archives publiques comme « les documents qui procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics... ». La loi a créé une sanction pénale spécifique qui vise les détournements publics : l'article 28 punit, en effet, d'une « peine d'emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2 000 à 10 000 F ou l'une de ces deux peines », « toute personne qui, à la cessation de ses fonctions, aura, même sans intention frauduleuse, détourné des archives publiques dont elle est détentrice à raison de ces fonctions ». Comme, au terme de l'article premier, « les archives sont l'ensemble des documents

quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne physique ou morale, et par tout service ou organisme public ou privé, dans l'exercice de leur activité », la destruction d'un rapport, qu'il s'agisse d'un original ou d'une copie et qu'elle soit effectuée par son auteur ou par son destinataire, nous paraît possible des peines prévues à l'article 28.

● PRÉCISION. - Le CNIP précise que l'omission d'une phrase dans son communiqué du 26 janvier (*Le Monde* du 28 janvier) en a changé profondément le sens. Le CNIP veut en fait « rechercher toutes les voies possibles pour la constitution d'une liste aux élections européennes dans l'application de ses positions constantes en faveur d'une Europe des libertés et de l'union de l'opposition ». Il ne voulait en aucun cas signifier qu'il avait la volonté de constituer sa propre liste.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A EVRY (91) le MARDI 14 FÉVRIER 1984, à 14 h
UN PAVILLON sis à MAUCHAMPS
(Eure-et-Loire)
4, rue Saint-Elou
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
Consignation préalable indispensable pour enchérir. Renseignements M^{re} TRUXILLO et AKOUN, avocats associés, 4, boulevard de l'Europe à EVRY (91), tél. 079-39-45.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 16 février 1984, à 14 h
IMMEUBLE COMMERCIAL A VENEUILLES
(Bouche-de-Rhône)
LIEUDIT « LE BARRY », R.N. 556
7.880 m²
MISE A PRIX : 700.000 FRANCS
S'adresser à M^{re} BARRAC, avocat à Paris, 70, avenue Marceau, tél. 720-82-38 ; M^{re} TOURAILLE, avocat à Paris, M^{re} RIBON, avocat à Aix-en-Provence ; M^{re} FERRARI, FERNOT, PAVEC, Syndics à Paris.

VENTE sur saisie immobilière AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 23 FÉVRIER 1984, à 14 heures
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT DE CINQ PIÈCES
au cinquième étage
UN EMPLACEMENT DE PARKING - UNE CAVE
dans un immeuble sis à
PARIS (5^e), 21, quai de la Tournelle
MISE A PRIX : 1.000.000 DE FRANCS
S'adr. à M^{re} Jean NOUËL, avocat à Paris (7^e), 26, bd Raspail, tél. 544-10-33.

VENTE SUR FOLLE ENCHÈRE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le jeudi 16 FÉVRIER 1984, à 14 heures
UN IMMEUBLE A PARIS (13^e)
23, RUE DOMREMY
angle 96, rue du Douze-des-Berger
élevé sur caves, rez-de-chaussée et 5 étages, CONTEN. TOT. ait. sol de 339 m²
MISE A PRIX : 3.000.000 DE FRANCS
S'adresser à M^{re} Jean-Serge LORACH, avocat à Paris (8^e), 2, avenue Marceau, tél. 720-75-75 ; M^{re} Jean-Charles LÉGER, avocat, 83, avenue du Général-Leclerc, Paris (14^e) ; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil ; sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le jeudi 16 février 1984, à 14 heures - En un seul lot
DEUX BUREAUX MEUBLES
au rez-de-chaussée, l'un porte au fond du couloir et droit aux toilettes et W.C., surface réelle : 29 m² ; le deuxième porte gauche du couloir et droit aux toilettes et W.C., surface réelle 10,50 m², dans immeuble
70, avenue Kléber
A PARIS (16^e)
MISE A PRIX : 120.000 FRANCS
Locaux actuellement loués suivant baux expirant les 1^{er} janvier 1991 et 1^{er} mars 1992, loyer mensuel : 3.000 F. S'adresser pour tous renseignements à la S.C.P. SCHMIDT, DAVID, avocats à Paris (17^e), 76, avenue de Wagram, tél. 766-16-69, du lundi au vendredi entre 14 h et 16 h ; sur les lieux pour visiter : le jeudi 2 février 1984, le vendredi 3 février 1984, le jeudi 9 février 1984 et le vendredi 10 février 1984, de 14 h à 15 h.

L'Éducation
FÉVRIER 1984

LYCÉE :
DÉJOUÉZ LES PIÈGES
3^e - SECONDE : Un saut rude
SECONDE : Attention aux options
1^{er} S : Maths en folie

TROIS MÉTHODES POUR APPRENDRE L'ANGLAIS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
11 F

LOISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
21, rue Théophraste Renaudier
75005 Paris (1^{er}) Tél. 01 42 22 22 22

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collèges - Lycées :
• selon : 14 de cours par semaine - groupes de 8 élèves maximum - professeurs britanniques
• après-école : tennis, équitation, golf, natation, voile, plongée à voile

Jusqu'au 11 Février, une sélection d'articles:

la Femme Beauté
Aux Trois Quartiers
17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

PARFUMERIE	SAVON à l'huile	BAS	FLEURS
EAU de Cologne 70% vol. 985 ml 29F	de vision 6x100 g 23F	COLLANT rayé sans démarcation 32 décitex 8F	PIQUET - PRIMEVERES 8E
EAU de Cologne 90% vol. 985 ml 33F	ACCESSOIRES	COLLANT sport gym tonic 88 décitex 29F	AZALÉE 10E
EAU de lavande 90% vol. 980 ml 38F	TROUSSE toilette tissu imprimé 38F	GANTS	ANÉMONE 11,20F
LAQUE 92% vol. 650 g 21F	TROUSSE maquillage assortie 30F	GANT agneau doublé soie 195F	ORCHIDÉE 14,40F
SAVON à l'huile de vision 3x200 g 23F	VAPORISATEUR à lotion en verre 20F	GANT Saxe chevreau doublé soie 250F	JONQUILLE 16F
	MIROIR lumineux, grossissant, Ø 100 mm 265F	GANT pécari cousu mail 350F	FLEUR D'ORANGER 20F
			ROSE 26,40F

مكتبة الأصل

Chalet de vacances et altitude?



Ou bien par Interhome:



Figure sur la reproduction, à gauche, une vraie maison: l'une des 15 000 maisons, appartements, chambres d'hôtel d'Interhome en Europe. Elles sont toutes entièrement décrites dans nos nouvelles brochures. Demandez-les maintenant, ne prenez pas de risques. Téléphonez à: 355.44.25 ou renvoyez-nous ce coupon.

INTERHOME
Le spécialiste des séjours en hôtels
et en logements de vacances

J'envisage de passer des vacances en:
☐ Suisse ☐ France ☐ Espagne ☐ Italie
☐ Yougoslavie ☐ Autriche ☐ Allemagne
(Cochez la case correspondante)

Nom/Prénom: _____

Numéro/Rue: _____

Code postal/Localité: _____

INTERHOME, 15, Av. Jean-Aicard,
75011 Paris, tél. 355.44.25

Le Monde

société

POLEMIQUE AUTOUR DES MEDICAMENTS GENERIQUES

Des syndicalistes accusent la SANOFI de « saboter » ses copies de spécialités pharmaceutiques

La SANOFI (filiale du groupe Elf-Aquitaine) a décidé de suspendre l'activité de sa filiale spécialisée dans la fabrication des médicaments génériques (copies de spécialités pharmaceutiques tombées dans le domaine public). En 1981, le gouvernement avait annoncé, par la voix de M. Jack Ralite, alors ministre de la santé, son intention de développer « une politique coordonnée » dans ce domaine. L'année suivante, la SANOFI démarrait un programme industriel et commercial allant dans le même sens. Aujourd'hui, une vive polémique se développe autour du dossier des génériques, la CFTD accusant le groupe SANOFI de vouloir à tout prix « saboter » sa filiale.

« Une politique coordonnée » dans ce domaine. L'année suivante, la SANOFI démarrait un programme industriel et commercial allant dans le même sens. Aujourd'hui, une vive polémique se développe autour du dossier des génériques, la CFTD accusant le groupe SANOFI de vouloir à tout prix « saboter » sa filiale.

2,86 millions de francs. Entre-temps - en novembre 1980 - Clin-Midy est entré dans le groupe public SANOFI.

En octobre 1981, M. Jack Ralite, alors ministre de la santé, annonce à Toulouse, lors d'une étape de son tour de France, la « mise en œuvre d'une politique coordonnée des génériques ». En clair, de nombreux pharmaciens d'officine refusent de vendre les génériques, certains allant jusqu'à boycotter la production de Clin-Midy vendue sans ordonnance. Une révolte sans précédent, due notamment à la diminution des marges bénéficiaires et à l'alourdissement des frais de stock.

La sanction ne se fait pas attendre. En juillet 1981, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, suit les recommandations de la commission de la concurrence et condamne plusieurs syndicats de pharmaciens à des amendes qui s'élèvent au total à 60 millions de francs.

Tout s'arrête moins d'un an plus tard. Sur les cinquante salariés des LFG, quarante ont été réclassés aujourd'hui dans les filiales du groupe. Une demande de licenciement collectif a été refusée par l'inspection du travail en novembre dernier, décision confirmée après un recours gracieux du groupe. Le 10 janvier dernier, le tribunal administratif de Paris reconnaît un expert pour examiner la situation économique de la LFG et donner son avis sur la nécessité des licenciements envisagés.

Pour M. René Sautier, PDG de la SANOFI, les pertes se sont élevées au total à 60 millions de francs sans que les LFG ne puissent jamais parvenir à s'implanter sur le marché. A l'inverse, la CFTD fait valoir que rien n'a véritablement été fait pour assurer le développement des produits, tout se passant, selon ce syndicat, comme si la SANOFI avait décidé de « saboter » délibérément l'activité de sa filiale.

La vérité, explique M. Sautier, c'est qu'en France les génériques ne sont pas prescrits. Nous avons, de plus, eu la malchance de voir coïncider nos efforts de promotion avec les divers mouvements qui ont agité la communauté médicale. 60 millions de francs : nous n'avons pas les moyens de perdre plus... (2)

Un élément nouveau devrait rapidement intervenir dans ce dossier qui bouillonne, semble-t-il, trop d'habitudes : l'examen par la commission de la concurrence d'un rapport portant sur « les conditions de fonctionnement du marché des médicaments génériques tant au niveau de la distribution que de la production ».

JEAN-YVES NAU.

RECTIFICATION. - Deux citations du projet de décret « portant principes généraux des devoirs et des responsabilités des policiers » dans nos éditions du 31 janvier, étaient incorrectes. Le policier doit « avoir le respect absolu des personnes, quelles que soient leur race, leur condition sociale, etc. » et non « quels que soient leurs droits ». Les ordres illégaux sont notamment ceux « portant atteinte à la vie, l'intégrité, la liberté des personnes, ou au droit de propriété », et non « ou autres droits de propriété ».

LA GRÈVE DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

Les enseignants du SNES dénoncent « une aggravation » de leurs conditions de travail

Des arrêts de travail devaient fortement perturber les cours, mardi 31 janvier, dans les lycées et collèges. Quatre syndicats membres de la Fédération de l'éducation nationale (SNF-PECC, SNES, SNETAA et SNEP) ont en effet lancé des motifs d'ordre de grève pour la défense de revendications en matière d'effectifs, d'horaires de travail et de réforme institutionnelle.

M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), explique dans l'entretien qu'on lira ci-dessous le mécontentement de son organisation.

« Faites-vous grève pour que les réformes soient accélérées ou les collégiés, notamment dans les lycées ».

Nous faisons grève pour avoir les moyens d'améliorer la formation de tous les jeunes, pour qu'ils puissent tous acquiescer les qualifications nécessaires à leur activité professionnelle, à leur vie sociale et culturelle. En un mot, pour construire une école de la réussite pour tous. Il est clair que nous voulons aller plus vite dans ce sens.

Le président de la République est le premier à dire que la formation et l'élevation des qualifications est aujourd'hui la clé de l'avenir, du redressement économique, de la croissance et de la compétitivité, de la lutte contre le chômage, de la place de notre pays dans le monde. Nous faisons la même analyse. Ce que nous demandons, c'est que cela se traduise dans les faits par des mesures qui soient au niveau des

enjeux dans les lycées comme dans les collèges. C'est en ne répondant pas à nos demandes qu'on bloque les évolutions nécessaires et qu'on déçoit l'attente des jeunes, de leurs parents, des travailleurs.

Après la victoire de la gauche en 1981, le corps professoral passait pour le grand gagnant de ce changement de pouvoir. Le mécontentement actuel semble prouver que la sympathie idéologique n'a pas suffi. Pourquoi ?

Le SNES ne se détermine pas sur une base idéologique. Sa réponse doit être, quel que soit le gouvernement, la défense syndicale des personnels des lycées et des collèges, qui est indissociable de la qualité du service public national et laïque d'enseignement. Nous voulons pouvoir lutter efficacement contre l'échec scolaire et faire bénéficier tous les jeunes d'un enseignement de qualité.

Les objectifs annoncés par le gouvernement en 1981 et les premières mesures prises allaient dans le sens du combat que nous menons depuis de longues années. Mais, depuis 1982, les moyens de mise en œuvre ne suivent pas. Par exemple, pour tenir compte de l'arrivée des cent quatre-vingt mille élèves supplémentaires aux rentrée 1982, 1983 et 1984. Les conditions d'enseignement se dégradent à nouveau. Les effectifs des classes augmentent, on ampute ou on supprime des enseignements, des options, les remplacements sont plus rarement assurés. Ce sont les élèves qui en font les frais, surtout ceux qui ont le plus de difficultés. Voilà ce que nous

voulons empêcher au même temps que l'aggravation de nos conditions de service.

On a l'impression que vous participez à une course sans fin pour la réduction des horaires de travail. Cette revendication ne favorise-t-elle pas l'enseignement privé, où les professeurs ont la réputation de mieux compenser leurs heures ?

Le travail des enseignants est loin de se résumer au nombre d'heures pendant lesquelles ils font cours ! Qui peut croire, par exemple, que le travail d'un journaliste ou d'un acteur se limite au temps pendant lequel il est en contact direct avec le public ? Les enseignants du second degré n'ont bénéficié, depuis des décennies, d'aucune réduction de leurs horaires de travail, et leur situation s'est dégradée dans de nombreux domaines. Or on veut augmenter considérablement leur charge globale de travail au-delà de la qualité de leur enseignement et de la possibilité pour chaque élève d'une intervention pédagogique plus individualisée.

Quant à l'idée qu'on pourrait vouloir leur imposer le type d'exploitation qui subissent trop souvent les enseignants du privé, ce ne peut être qu'une raison supplémentaire, si nous ne sommes pas entendus, de poursuivre notre action. Il serait absurde, plus évident que nous le menions pour la qualité même du service public et laïque d'enseignement, pour sa capacité à répondre aux besoins du pays.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Liberté et dumping

Lorsqu'un médecin prescrit un médicament, il n'écrit pas sur son ordonnance le nom du principe actif mais la dénomination commerciale du produit. Ensuite, le pharmacien est tenu de respecter scrupuleusement le choix effectué. En d'autres termes, il lui est interdit de substituer une copie générique à la spécialité retenue par le praticien.

Aux Etats-Unis, les choses sont différentes. Dans quarante-six Etats, en vertu d'une législation récente, les pharmaciens des drugstores peuvent, comme ils l'entendent, faire de telles substitutions.

En France, passée une période de grogne, les pharmaciens d'officine semblent mieux disposés à l'égard des génériques. En revanche, on peut penser que le corps médical opposerait de vives résistances à l'instauration

d'une possibilité de substitution en officine, le considérant comme une atteinte à la liberté fondamentale de prescription.

Une liberté pourtant relative. D'une part, parce que, bien souvent, on n'enseigne pas sur les bancs des facultés de médecine le nom des principes actifs (mais uniquement les dénominations commerciales) et que l'industrie pharmaceutique finance encore pour une bonne part les actions de formation médicale continue. D'autre part, parce que les circuits commerciaux du médicament sont souvent, à l'hôpital, fort différents de ceux de la médecine libérale. Certains industriels assurent qu'on assiste en milieu hospitalier à de véritables pratiques de dumping.

J.-Y. N.

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE CRETEIL - EVRY

FORMATION CONTINUE

D.U.T. TRANSPORT LOGISTIQUE cycle long sur 3 ans en Unités de Valeur Capitalisables. Coût: 8000F par an - 1 journée et demi par semaine.

- Modules pouvant être suivis séparément.
- 1. Organisation et Communications dans l'Entreprise 135h.
 - 2. Gestion 135h.
 - 3. Mathématiques appliquées à la Gestion 125h.
 - 4. Droit 125h.
 - 5. Economie et environnement du Transport 135h.
 - 6. Logistique 135h.
 - 7. Gestion des Transports terrestres 135h.
 - 8. Gestion des Transports internationaux 110h.
 - 9. Commerce international - auxiliaire du Transport 100h.

Coût 4.000F par module

Renseignements: Melle COUSTURE - Département Transport Logistique I.U.T. d'Evry - quartier les passages 91011 EVRY Cedex Tél. 078.03.83 poste 68

Mme GRAMAIN - M. DIZAMBOURG - Formation Continue I.U.T. de Créteil - av. du Général de Gaulle 94010 CRETEIL Cedex Tél. 898.91.44 poste 2271



...ET ZIPP BERLITZ.

Pour apprendre une langue: immersion totale, leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

BOULOGNE: 608150 CHAMPS-ELYSEES: 730.40.60 LA DEFENSE: 773.68.16 NOTON: 371.11.24 OPERA: 742.13.39 PARIS: 773.08.77 SAINT-LAZARE: 322.32.23 SAINT-GERMAIN: EN-LAYE: 973.75.00 VERSAILLES: 951.08.70

BERLITZ

L'avenir de l'enseignement privé

LE CNAL ESTIME QUE « LE TEMPS DE LA NEGOCIATION POSSIBLE EST PASSE »

Plus de deux semaines après la publication des propositions ministérielles de négociations sur l'avenir de l'enseignement privé (le Monde du 14 janvier), le Comité national d'action laïque (CNAL) vient de faire connaître sa réaction dans un communiqué.

Il considère que les propositions concernant le statut scolaire - c'est-à-dire les ouvertures et fermetures de classes - ainsi que le financement des établissements privés « conduiraient à maintenir le dualisme tout en l'atténuant ». Les textes prévoient la création de l'établissement d'intérêt public (nouvelle formule juridique destinée à se substituer aux actuels contrats simples et d'association) et de titularisation des maîtres volontaires ne le satisfait pas davantage. Le CNAL y voit en effet « des insuffisances, des ambiguïtés et des risques ».

Le CNAL et les organisations qui le composent se déclarent prêts à répondre à l'invitation du ministre de l'éducation nationale pour donner leur position mais non pour négocier. « Le temps de la négociation possible est, selon eux, passé ». Ils estiment, en revanche, que le texte venu « pour le gouvernement de prendre ses responsabilités et d'être fidèle à ses engagements de procéder à l'unification laïque du système éducatif français ».

De son côté, M. Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique a déclaré au Figaro que le comité national de l'enseignement catholique « n'envisage pas pour l'instant de manifestation nationale. Tout dépendra, explique-t-il, de l'évolution des négociations et de l'attitude gouvernementale ».

Faits divers

Équipée pakistanaise

De notre correspondant

Orléans. - Quatre verrous sont posés sur la porte, au dernier étage d'une modeste HLM de la banlieue orléanaise. Pour Ahmed, vingt et un ans, l'existence est un cauchemar. Ahmed est pakistanaise. En 1977, son beau-père, Abdul Hamid, est arrivé dans son village au Pakistan marié de vive. Les parents d'Ahmed, propriétaires aisés, l'ont confié à ce proche qui vit en France, pour lui faire faire des études. L'année suivante, c'est le frère d'Ahmed qui a quitté le village pour la France. Pour ces deux « passages », Abdul a demandé beaucoup d'argent aux parents. Ils ont dû céder une de leurs terres.

Pour faire entrer légalement les deux frères en France, Abdul Hamid les a déclarés comme ses propres fils, à l'insu des parents, profitant des mesures de rapprochement des familles. Les deux garçons ont été rejoints pour la circonstance. Ahmed a été déclaré âgé de dix ans - il en a, en réalité quinze. On l'a inscrit à l'école primaire d'Orléans, alors qu'il était en quatrième au Pakistan.

Avec le temps, le subterfuge passe à l'adolescent. Il veut récupérer son identité. Il prévient ses parents. Du coup, les relations s'enveniment avec Abdul Hamid. En 1980, les deux frères emmènent dans un logement indépendant. Merceries et visites nocturnes se succèdent.

Le 7 juin 1982, au siège de Chénus (Loiret), sur l'autoroute A 7 en direction de Marseille, les gendarmes remarquent une voiture dont l'un des occupants cherche à attirer l'attention en criant : « On m'a enlevé, on veut me tuer ». Il s'agit d'Ahmed ! « Ne l'écoutez pas, c'est mon fils », répond Abdul Hamid, qui se trouve dans la voiture en compagnie de trois autres Pakistanaïtes. Tout le monde est conduit au poste. Ahmed raconte qu'il a été enlevé le matin même à la sortie du lycée à Orléans par les quatre hommes qu'il a été frappé - un médecin attesterait des coups - et qu'on cherche à le faire disparaître.

Gardés à vue, les quatre occupants de la voiture sont inculpés, puis incarcérés. Simple différend familial provoqué par un parent à la servilité intéressée et usant d'arguments frappants pour faire prévaloir son autorité : c'est le thème semble-t-il retenu par les enquêteurs. Ahmed affirme au contraire, en particulier dans une lettre au préfet du Loiret, que les hommes sont des trafiquants dont les activités risquaient d'être découvertes.

Le 31 décembre 1982, les quatre hommes sont remis en liberté. Dès le lendemain, les menaces reprennent par téléphone, au domicile d'Ahmed.

Drugs et trafic d'enfants

Le 13 décembre 1983, les auteurs de l'équipée du 7 juin comparaitront pour « coup et blessures » devant le tribunal de grande instance de Vienne (Isère). Verdict : vingt mois de prison dont treize avec sursis et 3 000 F d'amende pour Abdul Hamid ; seize mois dont dix avec sursis pour deux complices. Les accusés sont cependant définitivement libérés, la décision préventive ayant couvert les peines.

Ahmed a aussitôt interjeté appel de cette décision, tout comme le parquet. Ses défenseurs se fondent sur plusieurs correspondances saisies par la police pakistanaise et remises à la justice française qui ne laissent aucun doute sur l'équipée du 7 juin, qui aurait dû se terminer tragiquement par l'enlèvement du jeune homme.

Dans l'une de ces lettres, datée du 7 juin 1982, Abdul Hamid, après avoir accusé réception de « médicaments qui font perdre connaissance », ajoute : « A 600 kilomètres d'Orléans, il y a une ville qui se trouve au bord de la mer. Nous avons fait un contrat avec un homme de la police qui doit arriver ce soir, nous a permis d'en finir avec ce gars et de le jeter à la mer ». La drogue, le trafic de clandestins et d'enfants, le chantage, pourraient bien être au cœur de cette affaire.

D'autre part, les enquêteurs ne peuvent pas ne pas faire le rapprochement avec une affaire qui les avait mobilisés il y a quatre ans. Le 10 octobre 1979, le sénégalais d'Orléans avait découvert dans un F 3 du quartier populaire des Acacias - dans l'immeuble même où habitait à l'époque Abdul Hamid - une vingtaine de réfugiés pakistanaïtes avec des passeports périmés, en transit entre l'Espagne et l'Allemagne. L'enquête avait révélé un trafic organisé, mais sans un complice, le locataire du F 3, avait été condamné, et seize hommes parmi les vingt arrêtés avaient été expulsés par décision du préfet Le Monde daté 14-15 octobre 1979).

« Depuis trois ans, je vis dans la peur, répète instamment Ahmed, je demande protection. La plus question de l'écouter. Aujourd'hui, il travaille de nuit. Sa hantise, le retour à minute, à pied, à son domicile. J'ai toujours l'impression d'être suivi... »

RÉGIS GUYOTAT.

مكتبة الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

L'alcool et ses enfers

Elles sont assises sur une chaise, côte à côte, dans l'étroit local qui abrite l'association : Marie-Claire Lejosne, présidente de l'association Que dois-je faire : si elle boit ? et Nicole...
De nombreuses associations d'alcooliques existent en France. Que doit-on faire : si elle boit ? est une des premières à s'intéresser à l'alcoolisme. Son but : « Défendre et aider toute personne qui (...) se sent menacée ou isolée du fait des difficultés à vivre avec un (le) alcoolique. »
Marie-Claire et Nicole savent de quoi elles parlent. La première a supporté pendant vingt ans un mari alcoolique avant de divorcer. La seconde a lentement sombré et se présente aujourd'hui comme une alcoolique abstinente depuis deux ans.
« Est alcoolique celui qui est physiquement dépendant. » Cette précision donnée, Nicole accepte de se raconter. Elle épouse à vingt-deux ans un homme qui ne travaillait que dix ans plus tard. Nicole gagne la vie du ménage et élève deux enfants. Le troisième naît quand son mari trouve un emploi. Tout bascule alors dans la couple, les rôles sont inversés. « Pendant dix ans, j'étais plus sa mère que sa femme. »
A son tour, alors, elle commence à boire, seule, de temps en temps. « J'en avais marre du ménage et des gosses. » Chute, rupture. « Mon mari finit par se rendre compte que je buvais mais ne m'en parlai jamais. Pendant trois mois j'ai eu une épreuve : j'ai touché le fond puis j'ai arrêté brusquement mais lui, entrainé, me vint, prend une maitresse qu'il installe chez lui avec les enfants. » Améliorations et rechutes se succèdent au rythme des périodes sentimentales. Elle vit avec un autre homme : deux ans d'abstinence. Il la quitte, elle replonge.
Jusqu'à cette cure à l'unité d'alcoolologie de l'hôpital de Saint-Cloud, un service créé par le docteur Haas, auteur du Bateau ivre, et animé par M^{me} Hélène Niox-Rivière. Ce mois marquera sa vie. « L'équipe (médecins, psychologues, infirmières) ne nous condamne pas, elle nous traite comme les autres malades. »
L'Espérance, remède que l'on donne aux alcooliques pour leur faire rejeter l'alcool, lui a fait perdre la vue en révélant une névrite optique préexistante. Pendant deux ans elle ne peut pas lire le nom des stations dans le métro. A Saint-Cloud, on soigne aussi sa vue. Sévère, vitaminothérapie, acupuncture, analyses. Elle accumule les remèdes.
Marie-Claire Lejosne, elle, est sobre. C'est son mari qui buvait, déjà, avant de l'épouser. « Je n'ai pas arrangé les choses », avoue-t-elle. Elle aussi fut une mère pour son mari ; pas une véritable épouse. Elle cherche secours auprès des groupes d'alcooliques

abstinents, fait une analyse et se présente aujourd'hui comme psychanalyste. En août 1983, elle fonde l'association.
Nicole ne supporte pas les groupes : « On y parle alcool, toujours alcool. » Elle préfère le « grand cirque » : une réunion mensuelle animée par M^{me} Niox-Rivière à l'hôpital de Saint-Cloud. « M^{me} Rivière parle, puis les groupes, puis ceux qui veulent s'exprimer individuellement. » La réunion est ouverte aux malades et au public.
M^{me} Lejosne reconnaît l'« excellent travail » que font les AA (Alcooliques anonymes) et Vie libre. Elle juge ces associations « indispensables. » Alors, pourquoi votre association, M^{me} Lejosne ? Parce qu'il faut tout faire pour qu'« alcoolisme » ne soit pas un mot tabou. « Parler ou écrire, c'est sortir de la honte. » Elle prône les entretiens individuels, gratuits pour l'instant, pour décoder le langage de celle qui se plaint : « Derrière les mots, il y a quelque chose qui n'est pas dit. » « L'alcool, on y a recours pour combler un manque. » Ce manque est normalement l'amour. Les alcooliques sont des malades, de grands malades : le corps tremble, s'affaît, de grandes ailes noires battent dans le cerveau, la main se tend vers n'importe quel substitut : éther, eau de Cologne.

DANIEL TRAMARD.

* Que dois-je faire : si elle boit ? 28, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris. Tél. : 233-44-68.
* Unité d'alcoolologie, hôpital de Saint-Cloud, 3, place St-Sy, 92210 Saint-Cloud. Tél. : 602-78-92. Le « grand cirque » a lieu le dimanche vendredi de chaque mois à 10 h.

Principales associations :
La Croix-Blanche, 47, rue de Cléry, 75009 Paris. Tél. : 874-85-22. La Croix-Blanche est d'obédience protestante.
La Croix-Blanche, 10, rue des Messageries, 75010 Paris. Tél. : 770-34-18. Association d'obédience catholique.

Les Alcooliques anonymes (AA), 3, rue Frédéric-Sauton, 75003 Paris. Tél. : 325-75-00 et 325-76-03, de 14 h à 22 h. Mouvement où aux Etats-Unis dans les années 30.
Unité, 8, impasse Dumur, 92110 Clignancourt. Tél. : 739-40-80. Créée en 1953.
Les Amis de la santé (Jole et santé), 1, rue de la Combe, 75007 Paris. Tél. : 705-09-83.

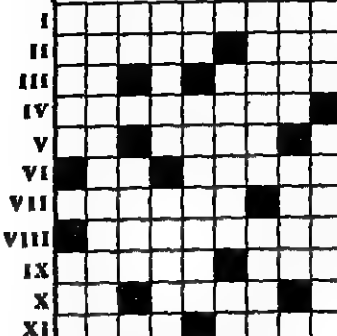
Groupements professionnels.
Société de la famille, 1, impasse d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 874-34-41.
Amitié et présence RATP, 40, rue de la Tombe-Lesire, 75014 Paris. Tél. : 589-11-36. Le service de la famille, 1, impasse d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 874-34-41.

Amitié PTT, 206, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 225-20-40, 256-16-31 et 720-24-20.
Union des cheministes abstinents, 15, square Jules-César, 93120 Ermonville. Tél. : 959-30-43.

Cette liste est empruntée au livre de Laure Charpentier *Toute histoire*, paru aux éditions Denoël.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3636



HORIZONTALEMENT

1. Le fait d'avoir des menottes ne les empêche pas d'avoir de la poigne. — 2. Ne saurait être bécote quand elle est libre. Ne se trouve plus guère sur les comptoirs de l'Inde. — 3. Apparaît doublement dans les confères. Contestés. — 4. Indicateur de vitesse à deux roues. — 5. Préposition. Lancée sur l'eau. — 6. Société de consommations en tous genres. Souvent dans le bec de la pie. — 7. Permet de voir plus clair. — 8. IX. Archipel danois. Envoit au diable. — 9. Préposition. Son école provoque certains accés. — 10. Sa raison néglige le cœur. Devient extravagant quand il cesse d'être commun.

VERTICALEMENT

1. Fait découvrir des horizons nouveaux aux pupilles de l'Assistance. Puissant transformateur. — 2. Délivrance qui, parfois, est une condamnation aux fers. — 3. Négation. Entrepreneur de démolition. — 4. Dont la richesse n'est qu'apparente. Couleur dominante. — 5. L'un chasse l'autre. Chercher fortune ou des épaves. — 6. Développer des relations avec ses connaissances. Préposition. — 7. Sont souvent pris en écharpe par des photographes. Légère, elle n'est généralement pas pesée. — 8. On s'y agitait beaucoup pour infirmer le mouvement. Non loin d'un delta. — 9. Possessif. On préfère leurs discussions à leurs divisions.

Solution du problème n° 3635

Horizontalement
I. Pédiatres. — II. Apatrite. — III. Sourcier. — IV. Tis. Al. — V. Est. Gecko. — VI. Usage. — VII. Rele. Sta. — VIII. Tinettes. — IX. Pétitions. — X. Etendus. — XI. St. Esa.

Verticalement
1. Pasteur. Pis. — 2. Eposset. — 3. Dénatité. — 4. Iro. Guinée. — 5. Cirage. Etes. — 6. Uille. Tina. — 7. Ris. Custode. — 8. Eve. Tenu. — 9. Servo. Escot. GUY BROUZY.

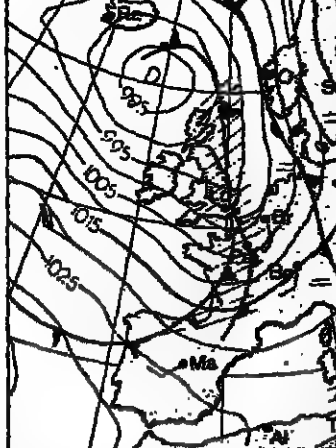
PARIS EN VISITES

JEUDI 2 FÉVRIER

« Vauban », 10 h 30. Musée des monuments français, palais de Chaillot, M^{me} Oswald.
« Exposition Trévis », 15 heures, 11, quai Condé, M^{me} Hulin.
« Saint-Sulpice », 17 h 30, entrée, M. Jacomet (Caisse nationale des monuments historiques).
« Musée d'Orsay », 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).
« Manufacture des Gobelins et de Beauvais », 14 h 45, 42, avenue des Gobelins (L'Art pour tous).
« De la Cité », 14 h 30, métro Cité (Les Filénies).
« L'Égypte au Louvre », 14 h 45, métro Louvre (M^{me} Hauller).
« Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Sébastien-Frossart (Paris pittoresque et insolite).
« Le cœur de Paris », 15 heures, place du Châtelet (Paris antérieur).
« Musée de la Contrefaçon », 15 heures, 16, rue de la Faisanderie (Paris et son histoire).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Raphaël », 15 h 45, Grand Palais (Visages de Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31.01.84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 31 janvier à 0 heure et le mercredi 1 février à 24 heures.

La France restera encore sous l'influence d'un temps doux et humide. Des perturbations continueront de traverser le pays.

Mécanisme météo des résidus de la zone de mauvais temps qui est passée, mardi, sur les régions frontalières du Nord-Est et des Vosges, atteindront le Jura et les Alpes. Il neigera vers 600 mètres, et des averses de pluie se déclencheront en plaine.

Sur le reste de la France, après des hautes de brume locales, apparition de nuages passagers.

Les températures évolueront entre 1 degré et 3 degrés dans le Nord-Est, 3 degrés à 6 degrés ailleurs et 4 degrés à la pointe de la Bretagne. Les pluies, associées à une nouvelle perturbation arrivant en début de matinée à la pointe de la Bretagne, traverseront tout le pays en cours de journée.

Dans la soirée, il neigera vers 600 mètres sur les Vosges, le Jura et les Alpes du Nord.

Après le passage de la zone pluvieuse, ciel variable l'après-midi sur la moitié ouest avec des averses surtout au nord de la Loire.

Les températures de l'après-midi seront comprises entre 6 degrés et 8 degrés sur la moitié nord et 10 degrés à 12 degrés sur la moitié sud.

Le vent de nord-ouest soufflera fort sur les côtes de la Manche et sur l'Atlantique.

Sans de l'évolution pour la fin de la semaine.

Une perturbation océanique achèvera de traverser la France dans la journée de jeudi. Elle sera suivie d'un courant instable et plus frais de nord-ouest à nord. Cette instabilité commencera à s'atténuer vendredi soir par l'ouest à l'avant d'une nouvelle perturbation qui affectera la moitié ouest samedi.

Prévisions pour la fin de la semaine.

Jeudi : La zone pluvieuse (neige au-dessus de 1000 mètres) située le matin des Pyrénées aux Ardennes, aux Vosges et aux Alpes, progressera vers l'est dans la journée pour s'étendre le soir de la Corse aux Alpes. Elle sera précipitée de quelques éclaircies matinales sur l'extrême Sud-Est, après son passage, s'étendra un temps instable avec éclaircies, averses et vents de nord-ouest irréguliers. Ces vents varieront fort près des côtes de la Manche. Les températures minimales seront souvent comprises entre 4 degrés et 6 degrés. Les températures maximales atteindront 6 degrés à 8 degrés dans l'est, 8 degrés à 10 degrés dans le Nord-Ouest, 10 degrés à 12 degrés en Aquitaine et 12 degrés à 14 degrés près de la Méditerranée.

Vendredi : Sur l'ensemble du pays, se généralisera un temps plus frais avec un ciel changeant. Les passages nuageux donneront de nombreuses averses. Toutefois, au cours de la journée, les éclaircies deviendront plus nombreuses sur la moitié ouest. Les vents de nord à nord-ouest, encore forts le matin, faibliront progressivement sauf près de la Méditerranée où se lèvera un fort mistral.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 31 janvier 1984 à 7 heures, 1017,8 millibars soit 763,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 janvier, le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 janvier) : Ajaccio, 12 degrés et 5 ; Biarritz, 12 et 7 ; Bordeaux, 10 et 8 ; Bourges, 9 et 6 ; Brest, 11 et 5 ; Caen, 8 et 5 ; Cher-

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 degrés ; Amsterdam, 6 et

bourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 5 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble-St-M-H, 6 et 1 ; Lille, 6 et 4 ; Lyon, 9 et 3 ; Marseille-Marguare, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 10 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 6 ; Paris-Orly, 8 et 6 ; Pau, 13 et 8 ; Perpignan, 14 et 5 ; Rennes, 9 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 9 et 6 ; Toulouse, 11 et 6 ; Poitiers-Piire, 29 et 19.

4 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 11 et 3 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 5 et 4 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 3 et 0 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

صكزامن الأمل

Le Monde

culture

THÉÂTRE

«DIS JOE», de Samuel Beckett

L'heure des visites, dans l'au-delà

Samuel Beckett a écrit *Dis Joe* en 1965, en anglais, pour une télévision. Puis il a traduit lui-même le texte en français.

Joe, cinquante ans, cheveux gris, pantoufles, est assis sur son lit, dans sa chambre. Il va regarder par la fenêtre, la reforme. Va regarder derrière la porte, la reforme (à côté). Regarde dans le placard, la reforme. Regarde sous le lit.

Il s'assied sur le lit. Il se détend un peu. Alors il entend, par à-coups, la voix d'une femme. Il n'y a pas de femme, dedans ni dehors. Joe entend la voix de cette femme à l'intérieur de sa tête.

Elle lui parle de loin, de l'au-delà, semble-t-il. Elle dit que Joe a toujours écouté, comme cela, la voix des morts, dans sa tête, son père, puis sa mère quand elle l'a quitté aussi.

Pas amuse du tout, cette femme de l'autre monde. Souvenir d'un Joe beau parleur, ciseleur de formules, pour plaire. Homme à fausses promesses. Elle dit quelle s'en était libérée, de ce Joe. «*Plus tard, plus tard... Tu fais ça l'espérance... Supérieur sous tous les rapports... Plus tard... Plus tard... Plus fin... Moins sale... Loyal...*»

Puis elle raconte à Joe le suicide, une nuit, sur une plage, d'une autre femme.

«*Fin image et voix*», ajoute Beckett, qui avait prévu que Joe, pendant l'écoute de cette voix, restait immobile sur le lit, cependant que la caméra avançait vers lui, à neuf reprises, vers le gros plan de son visage.

Le texte de la voix de femme (Joe, lui, n'ouvre pas la bouche) s'occupe, publié aux Éditions de Minuit, que huit pages de très petit format, avec des blancs, et pas mal d'espaces entre les lignes. Très court.

Ce sonologue de la femme, une amie de Beckett, garant par fil, est fait de fragments de paroles, dans un vide, dans des limbes, aucune couleur. Paroles d'une précision extrême. Difficile de deviner si les morts parlent à Joe, ou si ça bruit dans son crâne, s'il «hallucine». Mais c'est très fort, ces pages de Beckett, c'est les paroles du silence, exactement, les paroles que nous entendons en nous-mêmes, parfois.

nous «pensons rien» : minutes de déhalement, abandon à une mémoire non active, images très très lointaines, passées, effacées, de mère ou d'épouse, ou d'autre, et les voix, là, très proches au contraire, dans l'oreille, l'oreille sourde, les voix comme jantes par des coups de vent, capricieux, brisés.

Dans la mise en scène de Jean-Claude Fall, la voix de la femme est précédée de sous-entendus, clairs, beaux, des bruits du plein air, on dirait dans des clairières un jour de marché en Afrique noire ou dans les déserts de l'Atlas, voix lointaines d'une foule affairée, pas triste, presque des chants. Voix d'un monde meilleur ? C'est une musique de Ghédalia Tazartes, comme si c'était l'heure de la récréation, chez les morts, ou comme si les morts jouaient sur une plage, en août, comme avant.

Puis c'est le texte de Beckett, admirablement dit par Matté Nahy : voix reculée, filtrée, changeante, oeuverneuse, enfantine, décente, insistante, exténuée.

Pendant que cette femme invisible parle, nous voyons Jean-Claude Fall (Joe) assis sur son lit, immobile. Son idée essentielle de mise en scène est de «avoir ménagé qu'une ouverture étroite qui nous permet de voir le décor de la chambre : le public ne perçoit que le centre de la chambre, le lit au milieu, et c'est sur un écran de télévision que nous voyons, pris de plusieurs autres angles que celui de notre regard, les coins droit et gauche de la chambre, la porte, le placard. Fall va ainsi à l'encontre de la vision frontale, unique, du spectateur de théâtre. Puis la caméra ne filme plus que l'œil de Joe, qui remplit tout l'écran. A la longue, cet œil, qui ne semble pas voir, ressemble à un animal fou. Les paroles de l'au-delà tombent dans une boue.

Dis Joe est un spectacle court, très soigné, très minuté, superbe, cabochard. D'un équilibre trop satisfaisant, peut-être, et trop morose, mais la musique de Tazartes et les inflexions de Matté Nahy évitent de se flacher, de s'assombrir pour de bon.

MICHEL COURNOT.
Théâtre de la Bastille, 20 heures.

MUSIQUE

«PELLÉAS», vu par André Delvaux

Le sous-texte ou le contresens ?

La locomotive du directeur Gérard Mortier qui, depuis deux ans et demi, a ramené en masse les Bruxellois au Théâtre royal de la Monnaie, est venue accrocher ses wagons jusque chez nous : l'opération «*TEE + Opéra*» transporte deux cent cinquante Parisiens, cinq fois cette année, dans la nouvelle Mecque du théâtre lyrique ; et six cents autres sont restés sur le quai. Les chemins de fer français et belges envisagent un train spécial pour l'an prochain.

Ce dimanche 29 janvier, tous partaient brillants d'impatience pour un sensationnel *Pelléas et Mélisande* de Claude Debussy, où André Delvaux faisait ses débuts de metteur en scène. Ils furent bien servis : dédicateurs du texte, le grand cinéaste belge lui a imposé une grille de lecture, complétement étrangère pour dégrader «*la sous-texte du langage* (de Médiane), *trop candide pour être homodie*».

Selon lui, l'imprégnation est une machination consciente de cette Médiane qui a «*l'idée de la mission de détruire le pouvoir absolu* (de Golland) en l'attaquant par la seule faille qui le laisse vulnérable, le désir». Elle arrive avec des extra-terrestres en combinaison blanche qui la déposent près de la fontaine et viendront la reprendre, morte.

Entro-temps, le château de Golland se décompose scène après scène, jusqu'à n'être plus à la fin qu'un plateau de théâtre aux murs apparents (comme dans *L'Or du Rhin* de Peter Stein au Palais Garnier), un man's land bombardé et converti de neige où Médiane agonise.

Tout cela n'a pas le moindre commencement de justification et met les personnages dans un porte-à-faux constant. Malgré de très beaux décors abstraits de Rolf Glittenberg, et parfois des tableaux étranges à la

Delvaux (Paul), le contresens est accentué par une régie qui prend un malin plaisir à démentir ce que disent les acteurs ou le livret, et à rajouter des jeux de scène gratuits.

On ne voulait surtout pas d'une voix transparente pour cette Médiane, «*agent actif*» du drame ; le timbre corré de Brit-Marie Aruhn, au phrasé souvent confus ou dialogué, ne l'aide guère cependant à justifier ce personnage raide, dodelé-gueux, piné, totalement artificiel.

Le Pelléas excellent d'Anthony Rolfe-Johnson, malheureusement ébouriffé, débouillé, les mains dans les poches de son imperméable, le chapeau mou vissé sur l'arrière de la tête, chante une autre pièce que celle qui est représentée, comme le Golland déphasé de Jean-Philippe Lafont, barbe jaunie, strict complet couleur bien de chauffe, qui a bien tort de se demander si Médiane l'a trompé, alors que son châteaun s'écroule. Le bon Arkel de Pierre Thau, tout consciencieusement les yeux fermés, même si son texte nous dit qu'il voit beaucoup de choses, et Jocelyne Taillois reste, en élégante 1925, une valeureuse Geneviève.

Il faudrait une page du *Monde* pour démentir chaque rouage de cette machinerie qui fonctionne à l'envers, ou plutôt ne fonctionne pas. Quant à la musique, Sylvain Cambreling fait un très honorable travail à la tête de l'Orchestre de la Monnaie ; mais cette interprétation, malheureusement «*anti-impressionniste*», nette, franche et véhémente, même si elle tient compte des deux cent dix-neuf corrections inédites de Debussy, est loin d'avoir l'intensité humaine de celle de Boulez, chez qui la lucidité implacable s'allie au frémissement de la plus mystérieuse beauté.

JACQUES LONCHAMPT.

Restructuration et licenciements à l'Opéra du Nord

Le Syndicat intercommunal de l'Opéra du Nord, qui réunit les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, a adopté samedi 28 janvier le plan de restructuration et de sauvetage présenté par sa présidente, Mme Monique Bouchez, adjointe au maire de Lille. Un plan particulièrement sévère puisqu'il prévoit cinquante-neuf suppressions de postes, dont celui du directeur général actuellement occupé par M. Elie Delfosse, qui serait licencié.

Les représentants des villes contractantes ont souligné que ces mesures étaient «*motivées par la conjoncture économique actuelle et non par des dissensions politiques entre les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing*». (La structure de l'Opéra du Nord avait été mise sur pied au moment où les trois villes étaient tenues par la gauche. Depuis mars 1983, Roubaix et Tourcoing sont passées à l'opposition). «*Il nous faudra*, a expliqué Mme Bouchez, *ramener en deux ans le budget à 40 millions de francs* : il allait dépasser les 50 millions. Le sauvetage de l'Opéra du Nord passe aussi par une réforme de la structure intercommunale. La région, qui vient d'inscrire 13 millions de francs à son budget 1984, y sera désormais associée.

Sur les cinquante-neuf postes supprimés, neuf s'étaient pas pourvus ; on compte, pour les autres, un retraité et quinze personnes dont les contrats arriveront à échéance. Restent trente-neuf personnes licenciées pour motif économique à partir du 1^{er} septembre, dont trois choristes, neuf danseuses et onze techniciens. Ce nombre pourrait être ramené à vingt compte tenu des réembauches possibles.

Un administrateur général sera nommé avant le 1^{er} mars à la tête d'une structure resserrée : Tourcoing conserve l'atelier lyrique qui devient le centre de création des

spectacles pour l'ensemble de la région ; à Roubaix demeure le centre chorégraphique et Lille garde l'orchestre et les chœurs, mais perd le corps de ballet.

La programmation sera évidemment revue en baisse. On ne créera qu'un ou deux grands ouvrages lyriques par saison, au lieu des quatre actuellement. On fera davantage appel à des œuvres plus légères, susceptibles d'être données dans un plus grand nombre de villes de la région. — (Corresp.)

ACTION ARTISTIQUE

La culture française à l'étranger passera par Los Angeles et Venise

Catherine Clément, directrice de l'Association française d'action artistique — chargée du rayonnement de la culture française à l'étranger, — a présenté le 30 janvier les grands points de ses projets pour 1984 : la participation française au Festival olympique de Los Angeles, avec notamment le cycle Shakespeare du Théâtre du Soleil et le groupe Émile-Dubois, compagnie chorégraphique de Grenoble dirigée par Jean-Claude Gallota. La tournée méditerranéenne du Théâtre national de Chaillot, avec le *Prince travesti*, mis en scène par Antoine Vitez, la tournée de la Comédie-Française avec l'*École des femmes* et *Cinéma au Canada*, pour l'année Jacques-Cartier, et en URSS.

A cette occasion, l'Association française d'action artistique collabore avec TF 1 pour transmettre les spectacles en direct par satellite : de Rome, pour le *Prince travesti* ; de Leningrad, pour la Comédie-Française, au cours de soirées qui comportent un prologue et un débat, qui a bien pendant l'entracte. La même opération sera renouvelée de Dakar avec le groupe de recherche de l'Opéra, et de Washington, avec l'Orchestre national, qui jouera en

matinée pour compenser le décalage horaire.

L'action artistique a choisi Dubuffet pour exposer au pavillon français pendant la Biennale de Venise. Elle s'intéresse également à la chanson et, puisqu'elle a fusionné avec l'ADEAC, association précédemment chargée de la coopération culturelle avec l'Afrique francophone, elle y envoie Jacques Higelin, Toto Bissainthe, Colette Magny. Elle organise les tournées de Jean Guidoni en Italie, de Bernard Lavilliers en Amérique latine, de Catherine Sauvage en Asie, d'Yves Duteil, Francis Cabrel, Mama Bea au Canada. D'autre part, commence en 1984 un festival itinérant de la marionnette qui devrait faire le tour du monde.

Le programme, précise Catherine Clément, est soumis aux aléas historiques : situation de crise où la sécurité des personnes ne peut pas être assurée, comme au Liban ; coups d'État ; brutalité des dévaluations, comme au Venezuela l'an dernier, ou de l'inflation comme au Brésil, Dakar avec le groupe de recherche de l'Opéra, et de Washington, avec l'Orchestre national, qui jouera en

CINÉMA

«LA QUATRIÈME DIMENSION» de Landis, Spielberg, Dante et Miller

«Fantastique et morale»

A l'horizon, se profile un signal : «*Prochain arrêt : la quatrième dimension*». Un paranotaque amical et raciste devient la victime de ses haïnes : ballotté dans l'espace-temps, il est tour à tour poursuivi par la Gestapo dans le Paris de l'Occupation, aux prises avec le Ku Klux Klan, puis coincé entre les Vietnamiens et les Américains, pour terminer en déportation, une étoile jaune collée sur la veste : c'est John Landis. Les pensionnaires d'une maison de retraite retrouvent leur corps d'enfant, et l'on apprend que la jeunesse est une affaire de cœur et non d'artère : c'est Steven Spielberg. Un adorable bambin équestre et tyrannique sa famille grâce aux pouvoirs qui lui permettent de matérialiser ses moindres vœux : c'est Joe Dante. Un avion est pris d'assaut par un monstre qu'un passager est seul à voir : c'est George Miller. Dans cet univers au temps distordu, chacun y est allé de sa petite morale — c'était déjà le dénominateur commun de la série télévisée «*Twilight Zone*», de Rod Sterling

qui connut un énorme succès aux États-Unis de 1959 à 1964, et de laquelle sont inspirés ces sketches — Landis l'intolérance, Spielberg le laisser-aller morose et la nostalgie négative, Dante les méfaits de l'éducation permissive. Seul Miller ne s'est pas embourbé de métaphores avec un scénario (Richard Matheson) en acier trempé. L'auteur de *Mad Max* réalise un sketch à hauteur de sa réputation : sans digression, en métal lourd.

Finalement, ce sont les prologues et épilogues (réalisés par John Landis) qui sont les plus efficaces, donnant, sur une durée expéditive, la véritable part de fantastique, d'humour et d'horreur qu'on peut attendre d'un tel film (à ce titre, Georges A. Romero donnait aux sketches une meilleure tenue dans *Creeptown*). Divisée en quatre, la *Quatrième Dimension* présente, en somme, une petite dimension.

ALAIN WAIR.
★ Sortie le 1^{er} février.

NOTES

Cinéma

«LE JOLI CŒUR» de Francis Perrin

L'amour, c'est fade

Comme un papier buvard, le jeune cinéma français s'installe dans la médiocrité ambiante avec une évidente délectation. Coincé entre les deux dominantes du «showbiz», l'univers doré et technicolorisé des bandes publicitaires d'une part, les gags essouffis de café-théâtre d'autre part, la comédie à la française devient interchangeable d'un film à l'autre. Rien ne se détache, tout a un goût de patronage, un patronage à l'envers, où la permissivité aplâtit les angles, comme hier l'eau de rose.

Francis Perrin, avec l'aide d'Alex Varoux et de son producteur Paul Claudon (on lui doit pourtant les films de Pierre Etaix) pour le scénario, se taille un rôle sur mesure. Cyrano adopte du kung-fu, il aime une Roxane très Marie-Chantal qui le rejette (Cyrille Claire). Ancien élève de Louis Seigner à qui il dédie son film, il a visiblement potassé ses classiques, de Molière à Musset et

Feydeau, avant de quitter la Comédie-Française : son tombeau de dames devient réellement amoureux, alors que le copain fleur bleu joue soudain les don juans. Les femmes, les jeunes femmes, sont de parfaites gourdes. Le plus triste reste cette incapacité foncière, congénitale, à rythmer le récit, à développer ses personnages.

L. M.

«LOUISIANE» de Philippe de Broca

Scarlett de quat'sous

Les deux beaux romans de Maurice Denz, *Louisiane* et *Fausse rivière*, ont subi une opération de réduction comparable à celle effectuée par les indiens Jivaro sur les têtes coupées. On appelle cela «*libre adaptation*». Il est vrai que, selon une déplorable habitude, le film de trois heures dix minutes représente en durée la moitié d'un feuilleton de télévision. Mais il y a pire : cette co-production franco-canadienne dont les vicissitudes usent successivement Etienne Périer et Jacques Demy, avant que Philippe de Broca n'en reprenne le tournage, s'est voulue, dénaturant ainsi les œuvres de Maurice Denz, un nouvel *Autant en emporte le vent*, en Louisiane, de 1830 à 1866. D'où le caractère excessif prêt à l'éthérée, Virginia, la «*dame de Bagatelle*» et un effondrement de l'histoire dans le mélodrame décalé. L'entreprise a nécessité un gros budget. A l'écran elle paraît, sinon pauvre, du moins faussement riche par son clinquant. Là où il devrait y avoir foule, on compte les figurants. Les décors naturels servent à des chromos sudistes aux accents de *Dixie*. Les images ne sont pas mal éclairées mais la mise en scène s'en tient au roman-photo. Margot Kidder, mal doublée en français, joue de façon prétentieuse le rôle de Virginia jeune fille. L'actrice est meilleure lorsque Virginia atteint l'âge mûr, Y-a-t-il

moins de coupures dans cette partition ?

On cherche en vain le «*prestige international*» annoncé pour ce film-croûton, pourtant traversé par un acteur au jeu nuancé, très fort : Ian Charleson, interprète de Clarendon, le régisseur.

JACQUES SICLER.
★ Voir les films nouveaux.

Théâtre

MARIONNETTES A CHAILLOT

La poursuite du rien

Pour le nouveau spectacle de marionnettes de Chaillot, il était une fois, il n'est plus, c'est encore une métamorphose de castelet. Cette fois-ci, une route en spirale (des cylindres emboîtés) monte vers le dais d'un ciel d'azur, devant lequel flotte l'énorme tête barbe d'un derviche goguenard. Nous sommes dans l'univers des contes turcs.

Soit l'histoire, valable pour tous pays, tous folklores confondus d'un gamin naïf, ici Keloglan, qui fait son éducation de la vie. C'est une suite de rencontres avec les soldats, la sorcière, l'aigle, mais aussi le débridement d'un imaginaire fou et drôle, où les sourds entendent, où les aveugles voient, où l'on chasse l'invisible, où l'on voyage sans fin à la poursuite du rien.

C'est surtout, pour le spectateur, un émerveillement continué devant les délicates créations de Karina Chérès, mises en scène par Isil Kasapoglu : à fils ou à gaine, elles s'ornent de mille détails raffinés de laque, de coquillages, de soie, de pierreries. Mais le tourbillon de leurs aventures les emporte si vite qu'on ne perçoit que quelques éclats de tant de minuscules trésors : juste assez pour rêver.

B. R.
★ Chaillot, Grand Foyer, jusqu'au 17 mars, matinée à 14 h 30. Renseignements : 505-14-50 (poste 251).

IRCAM
mercredi 1^{er} février G.M.E.B.
18 h 30 - rencontre avec les musiciens
20 h 30 - concert
œuvres de BODIN - BARRIÈRE
BOESWILLWALD - CLOZIER
vendredi 3 février 20 h 30
CONCOURS INTERNATIONAL DE BOURGES
Les lauréats du 11^e concours
Espace de Projection - Loc. 278.79.95

MEL BROOKS & ANNE BANCROFT
TO BE OR NOT TO BE
BROOKS FILMS PRÉSENTE MEL BROOKS-ANNE BANCROFT - "TO BE OR NOT TO BE"
TIM BRADSHAW - CHARLES DUNNING - JOSE FERRELL - JOHN JACOBSON - THOMAS ALFAN - HENRY GRAMANN
"HOWARD JEFFREY" - MEL BROOKS - ALAN JOHNSON
BROOKS FILMS PRÉSENTE MEL BROOKS-ANNE BANCROFT - "TO BE OR NOT TO BE"
TIM BRADSHAW - CHARLES DUNNING - JOSE FERRELL - JOHN JACOBSON - THOMAS ALFAN - HENRY GRAMANN
"HOWARD JEFFREY" - MEL BROOKS - ALAN JOHNSON

هكذا من الأصل

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Controverse entre la Haute Autorité et le Gouvernement

(Suite de la première page.)

Les chaînes devraient, outre la majorité du capital de la régie, un « droit de regard absolu sur l'affectation de tel ou tel créneau horaire sur le canal qu'elles occupent prioritairement ». Une « commission d'accès », nommée par le gouvernement, serait instituée pour « éviter les risques de dérive de la communication de service et institutionnelle vers des initiatives de nature publicitaire plus ou moins déguisées ».

La Haute Autorité, consultée, ne l'emend pas de cette orléane et a fait part de ses réserves - pour ne pas dire plus - dans une note érudite et argumentée, notamment sur le plan juridique. Il en ressort en particulier :

- 1) Que la future régie ne devrait pas être à ses yeux une société ayant une concession de service public (article 79 de la loi, mais un organisme créé « par les sociétés et établissements publics pour la gestion des services communs » (article 76), ce qui exclut en particulier Canal-Plus de son capital. Son fonctionnement devrait être le plus léger possible pour ne pas augmenter encore les frais de gestion de l'audiovisuel public.
- 2) Que la « commission d'accès et de déontologie » devrait être placée sous l'autorité des « neuf sages » et non en dehors d'eux, la solution gouvernementale, estimant-ils, « portant en germe un risque de fissure au sein du secteur audiovisuel, menaçant à la fois les missions dévolues à la Haute Autorité et l'unicité du contrôle déontologique des activités de programmation sur les antennes de service public ».
- 3) Que la Haute Autorité met en doute l'évaluation gouvernementale d'un « rendement attendu » de l'ordre de 500 millions de francs, compte tenu notamment de l'existence pour le moment, à la quatrième chaîne, de la télévision payante, en outre, que la RFE pourrait porter préjudice aux chaînes - et en particulier à FR3, dont la régionalisation des programmes se heurte à de difficiles problèmes financiers - le projet gouvernemental visant à donner à la RFE la gestion de tout programme qui ne soit pas des émissions propres aux chaînes ou des messages publicitaires classiques.

Ainsi, derrière la querelle juridique des articles de loi se dessine une controverse, politique celle-ci, sur le service public lui-même. Face à un gouvernement qui pense - et qui dit - que les chaînes publiques sont mal gérées, et qui pourrait être tenté de

déstabiliser le système en le contournant, on trouve une Haute Autorité soucieuse de la défense du secteur public de l'audiovisuel et désireuse de lui donner un maximum de moyens.

Mais la bataille porte aussi sur l'étendue des pouvoirs de cette Haute Autorité (comme c'est aussi le cas pour le câble). Dans le projet

gouvernemental, bien des émissions pourraient échapper à son contrôle, notamment celles produites par le gouvernement et les administrations, ce qu'on appelle la « communication gouvernementale ». Les neuf sages ne sont pas décidés à accepter, dix-huit mois après leur nomination, une limitation de leur rôle qui pourrait affaiblir l'image d'indépendance qu'ils s'efforcent, petit à petit, de donner d'eux-mêmes et des chaînes publiques.

L'opposition de la Haute Autorité au projet explicite en partie le retard dans sa mise au point, alors qu'on estime, son secrétaire d'Etat, être prêt pour expérimenter la régie. On y rappelle, notamment, que l'efficacité de la nouvelle société nécessite une distance par rapport aux chaînes, ce qui permet aussi de différencier nettement les programmes de la communication sociale. Une décision interministérielle sera nécessaire pour la création et la mise en orbite de la nouvelle société.

YVES AGNES.

Grève à Radio-Belfort. - Les animateurs de Radio-Belfort, radio décentralisée de Radio-France, en grève le 30 janvier, ont reconduit leur mouvement le 31 janvier à l'appel de la CFDT et du Syndicat unifié des personnels artistiques de radiotélévision (SUPART). Ce mouvement est motivé par le refus du directeur de la station de renégocier le contrat de certains animateurs, dont le temps de passage à l'antenne a été réduit par une nouvelle grille de programmation. Un programme minimum est assuré.

M. Roussellet, président de Canal-Plus. - Le conseil d'administration de Canal-Plus, la quatrième chaîne de télévision payante, s'est réuni pour la première fois le 30 janvier. Il a élu à sa présidence M. André Roussellet, président d'Havas.

Débuts de la publicité régionale à FR 3-Aquitaine. - La station FR 3-Aquitaine a diffusé, lundi 30 janvier, ses premiers messages de publicité. La station bordelaise emboîte ainsi le pas à celle du Nord-Pas-de-Calais, qui avait commencé au mois de janvier (le Monde du 9 décembre 1983). Dans une lettre adressée aux syndicats patronaux de la presse, M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a rappelé que l'expérience de publicité conduite sur deux ans se faisait en concertation étroite avec la presse régionale.

PETIT CON (Fr.) : Gannont Halle, 1^{er} (297-49-70) ; Gannont Richelieu, 2^e (235-56-70) ; Quintette, 3^e (633-79-38) ; Colisée, 4^e (339-39-46) ; Saint-Lazare, 5^e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 6^e (723-69-23) ; Fraga, 7^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 8^e (320-12-06) ; Gannont Convention, 9^e (828-42-27) ; Mitrail, 10^e (539-52-43) ; FILM St-Jacques, 11^e (300-68-42) ; Montparnasse Bienville, 12^e (544-25-03) ; Mayfair, 13^e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 14^e (522-46-01) ; Gannont Gambetta, 15^e (636-10-96).

QUAND FAUT-Y ALLER, FAUT-Y ALLER (A. v.l.) : Arcades, 2^e (233-54-58).

RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALEHEUR (Fr.) : Gannont Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Gannont Richelieu, 3^e (723-60-33) ; Bretagne, 4^e (222-57-97) ; U.G.C. Biarritz, 5^e (770-33-88) ; Paris, 6^e (339-53-99) ; U.G.C. Gare de Lyon, 7^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelin, 8^e (336-23-44) ; Gannont Sud, 9^e (327-84-50) ; Gannont Montparnasse, 10^e (320-12-06) ; Gannont Convention, 11^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 12^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 13^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 14^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 15^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 16^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 17^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 18^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 19^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 20^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 21^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 22^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 23^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 24^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 25^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 26^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 27^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 28^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 29^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 30^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 31^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 32^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 33^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 34^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 35^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 36^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 37^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 38^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 39^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 40^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 41^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 42^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 43^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 44^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 45^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 46^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 47^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 48^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 49^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 50^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 51^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 52^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 53^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 54^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 55^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 56^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 57^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 58^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 59^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 60^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 61^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 62^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 63^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 64^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 65^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 66^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 67^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 68^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 69^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 70^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 71^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 72^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 73^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 74^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 75^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 76^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 77^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 78^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 79^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 80^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 81^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 82^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 83^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 84^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 85^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 86^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 87^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 88^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 89^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 90^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 91^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 92^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 93^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 94^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 95^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 96^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 97^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 98^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 99^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 100^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 101^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 102^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 103^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 104^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 105^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 106^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 107^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 108^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 109^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 110^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 111^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 112^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 113^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 114^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 115^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 116^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 117^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 118^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 119^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 120^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 121^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 122^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 123^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 124^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 125^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 126^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 127^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 128^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 129^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 130^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 131^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 132^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 133^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 134^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 135^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 136^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 137^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 138^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 139^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 140^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 141^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 142^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 143^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 144^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 145^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 146^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 147^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 148^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 149^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 150^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 151^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 152^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 153^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 154^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 155^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 156^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 157^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 158^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 159^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 160^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 161^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 162^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 163^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 164^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 165^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 166^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 167^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 168^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 169^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 170^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 171^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 172^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 173^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 174^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 175^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 176^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 177^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 178^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 179^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 180^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 181^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 182^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 183^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 184^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 185^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 186^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 187^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 188^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 189^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 190^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 191^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 192^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 193^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 194^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 195^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 196^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 197^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 198^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 199^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 200^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 201^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 202^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 203^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 204^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 205^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 206^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 207^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 208^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 209^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 210^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 211^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 212^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 213^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 214^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 215^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 216^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 217^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 218^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 219^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 220^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 221^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 222^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 223^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 224^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 225^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 226^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 227^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 228^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 229^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 230^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 231^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 232^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 233^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 234^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 235^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 236^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 237^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 238^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 239^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 240^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 241^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 242^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 243^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 244^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 245^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 246^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 247^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 248^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 249^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 250^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 251^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 252^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 253^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 254^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 255^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 256^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 257^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 258^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 259^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 260^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 261^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 262^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 263^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 264^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 265^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 266^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 267^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 268^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 269^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 270^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 271^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 272^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 273^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 274^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 275^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 276^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 277^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 278^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 279^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 280^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 281^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 282^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 283^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 284^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 285^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 286^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 287^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 288^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 289^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 290^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 291^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 292^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 293^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 294^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 295^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 296^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 297^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 298^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 299^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 300^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 301^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 302^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 303^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 304^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 305^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 306^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 307^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 308^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 309^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 310^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 311^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 312^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 313^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 314^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 315^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 316^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 317^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 318^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 319^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 320^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 321^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 322^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 323^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 324^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 325^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 326^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 327^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 328^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 329^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 330^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 331^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 332^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 333^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 334^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 335^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 336^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 337^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 338^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 339^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 340^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 341^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 342^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 343^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 344^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 345^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 346^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 347^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 348^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 349^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 350^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 351^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 352^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 353^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 354^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 355^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 356^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 357^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 358^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 359^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 360^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 361^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 362^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 363^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 364^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 365^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 366^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 367^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 368^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 369^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 370^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 371^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 372^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 373^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 374^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 375^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 376^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 377^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 378^e (575-79-79) ; Gannont Convention, 379^e (5

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 31 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Politiques** : Edmond Maire. M. Edmond Maire répond aux questions de quatre journalistes : M. Tardieu (Le Nouvel Economiste) ; P. Gallard (Ouvrier-France) ; G. Wasserman (Révolution) et notre collaborateur A. Lebaube.
- 21 h 35 **Les grandes expositions** : Raphaël et l'art français. de J. Plessis. Premier volet. Aux sources de Raphaël. Ses dessins, ses toiles, ses fresques sur des commentaires de S. Beguin, conservateur en chef du département des peintures.
- 22 h 5 **Café-théâtre** : Apocalypses na. D'Eric Assous, mise en scène P. Jacob, réal. B. Deflandre, avec M. Cremade, N. Bessonnet. Une satire de la guerre, jouée par un trio hétéroclite qui se métamorphose en une vingtaine de personnages.
- 23 h 20 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

PROFIL HATIER

BACS : MODE D'EMPLOI

- les 26 bacs de A à Z
- 2^{ème}, 1^{re} terminale
- quelle orientation ?
- réussir le "bac français"
- s'organiser, réviser.

28F

- 20 h 40 **Cinéma** : El Dorado. Film américain de H. Hawks (1967), avec J. Wayne, R. Mitchum, J. Caan, M. Carey, C. Holt, R.-G. Armstrong (Réd.).
- Un *théâtre alcaïque*, un *aventurier hard-boiled* et un *jeune homme qui joue du couteau*, mais ne sait pas se servir d'un fusil, luttent contre des *lunards* dans une ville de l'Ouest. Les situations et les personnages rappellent Rio Bravo, mais Hawks a refait ce western en apportant beaucoup d'humour aux scènes d'action. Le film est drôle, optimiste, avec des héros et des héroïnes pisto-lesques.

- 22 h 45 **Concours 1983** : chefs-d'œuvre en péril. de P. Lagarde. Une série de reportages sur les tourments du concours « Chef-d'œuvre en péril ».
- 23 h 30 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cinéma** : Le Grand National. Film américain de C. Brown (1944), avec E. Taylor, D. Crisp, A. Revere, M. Rooney, A. Lansbury. Une famille anglaise du Sussex recueille un ancien jockey. Il aide la fille (toute jeune) de la maison à entraîner un cheval pour une course hippique. « Le Grand National » est un film pour enfants et familles dans la tradition de la MGM de l'époque. Elisabeth Taylor, âgée de douze ans, y est la partenaire de Mickey Rooney, qui a toujours l'air d'un adolescent.
- 22 h 35 **Journal**.
- 22 h 55 **Parole de régions**. Ambitions, projets, de FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne. Toujours sur le thème de la montagne, l'envers du décor, la vie d'une station, les métiers, les conditions de travail.
- 23 h 5 **Prélude à la nuit**. Stabat Mater Dolores, de Palestrina, par le groupe vocal de France, dir. M. Tranchesi.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 **Forfaitures**, film de M. L'Herbier (avec L. Delamar, E. Francis, S. Bataille, M. Sologne, V. France...). Les obituaires ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 23 janvier, à Saint-Jean-de-Monts (Vendée).
- 18 h 39 **Court-métrage** : Voies aériennes.
- 18 h 55 **Gil et Julie**.
- 19 h **Informations**.
- 19 h 35 **Fortune**.
- 19 h 50 **Le tour du monde en quatre-vingts jours**.

FRANCE-CULTURE

- 20 h **Dialogues** : Roman, histoire, psychanalyse : une histoire de famille, avec E. Rousselle et R. Camus.
- 21 h 15 **Les musiciens français contemporains** : Jean-Jacques Werner.
- 22 h 30 **Nuits magiques** : la permission de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** : (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Don Juan, poème symphonique de R. Strauss ; Concerto pour flûte, cordes et cymbales, de M. Ravel ; Symphonie n° 1, de J. Brahms, par l'Orchestre symphonique de Berlin, direction H.-P. Frank.
- 22 h 30 **Fréquence de nuit** : Händel, Händel ; à 23 h 10, Jazz-club (en direct de « Météo »).

Mercredi 1^{er} février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13 h **Journal**.
- 13 h 35 **Un métrier pour demain**. Photographie.
- 13 h 50 **Alphaville**. Un patchwork de petits sujets qui vont du gruyère au saumon en passant par des dessins animés aux jeux vidéo. A 13 h 40. Peinture fraîche propose un reportage sur Cuco, Cuco, le peintre des chiens, de l'herbe, découvert par des enfants au milieu d'un feuillet végétal : un vrai jeu de piste.
- 16 h 40 **Jouer le jeu de la santé**.
- 16 h 45 **Temps X**.
- 17 h 40 **Les infos**.
- 17 h 55 **Jack spot**.
- 18 h 15 **Le village dans les nuages**.
- 18 h 40 **Variéscope**.
- 18 h 55 **7 heures moins cinq**.
- 19 h **Météo première**.
- 19 h 40 **Les petits drôles**.
- 19 h 55 **Tirage de la loterie nationale**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 30 **Tirage du loto**.
- 20 h 35 **Feuilleton** : Dallas. Coup bas, coup de pied, la « famille » Ewing se déchire allégrement.
- 21 h 25 **Sega**. Magazine des sciences, de M. Tréguer. Le magazine de Michel Tréguer prend un nouveau visage, il change d'horaires et de durée, s'ouvre à tout le champ de la connaissance - des connaissances - de leurs histoires, applications, rétrospectives ; utilise, si besoin est, mais en scène et médiatisées, une émission à séquences et à facettes qui parle de choses réputées difficiles de manière imaginative.
- 22 h 55 **Les grandes expositions** : Raphaël et l'art français. Deuxième partie par J. Plessis. L'influence de Raphaël aux dix-huitième et dix-neuvième siècles.
- 23 h 20 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13 h 35 **Feuilleton** : Les amours romantiques.
- 13 h 50 **Les carnets de l'aventure**. Ponape, le volcanisme en plein Pacifique.
- 14 h 25 **Dessins animés**.
- 14 h 30 **Récor A 2**.
- 17 h 25 **Platine 45**. Avec Ertha Kiri, Armand Duchien, Frankie Goes To Hollywood, Mathilde Santing, Eurythmics.
- 18 **Diversité** : On fera mieux la pro- chaine fois.
- 18 h 30 **C'est la vie**.
- 18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Série Aéroport** : Le ciel et le feu. Proposé par la communauté des télévisions francophones et la télévision suisse romande. Scénario D. Gouverneur, réal. R. Burckhardt. quatre long-courriers sur un désert de la Jordanie. L'opération vise à forcer l'attention du monde sur le drame qui représente pour un peuple son exclusion de la scène politique. Les cent cinquante occupants du DC-8 se trouvent brusquement confrontés aux fedayin. Après une semaine, quelques images disséminées découvrent les réalités de cette guerre. Le scénario de ce film est fondé sur les témoignages recueillis auprès des acteurs de cette aventure.
- 21 h 55 **Cinéma-cinéma**. Magazine de M. Boujitt, A. Androu et Cl. Ventura. Pour la première fois, l'équipe de Cinéma-cinéma consacre une émission entière à un cinéaste, à l'occasion de la sortie prochaine à Paris de cinq films d'Alfred Hitchcock. On fait confiance, ce magazine est toujours un plaisir à lire.
- 22 h 55 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h **Télévision régionale**. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 **Dessin animé** : Inspecteur Gadget.
- 20 h 5 **Les jeux**.
- 20 h 35 **Portrait** : Elia Kazan, outsider. D'A. Tregot et M. Ciment.

Sélectionné au Festival international du film, section « Un certain regard », en 1982. Dirigé par Anne Truong et photographié par Michel Brault, Elia Kazan a été élu sur une période de trois semaines à New-York, à Long-Island et dans le Connecticut. Le réalisateur découvre avec Michel Ciment des divers étages de sa carrière, de son engagement politique et de ce qu'on représente pour lui ses deux épouses, Molly d'abord, puis Barbara Loden, tour à tour comédienne et cinéaste. Par ailleurs grandeur nature d'un homme toujours passionné.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 **Dans les mains du magicien**.
- 17 h 12 **Belle et Sébastien** (dessin animé).
- 18 h 5 **Renart** (d'après le Roman de Renart).
- 18 h 30 **Vie régionale**.
- 18 h 55 **Gil et Julie**.
- 19 h **Informations**.
- 19 h 35 **Fortune**.
- 19 h 50 **Le tour du monde en quatre-vingts jours**.

FRANCE-CULTURE

- 9 h 7 **Mathématiques des sciences et des techniques**.
- 10 h 45 **Le livre**, ouverture sur la vie.
- 11 h 2 **Musique** : la belle œuvre ; Elektra, de R. Strauss (et à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
- 12 h 5 **Agora**.
- 12 h 45 **Panorama**.
- 14 h **Sans**.
- 14 h 5 **Un livre**, des voix : Histoire d'enfants, de P. Handke.
- 14 h 47 **L'école des parents et des éducateurs** : La politique expliquée aux enfants.
- 15 h 2 **Les après-midi de France-Culture** : Têtes cherchées à Villeneuve ; à 15 h 35, les cosmologies ; à 16 h 10, science-hédo ; à 16 h 20, science à l'infini ; à 17 h, raison d'être.
- 18 h 30 **Feuilleton** : les Ethiopiennes.
- 19 h 25 **Jazz à l'ancienne**.
- 19 h 30 **Perspectives scientifiques** : linguistiques fascinantes.
- 20 h **La belle œuvre** : Elektra, de R. Strauss.
- 22 h 30 **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

- 8 h 12 **Magazine**.
- 9 h 5 **D'une oreille l'autre** : Œuvres de Sibelius, Janacek, Gibbons, Carissimi, Haydn.
- 12 h 35 **Jazz** : Les aventures de Sydney Bechet.
- 13 h **Opérette magazine**.
- 13 h 30 **Jazz** : Œuvres de d'Anglebert, Froberger, Forqueray, par I. Piveteau (clavessin).
- 14 h 4 **Microcosmos** : Rubriques habituelles.
- 17 h 7 **Histoire de la musique**.
- 18 h **L'imprévu**.
- 19 h 5 **Concert** : Œuvres de Leclair, Rameau, Roussel, Vivaldi, par l'Orchestre de chambre de Bernard Thomas.
- 20 h **Les chants de la terre**.
- 20 h 30 **Concert** : Musique pour violon et orchestre, « Lio- bezbauber », musique pour orchestre de Stephan par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. H. Zender, sol. H. Maier, D. Fischer-Dieskau.
- 21 h 30 **Cycle acoustique**.
- 22 h 30 **Fréquence de nuit** : La musique et le corps.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 31 JANVIER

M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file du CERES, est invité à un spécial « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. Pierre CORNUT-GENTILE et M^{me}, née Sylvie GASTON-BRETON, Dorothea, sont heureux d'annoncer la naissance de

Aurélien.

Paris, le 24 janvier 1984.

Le docteur Étienne LABEYRIE et M^{me}, née Hélène HUMBERT, Sabine, Hadrien et Marc-Antoine, ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul-Émile,

le 19 janvier 1984.

25, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Pantagru, Airo-sur-l'Adour.

Décès

M. Pierre BOUTIN, né Suzanne Chabouat, survenu à Paris le 18 janvier 1984 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 23 janvier, à Saint-Jean-de-Monts (Vendée).

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Albert-Sorel, 75014 Paris. 29, avenue Paul-Adam, 75017 Paris. 21, rue Valserra, 05100 Gap.

La société SODAME (filiale du groupe Thomson-Brandt) s'associe à la douleur de la famille et des amis de

M. Guy FAVIER de LACHOMETTE, décédé le 23 janvier 1984.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

M. Favier de Lachomette était cofondateur de la SODAME et y a exercé pendant un temps les fonctions de président-directeur général.

On nous prie d'annoncer le décès du

baron PÉRIER de FÉRAL de SCHWARZ, comte général de France, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de la valeur militaire, chevalier de l'Ordre souverain de Malte,

survenu, le 29 janvier 1984, à l'âge de quarante-neuf ans, à Oran (Algérie).

La messe d'inhumation sera célébrée le mercredi 1^{er} février 1984, à 11 h 30, en l'église de Parfou-sur-Odon (Calvados).

De la part de La baronne Périer de Féral de Schwarz et ses enfants Aude et Laure, La baronne Périer de Féral de Schwarz, née Parfou, La comtesse René du Laz, La comtesse Germaine Périer de Féral de Schwarz, Le baron et la baronne Bertrand Périer de Féral de Schwarz, La comtesse et la comtesse Jean d'Aigues, La comtesse Bertrand de Pontal, La comtesse et la comtesse Henry du Laz, La comtesse et la comtesse Olivier du Laz, La comtesse et la comtesse Geoffroy du Laz, Le baron et la baronne de Lager, P.F. Lemerre, Villers-Bocage. Tél. : (16-31) 77-01-16 - 77-10-10.

M^{me} Jean Goubert, Pascale et Laurence Goubert, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GOUBERT, docteur en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, ancien secrétaire général du Conseil de Paris,

leur époux et grand-père, survenu, le 27 janvier 1984, dans sa soixante-quatrième année, à Nogent-sur-Marne.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} février 1984, à 15 h 30, en l'église Saint-Saturnin de Nogent-sur-Marne, 132, Grande-Rue, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Perceux-sur-Marne dans l'intimité familiale.

On y associera le souvenir de son fils,

André, décédé il y a quatorze ans.

16, avenue Duverroir, 94130 Nogent-sur-Marne.

M. Jean Goubert était entré en 1934 à la police de la Seine comme détective à la direction générale des affaires financières. En 1945, il entre au ministère des Finances. De 1955 à 1970 il dirige le cabinet du rapporteur général du budget de la ville, successivement M. Giscard d'Estaing et M. de La Mitraille. En 1970 il est nommé secrétaire général du Conseil de Paris jusqu'à sa retraite en 1974.

M. et M^{me} René Adida, M. et M^{me} Claude Barbier, M. et M^{me} Jacques Jarrin et leur fils, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Elie KALFON, survenu à Nice, le 29 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le 1^{er} février 1984, à 14 h 30, au cimetière de Ris-Orangis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Denis Keen, Peter, François et Michel Keen, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Winifred KEEN, survenu, le 24 janvier 1984, à Brighton (Angleterre).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 27 janvier 1984.

Sœur Martin, dominicaine des pauvres, Christine de Larminat, M. et M^{me} Guy de Larminat et leurs enfants, M. et M^{me} Hubert de Larminat et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès

Père Renaud DE LARMINAT, survenu le 29 janvier 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 2 février 1984, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Pierre Orbeck, le professeur et M^{me} Jean Labetzi, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Pierre Kaplan et son fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques LUBETZKI, née André-Jeanne Levy, survenu, le 27 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Georges Marianne, son époux, Jacques, Daniel et Thérèse, son fils et belle-fille, Astrid et Xavier, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges MARIANNE, née Marie Moyne, survenu, le 28 janvier 1984, au Lamentin (Guadeloupe).

Les obsèques ont eu lieu le 29 janvier 1984.

Monnier 97 129, Lamentin (Guadeloupe).

Annie Zwoboda a le chagrin d'annoncer la mort de

Jacques MODIANO, son frère.

L'enterrement a eu lieu à Bouillay-les-Deux-Églises, dans la plus stricte intimité.

M^{me} Laurence Réillot a la douleur de faire part du décès de son

M^{me} Anne André RÉILLLOT, née Christiane Gagne, survenu dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Notre ami, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prie de joindre leur envoi de texte aux dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

En ce cinquante anniversaire de sa disparition accidentelle, une pensée d'affection et de souvenir est adressée à tous ceux qui ont connu et aimé la bonté et la gentillesse de

Marianne Anne VILLOUREUX, née Bureau.

M. et M^{me} Serge Witte, M. et M^{me} Jacques Witte, M. et M^{me} Alain Montrobert, Ses parents, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne WITTE-MONTROBERT, le 29 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 2 février 1984, à 11 h 30, au cimetière d'Achères-la-Forêt (Seine-et-Marne).

Roblot S. A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT ! une 505 TURBO ! INJECTION ! une 604 GT !

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix - le bon service

NEUBAUER M. GERARD 821.60.21

PLUS VITE, MOINS CHER ! en location immédiate

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 1^{er} février 1984, à 15 h 30, en l'église Saint-Saturnin de Nogent-sur-Marne, 132, Grande-Rue, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Perceux-sur-Marne dans l'intimité familiale.

On y associera le souvenir de son fils,

André, décédé il y a quatorze ans.

M. Claude RIDET, son époux, M. et M^{me} Bernard Ridet et leurs enfants, M. et M^{me} Dominique Ridet, M. et M^{me} Marc de Montalambert, d'Esclat et leurs enfants, ses enfants, M. et M^{me} Demoussier et leur fille, M. et M^{me} Jean-Jacques Boissac et leur fille, ses sœur et neveu, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claude RIDET, née Monique Candrea, survenu en son domicile, le 30 janvier 1984, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 2 février 1984, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour

Edmond RODRIGUES, Il nous a quitté le 22 janvier 1984 de sa maison d'Aups et a été inhumé comme il le souhaitait.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'Église 33630 Aups, 81, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

M. et M^{me} Jean-Louis Signorino, M. et M^{me} Jean-François Signorino, ses enfants, M. Bernard Signorino, M. Pierre Bluet, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Jean-Louis Thauvin, Les familles Bluet, Coindrea, Berthelmy et Carbeland, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis SIGNORINO, directeur général de la Société française d'assurances pour favoriser le crédit (SFAFC) jusqu'en 1970, administrateur depuis 1958, survenu, le 20 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Le service religieux, suivi de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans le square de famille, a eu lieu le 27 janvier 1984 dans l'intimité familiale.

20, avenue Yves-de-Manoir, 75017 Paris.

22, rue de Lourmel, 75015 Paris.

(Ingénieur des travaux publics, Louis Signorino avait été directeur de la production (1945-1958) puis administrateur de la Société française d'assurances pour favoriser le crédit, avant d'occuper le poste de directeur général, en 1958. Il était également administrateur de la Caisse franco-italienne de développement et de LOCA-PME.)

M. et M^{me} Serge Witte, M. et M^{me} Jacques Witte, M. et M^{me} Alain Montrobert, Ses parents, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne WITTE-MONTROBERT, le 29 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 2 février 1984, à 11 h 30, au cimetière d'Achères-la-Forêt (Seine-et-Marne).

En ce cinquante anniversaire de sa disparition accidentelle, une pensée d'affection et de souvenir est adressée à tous ceux qui ont connu et aimé la bonté et la gentillesse de

Marianne Anne VILLOUREUX, née Bureau.

M. et M^{me} Serge Witte, M. et M^{me} Jacques Witte, M. et M^{me} Alain Montrobert, Ses parents, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne WITTE-MONTROBERT, le 29 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 2 février 1984, à 11 h 30, au cimetière d'Achères-la-Forêt (Seine-et-Marne).

Roblot S. A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT ! une 505 TURBO ! INJECTION ! une 604 GT !

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de

صكنا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le gsm	Le gsm T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44
IMMOBILIER	25,00	29,65
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,60

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le gsm/col.	Le gsm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur de production agro-alimentaire

240.000 F

Notre client est un des premiers groupes agro-alimentaires français. Nous recherchons le Directeur de Production d'une de ses filiales (11 milliards de C.A.). Rendant compte au Directeur de la Société, cet homme est chargé de diriger, d'organiser et de gérer l'ensemble de l'outil industriel de l'entreprise (+ de 200 personnes). Agé de 30 ans minimum, il possède une bonne formation technique, une expérience et des compétences confirmées en matière de fabrication, gestion de production dans l'agro-alimentaire. L'importance et le dynamisme du groupe offrent des perspectives de carrière particulièrement intéressantes pour un homme compétent, dynamique et capable de communiquer à tous les niveaux de direction. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est assurée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 711241 à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

MAIRIE DE GOUSSAINVILLE (VAL-D'OISE) recrute

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Libre immédiatement.
Expérience souhaitée.
Connaissances en droit public indispensables.
Adresser C.V. à Madame le Maire
Mairie de GOUSSAINVILLE 95190.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiité » ou d'une agence.

SOLVING

Management Consultants

recherche

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

pour les associer à ses missions dans les groupes européens :

- étude des stratégies de développement
- organisation générale des structures
- amélioration de la performance des fonctions R & D, commerciales, logistiques, administratives.

Nous souhaitons rencontrer :

des ingénieurs (X, Centrale, Mines, Télécom...), HEC, MBA, MS, Ph D... dont la formation initiale est valorisée par :

- une personnalité de tout premier plan :
- un profil d'organisateur,
- grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement,
- une expérience professionnelle réussie.

pour les seniors consultants :

au moins 7 à 8 ans d'expérience concrète :
participation à des projets majeurs ;
aptitudes et autonomie de DIRECTEUR.

pour les consultants :

une première expérience industrielle ou commerciale.

Les missions que nous confierons à ces candidats de valeur, ambitieux et motivés, leur ouvriront de grandes possibilités de développement.
Il est également recherché des candidats de nationalité anglaise, italienne, espagnole, allemande, néerlandaise.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à : **SOLVING Management Consultants**
2, avenue de Messine, 75008 Paris.

260.000
+ Intéressement aux résultats

Directeur d'agence

- Vous avez l'expérience de la gestion immobilière
- Vous êtes domicilié à Strasbourg ou vous aimeriez vivre dans cette ville
- Vous êtes né gagnant
- Vous aimez relever les défis
- Vous aimeriez prendre en main une entreprise, comme s'il s'agissait de la vôtre
- Vous souhaitez que votre carrière soit à la mesure de votre envergure

Vous nous intéressez.
Important Administrateur de Biens, nous souhaitons en effet accueillir, pour notre agence d'Alsace, un candidat dont le profil est celui d'un généraliste, d'un Chef d'Entreprise (formation Sup de Co, ESSEC... de préférence).
Adresser lettre mot. et CV sous réf. 3623 à notre Conseil

ID IMPACT DEVELOPEMENT
Monceau Commercial Building
38 rue de Lisbonne 75008 Paris

L'A.N.T.
Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'origine immigrée
Recrute (M. F.)
LE DIRECTEUR
D'UN CENTRE INTÉGRÉ
DE FORMATION,
D'ACCUEIL
ET D'ANIMATION
CULTURELLE

Missions :

- animation et direction technique générale,
- animation d'une équipe pédagogique,
- conception d'une politique générale de formation professionnelle, d'habilitation et d'actions innovantes, notamment dans le domaine culturel et interculturel,
- responsabilité d'animation et de gestion du personnel,
- insertion du centre dans le contexte régional et local.

Formation et expériences demandées :

- diplôme universitaire ou DEA + expérience de gestion, de formation, d'animation de 5 ans minimum.

Rémunération annuelle :
- en fonction des fonctions.

Localisation du poste :
Marseille.
28 km de Bédarride.

La pratique des relations avec le public originaire des DOM-TOM est un atout.

Adresser C.V. détaillé et lettre de motivation manuscrite au service du personnel de l'A.N.T.,
8, rue de Bédarride,
75004 PARIS.

Région Ile de France, société classée parmi les meilleurs performeurs français, filiale d'un grand groupe international recherche

DIRECTEUR FINANCIER

30-35 ans, il a une expérience confirmée en matière de :

- comptabilité générale et analytique, française et américaine,
- budget et reporting,
- management informatique.

Il maîtrise bien la langue anglaise. Dépendant directement de la direction générale ce poste offre d'importants développements.

Rémunération attractive liée à la fonction et à l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. manuscrit + photo s / réf. 10450 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Une nouvelle "génération" pour votre carrière : la création d'une direction technique

Audilex Produits

Filiale d'un groupe important, AUDILEX Produits, société de services et de conseils en informatique, recherche pour participer à son évolution actuelle, un informaticien d'expérience (7 à 8 ans) qui connaisse bien notre activité : le développement des logiciels pour matériel IBM 36 et 38.

En collaboration avec le Directeur Général, il définira les modalités de fonctionnement du poste de Directeur Technique à créer et qui deviendra le second de l'organigramme.

Il sera l'initiateur des solutions techniques adéquates traduites en termes de moyens et de délais, le point d'appui de nos commerciaux dont il validera, au plan technique, les propositions commerciales et l'animateur d'une équipe de 20 personnes qui devrait rapidement augmenter.

Des perspectives de développement peuvent être offertes à moyen terme au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à : **AUDILEX PRODUITS, 123, rue du Château**
92100 BOULOGNE.

Audilex Conseils, applications, ingénierie en informatique.

M. J. D'ACHÈRES (78)
UN DIRECTEUR ANIMATEUR

Exp. et formation à l'animation en entreprise. Envoyer C.V. à
M. R. SIMON, 51, rue de St-Germain, 78260 ACHÈRES.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

DIRECTEUR COMPTABLE

(92) NEUILLY
Groupes d'Agences de Publicité en pleine expansion (+ 60 % par an)
35 personnes - CA : 30 millions - marge brute : 50 %
recherche d'urgence son

FUTUR DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Collaborateur direct du Chef d'Entreprise, il assurera en toute autonomie :

- la supervision de la comptabilité générale et analytique avec deux comptables,
- le suivi de la trésorerie et le contrôle de gestion,
- les déclarations sociales, fiscales et l'établissement du bilan.

Ce poste, qui comporte de réelles perspectives d'avenir, devrait convenir à un jeune praticien de la comptabilité (DECS) possédant une grande souplesse d'esprit, le goût des contacts, des talents d'animateur et désireux d'évoluer avec l'Entreprise.

Très familiers avec l'informatique, il devra, en outre, participer à sa mise en place sur IBM 23.

Si ce poste vous intéresse, envoyez rapidement à notre Conseil une lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous réf. 149/M.

JB SENTIS CONSULTANTS
6, rue Saulnier 75009 PARIS

VOITURES NOUVELLES
TALBOT
le bon service
TOUJOURS
21.600.00



emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

A la conquête de l'Amérique pour vendre des matériaux nobles U.S.A.



Nous sommes une entreprise moyenne française performante et internationalement connue car nous avons toujours eu une activité exportatrice. L'augmentation de nos ventes en Amérique du Nord depuis 3 ans et les perspectives du marché américain nous amènent à créer une implantation aux U.S.A.

L'homme que nous recherchons commercialisera une panoplie de produits européens de haut de gamme destinés à l'industrie du second œuvre du bâtiment (maître).

Il sera investi d'une double mission :

- animer et développer un réseau de grossistes,
- promouvoir des produits exclusifs auprès des architectes et prescripteurs du bâtiment.

Après s'être imprégné pendant quelques mois de notre métier et de l'esprit-maison, il partira pour les U.S.A. où il sera basé.

Sout au départ, il aura de nombreux déplacements à effectuer dans ce vaste pays. Par la suite, nous envisageons de créer une société de droit américain dont il sera l'animateur. Nous souhaitons confier cette création de poste à un véritable manager, commercial avant tout, ayant impérativement une expérience de plusieurs années de vie et d'affaires aux U.S.A.

Parfaitement bilingue français-anglais, ce pionnier devra être suffisamment autonome pour pouvoir se gérer lui-même et subvenir aux problèmes de la vie de tous les jours d'une petite société. La rémunération, très ouverte, dépendra des compétences présentées. Un intéressement aux résultats est envisagé.

Adressez votre candidature sous la référence 2158/LM à notre Conseil Daniel LANDEAU qui l'étudiera avec une totale discrétion.

HAY Management 50, bd de Paris - 59100 ROUBAIX - Tél. : (20) 73.71.70



DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

SOMMER ALLIBERT

recherche pour sa
DIVISION REVETEMENT

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DE GESTION

de l'Usine de Sedan (1.000 personnes), spécialisée dans la fabrication de revêtements de sols et de murs (textiles et plastiques).

Rattaché au Directeur de l'Usine, son rôle consistera à :

- Elaborer la politique de gestion à appliquer en matière de logistique des produits finis, informatique, contrôle de gestion, comptabilité fournisseurs et services généraux,
- Assurer la mise en œuvre de cette politique et le bon fonctionnement des Services qui lui sont rattachés (150 personnes) dans des conditions d'efficacité et de rentabilité optimales,
- Rechercher toutes améliorations administratives ou logistiques.

Ce poste "clé" de forte responsabilité, impose compétence professionnelle, sens des réalités quotidiennes, rigueur et goût d'entreprendre.

Il sera confié à un ingénieur ayant une formation complémentaire en gestion (I.C.G. ou équivalent) et possédant de solides connaissances en informatique ; une expérience industrielle réussie de 5/7 ans est indispensable.

Le titulaire actuel de ce poste, appelé à d'autres fonctions dans le Groupe, assurera la mise au courant.

Les dossiers de candidature avec C.V. manuscrit et photo sont à adresser sous référence 520 à la
DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES.

20, BD DU PARC 92521 NEUILLY CEDEX - FRANCE



DIRECTEUR D'UNE USINE DE 300 PERSONNES

Nous sommes une PMI, appartenant à un groupe multinational, fabricant et commercialisant des articles de papeterie. Notre P.D.G. crée le poste de Directeur d'usine pour développer la production et le service clients.

• L'HOMME : Ingénieur A et M, ENSI ou équivalent. Il aura une expérience industrielle (10 ans) avec un véritable goût pour la production mais sera aussi un homme de décision et de communication. Une formation complémentaire du type IEA ou IFG est souhaitable, de même que la connaissance de l'anglais.

• LA SITUATION : il sera "le patron" de son unité et déterminera les investissements et les études à faire pour atteindre les objectifs définis.

Nous vous remercions d'adresser CV manuscrit, photo et rémunération actuelle en rapportant sur l'enveloppe la référence 47711 à PROJETS 12, rue des Pyrénées 75001 Paris qui sera suivie en toute discrétion. Un dossier complet vous sera remis sur demande.

DIRECTEUR GENERAL

BANLIEUE SUD-EST
Importante Société de Fabrication d'éléments préfabriqués
140 personnes - C.A. 50 millions
Filiale d'un puissant Groupe de Travaux Publics, recherche d'urgence son

DIRECTEUR GENERAL

De formation supérieure (Mines, Ponts, AM, ...) le candidat retenu devra assumer, en toute autonomie, la Direction effective de l'Entreprise et aura en charge tout spécialement :

- la promotion et le suivi commercial,
- le contrôle technique et administratif,
- la gestion financière et les budgets.

Ce poste s'adresse à un praticien du bâtiment possédant déjà une expérience réussie dans ce secteur d'activité, ayant le sens du management et désireux d'évoluer au sein d'un groupe en expansion.

Une rémunération attractive saura motiver un élément de valeur.

Si ce poste vous intéresse, envoyez rapidement une lettre manuscrite avec C.V. et photo, sous réf. 148/ M à notre Conseil qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.



JB SENTIS CONSULTANTS
6, rue Saulnier 75009 PARIS

cadres de gestion



Casablanca

ROYAL AIR MAROC souhaite renforcer ses structures et recherche des diplômés de nationalité marocaine pour les domaines suivants :

finance RM.10471/M
contrôle de gestion RM.10472/M
comptabilité RM.10473/M
gestion du personnel RM.10474/M

Les candidats sont des débutants ou ont déjà une première expérience professionnelle acquise si possible en entreprise internationale, cabinet d'expertise comptable, d'audit, etc. Ils sont diplômés de l'enseignement supérieur (exemple : Ecole de gestion et DECS ; Ecole d'ingénieur complétée par une formation de gestion).

Lieu de travail : Casablanca. Les premiers entretiens auront lieu à Paris.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la référence du poste à M. Besson, Sélection : Centre Mètre 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

GABON RECRUTE

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

Le ministère de l'Éducation nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1984-1985 :

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.G.C. licenciés, maîtrises et certifiés pour l'enseignement 2^e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et provinces. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E., C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :

- Construction aéronautique ;
- Mécanique automobile ;
- Mécanique générale ;
- Electronique ;
- Construction mécanique (secteur industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- Electricité ;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience) ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

INSTITUTEURS

Normales titulaires de C.A.P. primaire, pour l'enseignement de 1^{er} degré.

Avantages pour tout personnel : logement assuré, soit hôtel, soit confort, soit appartement meublé, suivant possibilité ; avantages familiaux et sociaux ; voyage vacances tous les ans.

Salaire annuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, tout des services officiels à l'appel.

B.T.S. ou D.U.T. Indice 325 = 4.285 F
Instituteurs (C.A.P.) Indice 325 = 4.285 F
Licenciés Indice 325 = 4.285 F
P.E.G.C. - C.A.E.C.E.T. Indice 350 = 4.535 F
Maîtres Indice 515 = 6.185 F
Certifiés Indice 665 = 7.685 F

Adressez candidatures AVANT LE 15 MARS 1984 à : SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique), AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75015 PARIS.

Avec dossier comprenant : lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des États de services dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes ; extrait de casier judiciaire (1) ; fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires) (1) ; certificat médical (1) ; copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité ; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) Originaux devant de moins d'un mois.

Renseignements complémentaires par téléphone : 525-84-41.

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. - Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

مكاتب العمل

صكحات الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE METROS ET VOITURES VOYAGEURS EN ACIER INOXYDABLE

2 USINES - 1.200 PERSONNES - 600 MF de CA
3 ANS DE COMMANDES EN CARNET
RECHERCHE

SON CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

(Référence M.1.)

Dans une première phase, il effectuera un audit des systèmes utilisés dans l'entreprise, pour :

- l'informatique de gestion financière,
- l'informatique de gestion de production,
- l'informatique graphique CAO.

Il proposera ensuite une solution à long terme définissant le Plan Directeur Informatique en gestion intégrée de tous les services de la Société. Ce Plan sera élaboré en harmonie avec la stratégie de décentralisation choisie par la Direction Générale.

Il établira les étapes conduisant de la situation actuelle à la situation cible. Il prendra alors en mains la direction du service et mettra en place les hommes et les matériels qu'il aura choisis.

Le candidat est un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole. Il peut se prévaloir d'une expérience réussie comme patron d'un service informatique. Il disposera d'un avantage significatif, s'il possède une expérience dans une industrie de produits à cycle de fabrication long.

SON CONTROLEUR BUDGETAIRE

(Référence M.2.)

Sous la responsabilité du Chef de Service "Comptabilité Analytique et Contrôle de Gestion", ce cadre se verra confier les missions suivantes :

- Mise en place et suivi du tableau de bord
- En fonction des objectifs budgétaires, analyse et commentaires mensuels des résultats des différents départements (Directions Commerciale, Industrielle et fonctionnelles)
- Etablissement du recadrage budgétaire périodique
- Conseils pour l'optimisation des systèmes de gestion

Il est demandé pour cette fonction :

- Une formation supérieure et de gestion
- Une expérience de quelques années en contrôle de gestion
- Une connaissance de la micro-informatique et de l'informatique de gestion constituera un atout supplémentaire.

Ce poste (création) est évolutif.

INGENIEURS DE FABRICATION

(Référence M.3.)

Deux ingénieurs pour participer à la mise en place des investissements déjà lancés pour chacun des ateliers.

ETIRAGE - DECOUPAGE - CISAILLAGE - PLIAGE

L'objectif est d'assurer un programme de fabrication en forte croissance avec de nouveaux moyens et une nouvelle implantation industrielle. Ces ingénieurs seront diplômés d'une grande école, débutants ou ayant acquis quelques années d'expérience.

Le lieu de travail de ces postes se situe dans le Sud de la Normandie.

Répondre à N° 87094 à CONTEXTE PUBLICITE.

20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra avec CV, photo et prétentions.

Jeune Ingénieur à fort potentiel

FUTUR RESPONSABLE UNITE PRODUCTION - 200 à 400 PERSONNES

Région Rhône-Alpes : dans le groupe international auquel nous appartenons, nous sommes connus pour la rigueur et la qualité de notre gestion. 2000 personnes, 3 établissements, 1 milliard de francs de C.A. dont plus de 60% à l'export, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement aux applications industrielles et grand public. Nous proposons à un jeune ingénieur diplômé d'une grande école, âgé d'environ 28 ans, ayant acquis une première expérience, si possible dans un service entretien, d'être pour deux à trois ans la responsable des services entretien, travaux neufs et installations de notre usine principale, avant de prendre la responsabilité d'une unité complète de production. Sous l'autorité hiérarchique du Directeur de Production, il dirigera et organisera une équipe d'une cinquantaine de personnes, projettera les installations futures, favorisera l'adaptation du personnel aux nouvelles techniques, entretiendra l'esprit favorisant les mutations technologiques que nous voulons entreprendre pour maintenir notre avance. Nous offrons une fonction intéressante et formatrice au sein d'une équipe jeune et très soudée, d'importantes perspectives de carrière, une rémunération à la mesure de vos capacités et de votre expérience. Orion vous garantit une discipline absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 401239 M en précisant, si vous le voulez, les sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre dossier soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

AFRIQUE FRANCOPHONE DE L'OUEST CHEF COMPTABLE HAUT NIVEAU

Pour une mission d'assistance technique au GENEAL, une société française recherche un Cadre Comptable expérimenté.

Intégré à une équipe de 3 experts, il aura à assurer la mise en place d'un nouveau système de gestion pour un organisme para-public regroupant une dizaine d'établissements départementaux.

C'est un professionnel de la comptabilité, possédant DECS et formation supérieure. De 40 ans environ, il a des qualités d'organisateur et le sens des contacts. La maîtrise du PLAN COMPTABLE est une expérience de quelques années en AFRIQUE sont souhaitées.

Durée de la mission : 3 ans.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 88715 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



Créée depuis 1979 à Toulouse, filiale du Groupe Renault (51%) et de Bendix Allied (USA) (49%). RENIX ELECTRONIQUE conçoit et fabrique en grande série des produits de haute technologie pour l'automobile : allumage, injection électronique, régulateur de vitesse, etc... Dans le cadre de son expansion rapide (900 salariés fin 1983, 1500 prévus en 1985), RENIX ELECTRONIQUE recherche :

2 Ingénieurs électroniciens confirmés

diplômés de grandes écoles ou d'université à vocation électronique.

Mission : Notre candidat travaillera sur notre système d'injection électronique FENIX et sera particulièrement chargé des adaptations hardware de ce calculateur d'injection.
Profil : expérience de 3 à 4 ans en bureau d'études et/ou de l'industrialisation de produits électroniques de grande série incluant des micro-processeurs. Déplacements Europe et U.S.A.
Poste Réf. 024 C

Mission : Notre candidat sera chargé de l'écriture et de la mise au point de nouvelles versions de logiciels d'injection.
Profil : expérience de 3 à 4 ans dans l'étude de logiciels en temps réel pour microprocesseurs.

Poste Réf. 024 D

Pour ces deux postes le lieu de résidence est à Toulouse.



Merci d'adresser votre dossier complet de candidature en précisant la référence du poste choisi. 1 place Wilson 31000 Toulouse.



POUR SON CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE

PRÈS DE NICE PROPOSE

DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT
DE NOUVEAUX PRODUITS A DES

INGENIEURS INFORMATIENS

débutants ou ayant une courte expérience.

Ils exerceront leur activité dans les domaines suivants :

- protocoles
- programmes de contrôle
- commutation par paquets
- réseaux d'ordinateurs
- microcodes

Ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise. Ils peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France ou

à l'étranger, notamment aux Etats-Unis.

Ils permettent à des personnalités de valeur d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau, au sein de la Compagnie.

Envoyer votre candidature détaillée à PH. ROUGIER - Service du Personnel IBM FRANCE 06610 LA GAUDE, en mentionnant la référence II-01-1/2

MARIE

Angers

Ingénieur commercial

Nous recherchons, pour notre agence située à Angers, un ingénieur commercial. Sous la responsabilité du chef d'agence, vous commercialiserez l'ensemble de nos produits et services sur le marché de la gestion et du scientifique.

Travaillant au sein d'une petite équipe, vous interviendrez auprès de grandes entreprises sur un secteur couvrant la région Ouest et Sud-Ouest.

Vous possédez une formation de type Ecole Supérieure de Commerce et avez un bon niveau d'anglais.

Votre expérience réussie de la commercialisation de systèmes informatiques dans une SSI ou chez un constructeur, pendant 3 ans minimum, ou une expérience commerciale dans un domaine de haute technologie est indispensable pour mener à bien votre mission.

- Nous vous offrons :
- une voiture de fonction,
 - une formation importante en France et aux Etats-Unis,
 - une rémunération très motivante (fixe + commissions).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à

PRIME COMPUTER
Direction des Relations Humaines
33, rue Fernand-Forest
92150 SURESNES.

ARCELA 86

GENERAL ELECTRIC

GENERAL ELECTRIC PLASTICS FRANCE
Département Plaques et Films LEXAN®

Un marché porteur et le sud de la France pour un INGENIEUR COMMERCIAL LYON

Nos produits sont conçus et fabriqués dans notre usine de Hollande pour toute l'Europe. Notre croissance est très rapide grâce à notre volonté d'innovation technique et d'adaptation aux besoins. Nous sommes présents dans de nombreux secteurs, nous comptons parmi nos réalisations : des cockpits d'hélicoptères, les cloisons de l'ATR 72, des vitrages haute sécurité... Suite à une promotion interne, nous recherchons un bon tempérament commercial pour développer dans une très grande automobile, nos ventes chez nos clients et prospects et animer notre réseau de distributeurs sur le sud de la France. Nous vous offrons, bien sûr, une formation complète à nos produits. Age d'une trentaine d'années, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, de préférence d'une école d'ingénieur type A.M. ou Chimie et vous maîtrisez l'anglais. Votre première expérience commerciale (si possible dans la distribution de produits techniques) vous a appris à négocier à haut niveau et mettre en pratique vos réelles aptitudes à communiquer et convaincre. Vous appréciez la compétition et aimez la mobilité : prenez donc ces responsabilités confiées hier à nos managers d'aujourd'hui en France comme à l'étranger. La connaissance des matières plastiques constituerait un atout supplémentaire. Votre salaire fixe dépendra de vous et vous bénéficierez d'une voiture de fonction.

François NICOLET, notre Conseiller, attend votre candidature sous référence 432 M (lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle). Il vous assurera de toute sa discrétion et vous rencontrera à Paris comme à Lyon.

14 rue Robert



69006 LYON

emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

Compagnie d'assurances I.A.R.D. EAGLE STAR L'INDÉPENDANCE

recherche

INSPECTEUR DU CADRE

Spécialiste des risques du particulier pour région REIMS et départements limitrophes. Agé de 30 ans minimum. Il aura pour mission de créer, de former et d'animer un réseau d'apporteurs.

Pour ce poste, nous demandons :

- une bonne expérience de la vente en assurance.
- une grande facilité de contacts et de décisions.
- un excellent sens de l'organisation.

Nous garantissons :

- une rémunération motivante.
- un soutien technique.
- une évolution de carrière intéressante pour un candidat de bon niveau.

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à Monsieur GALLIER - 7, Terrasse des Reflets CEDEX 17 - 92081 PARIS LA DÉFENSE

Clermont-Ferrand

La Fédération du Crédit Mutuel Auvergne - Bourbonnais étudie ses structures et recrute son

Responsable Personnel-Juridique Contentieux

Il possède de préférence une formation juridique et une bonne expérience de l'entreprise.

Ses compétences techniques ne doivent pas lui faire oublier qu'il devra être essentiellement un homme de communication. Ce poste pourra évoluer vers des fonctions de Secrétaire Général.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V. et photo sous Référence 926 à Jean Claude LACAUSSADE, Directeur de la Fédération du Crédit Mutuel Auvergne - Bourbonnais 67 Bd. Lafayette B.P. 443 - 63012 CLERMONT - FERRAND Cedex.

Crédit Mutuel

CRÉDIT AGRICOLE DE L'AIN

recrute pour son Département Commercial à **Bourg-en-Bresse**

COLLABORATEUR H/F

Au sein de l'unité responsable de l'utilisation commerciale des moyens automatisés (guichets automatiques, télétraitement), vous serez chargé de développer les techniques d'information et de vente par correspondance. Une expérience dans ces domaines serait évidemment appréciée. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez des qualités de rigueur et d'organisation alliées à une très bonne capacité de synthèse. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

C.R.C.A.J. de l'AIN
Département Relations du Personnel
3, boulevard J. Kennedy 01001 BOURG-EN-BRESSE

GRUPE PHARMACEUTIQUE INDUSTRIEL LYONNAIS de dimension internationale

recherche à LYON, un

Ingénieur de fabrication

Il sera responsable du conditionnement en quantité et en qualité d'une unité d'une certaine de personnes. Il sera garant des bons choix technologiques permettant à la production d'évoluer vers une automatisation plus poussée. L'aspect gestion du personnel et l'assistance aux chefs d'ateliers dans leurs différentes missions est au premier plan de l'adaptation à cette fonction de Chef de Service. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat non débutant, mais jeune, fournissant la preuve d'une expérience industrielle significative. Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barthelemy 69006 LYON, sous réf. 900 M.

Cabinet Gatier

Bull Angers (3500 P.)

recherche

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Ingénieur Grande Ecole option informatique (Centrale, Mines, ENSEEIHT, ENSIMAG), vous êtes débutant ou de préférence, vous justifiez d'une à deux années d'expérience réussie sur des projets orientés base de données et transactionnel. Vous prendrez la responsabilité d'un projet de gestion, depuis la conception jusqu'à la mise en oeuvre, et encadrerez une équipe de réalisation.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cit Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull

SALOMON ANNECY

Créer 23 de l'Exportation, notre C.A. progresse de 30 % par an, consolidant notre position de leader mondial des matériels de sports d'hiver (chaussures et fixations de ski).

NOTRE DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE

se développe et recherche

responsable des études et moyens informatiques

Rattaché au D.O.I. et pour l'ensemble du Groupe, il aura pour mission : d'analyser et coordonner les activités d'une équipe de 12 personnes et de piloter, en liaison avec le service organisation, des projets importants orientés temps réel et mettant en oeuvre des bases de données et de gérer les moyens implantés au siège et dans les filiales (Europe, Amérique du Nord, Japon) et de participer à la réactualisation du plan de développement des systèmes d'information.

La dimension internationale du groupe nous amène à rechercher pour cette fonction un INGENIEUR possédant une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction semblable ; la maîtrise d'une langue étrangère est un atout indispensable. (Réf. 91)

4 ingénieurs-informaticiens

pour prendre en charge la conception, la réalisation et la mise en oeuvre de projets concernant :

A. LA GESTION DE DISTRIBUTION ET LA GESTION COMMERCIALE (Réf. 92)
B. LA GESTION DE PRODUCTION (Réf. 93)

Diplômés d'une école d'ingénieurs ou titulaires d'une Maîtrise en Informatique, les candidats retenus justifieront d'une expérience dans l'un de ces domaines. Les projets à développer nécessiteront aussi de leur part : de bonnes capacités à communiquer avec leurs différents partenaires (utilisateurs, organisateurs...) et de réelles qualités d'animation de groupes de travail et d'encadrement d'équipes de réalisation ; une très grande rigueur dans la rédaction. La conduite des projets implique de fréquents déplacements à l'étranger et dans la pratique d'une langue étrangère (Anglais, Allemand).

Merci d'adresser votre candidature (en indiquant la référence de la fonction S1 - S2 - S3) avec C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à Michel COUPAT - SALOMON - Chemin de la Prairie Prolongée - 74000 ANNECY

TELIC-ALCATEL

Siège Social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privée (télématique, bureautique, électronique grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.

- Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles.
- Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.
- Nous déployons sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'innovation, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.
- Traitant de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain.
- La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
- Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG.
- Notre Direction du Personnel se rendra en association à son équipe un

JEUNE CADRE DE PERSONNEL

Dans un premier temps, vous assurerez, de manière autonome, plusieurs missions :

- analyses de fonctions et études de qualifications
- information et communication internes (journal d'entreprise, livret d'accueil...)
- préparation de dossiers d'information, de consultation et de négociation en vue des réunions avec les institutions représentatives du personnel.

La maîtrise de cette étape vous préparera à assumer une fonction plus opérationnelle de gestion dynamique du personnel. De formation supérieure juridique, vous pourrez vous prévaloir d'une première expérience de la fonction personnelle en milieu industriel. Si vous souhaitez enrichir votre expérience professionnelle au sein d'une entreprise ouverte et évolutive,

adresses en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae à :

Bernard CAMMAS - Directeur du Personnel

TELIC
ALCATEL
206, Route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

Groupe G.G.E.

Grande filiale de la Caisse des dépôts recherche :

Conseillers en communication organisation informatique

dotés d'une formation supérieure et d'une expérience confirmée, ils auront pour mission le conseil et la conduite de projets auprès des collectivités locales dans les régions suivantes :

- Bordeaux
- Toulouse
- Bourgogne
- Franche comté

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. M 9774 mentionnée sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes recherche pour Lille

UN AUTOMATICIEN

Ingénieur ou niveau équivalent

Il apportera sa compétence en matière d'électrotechnique, hydraulique et pneumatique au sein d'une équipe pluridisciplinaire chargée de préparer des populations diversifiées à l'accès en formation qualifiante de techniciens (niveaux IV et III) dans les secteurs porteurs d'emploi.

Il est demandé une expérience professionnelle de 5 ans et la capacité à considérer la technique dans un contexte socio-économique évolutif.

Pour un contact rapide ou plus ample information, appeler B. DUHAMEL au (20) 92-01-77.

afpa

Ad. C.V. détaillé au C.P.T.A. LILLE B.P. 81, 59160 LOMME. Mention : Unité d'Application Polytechnique.

LANGUEDOC

ETABLISSEMENT PUBLIC DE PROMOTION ECONOMIQUE

RECRUTE

RESPONSABLE DE SON SERVICE EXPANSION INDUSTRIEL

Formation supérieure et expérience indispensable. Sous l'autorité directe du secrétaire général, il coordonne une action de conseil aux individus et conduit des opérations structurées. Polyvalence large et de haut niveau. Sens de l'action et de l'organisation. (Réf. : Z 101.)

COMMISSAIRE PARC EXPOSITIONS

Formation commerciale supérieure. Expérience souhaitée. Gestion et animation d'un parc d'expositions à caractère polyvalent. (Réf. : Z 102.)

SPECIALISTE PRODUCTIF

Arts et métiers ou équivalent. Expérience souhaitée. Sens chargé d'une mission de conseil aux industriels. Anglais indispensable. (Réf. : 103.)

Candidature, C.V. et photo à adresser sous référence de poste à FRESNES, numéro 14.310, B.P. 1143 MONTPELLIER Cedex, qui transmettra. Discrétion assurée.

Important établissement industriel de mécanique Région RHONE-ALPES recherche pour son bureau d'Informatique et d'Organisation

UN CHEF DE PROJET

MISSION : Chargé de la conception et de la mise en place d'études d'automatisation dans les domaines de la gestion industrielle, et notamment commerciale.

ENVIRONNEMENT :

- IBM 3081
- DOS/VSE/MVS - CICS - TOTAL - PAC.

PROFIL :

- Formation supérieure (diplôme d'ingénieur, MAGE)
- Pratique de l'encadrement d'équipes
- Bon contact utilisateur.

Adresser CV et prétentions sous référence 23348 sur enveloppe à :

JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

adre resp

interface informati

COMSON-TTN

agence

genieur logiciel

grieurs logiciel

yste

grammeur

TONSON-CH

EDU SERVICE

FRES LAR D-VE

IN INGENIEUR

HEF de PROJET

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Cadre responsable de l'interface informatique-comptabilité générale

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche pour son agence comptable à Paris un cadre responsable de l'interface informatique - comptabilité générale.

Une formation supérieure complétée par un DECS ainsi qu'une première expérience dans le domaine du traitement de l'information au sein d'un service comptable sont nécessaires.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2809 à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS.



emploi régional

THOMSON-TTN Provence

recherche pour son établissement d'AD-LES-MILLES, dans le cadre de ses activités en SYSTÈME TEMPS RÉEL.

• Ingénieur logiciel confirmé

5 ans d'expérience. Connaissances micro-processeurs et réseau souhaitées. (Réf. STR/01)

• Ingénieurs logiciel débutants

Débutants à 2 ans d'expérience. (Réf. STR/02)

• Analyste programmeur

Débutant à 2 ans d'expérience. Formation type IUT.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence choisie à THOMSON TTN - 7, rue Louis-Armand - Z.I. d'Aix-en-Provence - S.P. 83 - 13782 LES MILLES Cedex.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche pour le Sud-Est de la France

CHEF DU SERVICE SINISTRES LA R.D.VIE

Mission : il se verra confier :

- l'encadrement du service actuellement composé d'une trentaine de personnes,
- la gestion des dossiers importants,
- des études relatives à l'amélioration de la gestion informatique des dossiers sinistres.

Profil : ce poste conviendrait à un candidat :

- âgé de 35 ans minimum,
- titulaire d'une licence en Droit,
- dynamique, possédant une autorité naturelle et des qualités d'organisateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel (indiquer votre numéro de téléphone si possible) sous la référence M210, à notre Conseil

MICHEL JOUSSE Conseil en Recrutement
26, rue de la Pépinière, 75008 Paris

Groupe de distribution de 6000 personnes, implanté dans le QUART SUD-EST de la France recherche

UN INGÉNIEUR CHEF de PROJET

qui participera à des études et à la réalisation d'un important programme de développement.

Il sera chargé de la conception de projets diversifiés : création ou modification de magasins, amélioration des matériels et des conditions de travail.

Ce poste, basé à Lyon, s'adresse à un INGÉNIEUR de FORMATION GÉNÉRALISTE et Urbanisme (INSA ou similaire), ayant de préférence 2 à 3 ans d'expérience en Bureau d'Etudes, sur des ensembles ayant des implications techniques, économiques et sociales.

Adresser C.V. photo et prétentions

COFRADEL
Service de l'Emploi
BP. 3155
69212 LYON
Cedex 03

COFRADEL

RAMBOUTH - SUMA - EXPRESS - BONLAIT

SCTI

INFORMATIQUE

recherche

Pour le développement d'importants projets de télécommunication et d'informatique industrielle, des candidatures d'ingénieurs ou d'universitaires diplômés en informatique, automatique ou mathématiques justifiant d'un minimum de 5 ans d'expérience en informatique temps réel. La connaissance de VAX et de moniteurs type RMK 86 sont appréciées.

Envoyer C.V. à l'attention de Madame Michèle STORTZ, S.C.I.L., 112, place des Mirrors, 91000 EVRY ou téléphoner au (0) 677-63-56 après 14 heures.

AOP

Division Mesures
recherche pour son activité
pyrométrie infrarouge

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Diplômé d'une grande école d'électronique ou de physique, il aura la charge d'étudier et de développer une gamme de pyromètres infrarouges. Une expérience de plusieurs années dans un service d'études ou de recherche est indispensable. Des connaissances dans les domaines électronique analogique bas niveau, optique géométrique et infrarouge seraient appréciées. (Réf. A)

AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN

Titulaire d'un DUT ou d'un BTS d'électronique, débutant ou ayant quelques années d'expérience, il participera à l'étude et au développement de pyromètres optiques. (Réf. B)

Adresser C.V. photo et prétentions à l'attention de Mr Pernot, AOP, BP 301, 75024 Paris Cedex 13 en précisant la référence du poste choisi.

LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE-MALADIE DE NORMANDIE, recrutée pour son laboratoire interrégional d'analyses chimiques attaché à son service prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

UN INGÉNIEUR-CONSEIL

(statut de fonctionnaire) Critères administratifs obligatoires : Nationalité française. Diplôme d'ingénieur chimiste reconnu par l'Etat. Expérience industrielle minimum de 5 années à un poste d'ingénieur chimiste dans tout ou partie en laboratoire d'analyses. Permis de conduire obligatoire.

Il ne sera pas répondu aux candidatures ne répondant pas à la totalité de ces critères.

Autres critères recherchés : Expérience pratique en chromatographie gazeuse, absorption atomique et spectrométrie IR et UV. Age : de préférence entre 30 et 35 ans.

Résumé descriptif d'ordre général : Réside à ROUEN. Prise de fonctions possible à compter du 1^{er} juillet 1984. Salaire mensuel brut départ : 13.656 F x 13 mois 2/3 (montant au 1-1-1984).

Attributions : Ingénieur chargé du fonctionnement d'un laboratoire d'analyses chimiques sous l'autorité directe d'un ingénieur responsable du secteur toxicologie et maladies chimiques. Il devra assurer l'encadrement d'un groupe de collaborateurs de sécurité et du personnel de laboratoire. Il sera également chargé de réaliser ou de coordonner des campagnes de prélèvements dans des entreprises des circonscriptions des C.R.A.M. de ROUEN et d'ORLÈANS.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et complété avec une photographie, devront être adressées

AVANT LE 2 MARS 1984, à Monsieur le Directeur de la C.R.A.M. de Normandie, 2022 X, 78028 ROUEN CEDEX. Une fiche de renseignements sur le poste sera envoyée sur demande du candidat.

CONSTRUCTEUR D'APPAREILLAGES ET EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES BASSE TENSION ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE situé dans le barreau Est de Paris recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR

pour son bureau d'études

Formet. B.T.S. ou équivalent. Qualités : maîtrise d'expérience, indépendance en électronique et automatique soit en cabinet soit chez un installateur pour développement de devis, offre et suivi de l'installation.

Poste à responsabilité avec contacts clients.

Envoyer C.V., photo à M. 87.134, CONTEXTE Publicité, 20, rue Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

HILTI FRANCE

Leader en France et dans le monde des systèmes de fixation dans le bâtiment recherche

ASSISTANT MARKETING

FONCTION : Suivre et analyser l'environnement économique et la concurrence. Gérer les systèmes informatiques de statistiques commerciales et des fichiers de prospectus. Etudier et proposer les modifications de structure du réseau de vente. Réaliser des études de marchés ponctuelles.

PROFIL : DUT ou licence sciences économiques. 1 à 2 ans d'expérience. Familiarité à l'utilisation de systèmes de gestion informatique. Anglais ou allemand indispensables.

NOUS OFFRONS : Un salaire minimum de 90.000 F + expérience + avantages sociaux. Lieu de travail : MORANGIS (91)

Envoyer C.V., photo et prétentions au Service du personnel HILTI FRANCE B.P. 12 91423 MORANGIS Cedex.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



Directeur commercial

référence BK 315 AM

UNE SOCIÉTÉ PERFORMANTE ET DYNAMIQUE recherche le Directeur Commercial de l'un de ses départements qui réalise un CA de 28 millions.

Rattaché au PDG de la Société, il sera responsable :

- de l'élaboration de la stratégie commerciale et de la politique "produits",
- de l'animation d'un réseau de ventes,
- du développement de l'exportation.

Ce poste intéressant impliquant initiative, imagination, participation réelle au développement de l'entreprise et ouvrant de réelles perspectives de carrière, conviendrait à un candidat ESC ou équivalent, désireux de valoriser une expérience de 5 à 10 ans dans la vente de produits industriels de grande diffusion. La connaissance de la distribution par grossistes et des marchés du second œuvre bâtiment serait un atout.

Poste : ville Côte-d'Azur.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F

Directeur technique

référence EL 287 MZ

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DYNAMIQUE, performante et leader dans son domaine recherche son Directeur Technique.

Il coiffera d'abord les services techniques : développement, méthodes, industrialisation et sera particulièrement chargé de développer l'automatisation des moyens de production. Rapidement, tout en conservant ces fonctions, il coiffera également la production.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou école équivalente, ayant 10 à 15 ans d'expérience professionnelle, impliquant de bonnes compétences en automatisation de processus industriels, capable d'être un homme de progrès et un animateur. Poste intéressant, permettant de participer pleinement à la vie d'une société à taille humaine (200 personnes).

Banlieue ouest Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F +

Cadre financier et juridique

référence PI 314 CM

LE PDG D'UNE PMI EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT (actuellement 200 millions de C.A.) spécialiste dans la vente d'équipements industriels, recherche un Collaborateur direct pour lui confier :

- la fonction financière : budgets, études de rentabilité, trésorerie, investissements, relations avec les banques...
- le domaine juridique courant : contrats, contentieux...

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures (Sc. Po., ESC + formation juridique) ayant une expérience minimum de 4 années dans un service financier. Une expérience juridique serait très appréciée ainsi qu'une connaissance de l'anglais.

Un style opérationnel sera un atout pour la réussite dans ce poste et l'évolution ultérieure.

Poste à Paris.

Rémunération : 200 000 F ±, selon expérience

ROBOTIQUE Jeune Ingénieur de réalisation

référence OH 313 CM

SOCIÉTÉ, filiale d'un puissant groupe international, crée pour faire face à son expansion sur un marché porteur le poste de Responsable de la Coordination Technique.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura pour mission de concevoir et mettre en place un système d'organisation afin d'assurer le bon déroulement des commandes (coûts, délais, qualité).

Responsable de l'avancement de la réalisation des affaires, il assurera la coordination entre les différents partenaires (BE, achats, planning, fabrication, installations). Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé (automatique, électronique...) ayant une expérience d'ingénieur de contrats ou méthodes dans une société fabriquant des équipements automatisés destinés à la production.

Anglais fortement souhaité pour l'évolution ultérieure.

Poste : ville de Loire.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

BANQUE PRIVEE FRANCAISE

en pleine expansion étroitement les SERVICES ADMINISTRATIFS de sa Direction "TITRES-BOURSE" et offre à des candidats à fort potentiel, apportant à la fois compétence technique, efficacité et importante capacité d'évolution, la possibilité de développer leur carrière au sein d'un environnement très évolutif

CHEF DE BOURSE DOCUMENTALISTE TITRES

Classe VII ou VIII - 250 / 280.000 Fns

Classe VI - 160 / 200.000 Fns

Confirmé, dominant aussi bien la gestion des opérations françaises qu'internationales. (réf. CD-10)

JURISTES TITRES

Classe V ou VI - 140 / 160.000 Fns

Maîtrise en Droit min. + 3/5 ans d'expérience : capable d'assurer notre clientèle pour tous problèmes de contentieux. Participation rapide à des études juridiques élaborées. (réf. JT-10)

Notre Conseil R. DATIFOULIER, vous garantit une totale discrétion si vous voulez bien lui écrire avec C.V. détaillé à l'adresse suivante :

R. BATIFOULIER, 39, Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS

La filiale française d'un des leaders de sa branche dans le domaine des services, avec plus de 1000 établissements, cherche à pourvoir le poste

développement informatique

France et Europe

320 000 F +

Mission :

- Piloter en France la réalisation de notre plan de développement et le maintenir cohérent avec les objectifs et la stratégie du groupe.
- Apporter personnellement une assistance opérationnelle à nos filiales européennes pour la mise en place et la coordination de systèmes analogues.

Moyens :

Vous suivez de près l'évolution technique, négociez avec les constructeurs, consultants et sous-traitants, dirigez une petite équipe performante et autonome de chefs de projets, analystes programmeurs et formateurs terrain.

Profil :

De formation supérieure, âgé de 33 ans au moins, vous avez acquis en entreprise une expérience des différentes attributions de cette fonction, dans le cadre d'une informatique distribuée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, C.V., rémun.) sous ref. 801 M à Mme Bernié, Résonance, 80 rue Talbot 75009 Paris, qui vous assure une discrétion rigoureuse.

la société de conseil spécialisée dans la

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

goupil : UN FRANCAIS QUI S'EXPORTE

GOUPILO vous le savez, est devenu un grand de la micro-informatique française. GOUPILO donne aussi l'exemple à l'exportation. GOUPILO est en effet présent dans de nombreux pays (Afrique du Nord, Afrique Noire francophone, Grèce, et bientôt dans toute l'Europe, les pays arabes, en Asie, au Canada...). Nos prévisions de développement pour 1984 multiplient notre CA à l'export par quatre. Et cela n'est qu'un début. Il n'est donc pas trop tard pour nous rejoindre si vous êtes

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Basé dans un premier temps à Paris, vous allez détecter le potentiel du marché en Belgique et en Suisse d'abord, peut-être en Allemagne ensuite. Le marché existe, c'est évident, mais vous devrez en mesurer préalablement l'impact pour réussir nos implantations. Un travail d'études est donc à réaliser, mais vous ne resterez pas pour autant derrière un bureau car, de façon quasi permanente sur le terrain, vous allez mener des actions de prospection, de promotion, toujours présent pour faire parler de GOUPILO aux foires expositions notamment. Fort des informations que vous aurez recueillies, vous créerez alors nos filiales, en deviendrez probablement responsable et vous vous installerez bien-sûr sur place (à Bruxelles ou Genève). Allemand et anglais impératifs. Une formation supérieure commerciale ou technique, une passion pour la micro-informatique, le goût du mouvement: vous devez vite nous soumettre votre dossier de candidature. (Réf. 848 M)

SPECIALISTE SOFT A L'EXPORT

Nous recherchons notre spécialiste logiciel auprès de nos filiales, de nos distributeurs... Après avoir identifié les besoins de chaque interlocuteur et les produits existants localement vous serez la responsabilité de la constitution et de l'édition d'un catalogue. Vous aurez donc à rechercher de nouveaux auteurs, à tester leurs logiciels, à les évaluer, et à négocier avec eux des conditions de collaboration ainsi qu'avec les grands éditeurs américains. Homme de conseil, vous interviendrez chez les distributeurs, contrôlerez les questions de compatibilité du soft sur les différents matériels. Vous parlerez l'anglais et peut-être l'espagnol. Diplômé de l'Enseignement Informatique ou équivalent, vous avez déjà acquis une première expérience dans la réalisation de logiciels de préférence en micro. (Réf. 848 M)

CONTROLEUR DE GESTION A L'EXPORT

Vous serez notre financier à l'export; vos missions: • le contrôle de gestion des sociétés où GOUPILO prend des parts, • la gestion des crédits Coface • le financement à l'export... (Relations avec les banques...) • gérer les crédits des organismes officiels • réaliser un véritable compte d'exploitation à l'export • mettre en place les procédures de recouvrement. Diplômé d'Etudes Supérieures, une activité à l'export vous motive... Vous parlez parfaitement l'anglais et peut-être une seconde langue. (Réf. 849 M)

Adressez CV, photo et prétentions sous référence correspondante aux Consultants d'ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA CDI

SYSTEMES D'INFORMATION GROUPE INGENIERIE INFORMATIQUE



L'un des premiers Groupes Européens de Service et de Conseil.

Ingénieurs Commerciaux Grands Comptes

Vous êtes un passionné de la négociation commerciale à haut niveau. Vous savez qu'à travers elle, vous pouvez atteindre deux buts:

- Apporter des réponses adaptées aux problèmes de vos clients en leur proposant des solutions ou des services spécifiques en phase avec leurs besoins.
- Réaliser vos objectifs et ceux de votre entreprise.

Nous vous demandons de réussir dans les missions suivantes:

- Développer le portefeuille initial d'entreprises clientes qui vous sera attribué et générer des perspectives d'affaires.
- Négocier et vendre des prestations de haut niveau dans le domaine de l'INGENIERIE DE SYSTEMES INFORMATIQUES et des techniques telles que l'ORGANISATION, les METHODOLOGIES DE CONCEPTION et de CONDUITE de PROJETS, le GENIE LOGICIEL, l'ARCHITECTURE DE RESEAUX et de BASES DE DONNEES, les systemes XAO, la MONETIQUE.
- Suivre commercialement les étapes de la réalisation technique chez vos clients et maintenir avec eux un courant permanent de relations d'affaires.

Bien entendu vous bénéficierez des compétences diversifiées du Groupe SG 2 en matière d'informatique et de systèmes. A vous d'apprendre à les utiliser.

Chez vos clients, des entreprises de grandes dimensions, vous allez rencontrer des professionnels chevronnés ou des décisionnaires de haut niveau. Aussi souhaitons-nous que vous ayez acquis une expérience de trois ans au moins de la grande entreprise. L'idéal serait qu'en outre vous disposiez d'une culture solide des problèmes de mise en œuvre de l'informatique. Une formation supérieure, un potentiel personnel élevé, le dynamisme de votre âge (la trentaine) faciliteront d'abord votre travail de négociation, puis votre évolution dans la fonction et dans notre Groupe. Le challenge est élevé et nous serons sélectifs.

Pour un premier contact, adressez une lettre avec votre CV, une photo et vos prétentions sous référence IC/GC/ 841 à Christian ESPINOSA - SG 2, Direction Commerciale - 12-14, avenue Vion Whitcomb - B.P. 215-16 - 75785 PARIS Cedex 16.

MONETIQUE • VIDEOTEX • ORGANISATION

ORGANISATION • ARCHITECTURE DE RESEAUX

XAO • GENIE LOGICIEL • BASES DE DONNEES • METHODOLOGIES

Paris-Ouest

Société américaine créée depuis 7 ans, PRIME est mondialement connue sur le marché de l'informatique. Grâce à un investissement constant en matière de recherche (9 % du C.A.), nous nous situons dans notre domaine, à la pointe de l'innovation technologique. Ainsi, nous développons actuellement le marché des réseaux et de la bureautique. Avec 5 000 personnes dans le monde, nous commercialisons nos mini-ordinateurs, nos systèmes de gestion des données, nos systèmes de traitement des textes, 6 000 systèmes ont déjà été installés dans le monde, dont environ 250 en France.

Assistant gestion comptable et financière (management accountant)

Vous possédez une formation en finance-comptabilité (Ecole de Commerce ou BTS). Vous avez, de plus, une expérience de 3 ans minimum en cabinet d'audit de préférence anglo-saxonne ou dans une PME.

Vous assisterez le responsable de la comptabilité pour l'ensemble de ses opérations:

- gestion courante,
- reporting financier,
- analyse et tableaux de bord. (Réf. M/1)

PRIME
Computer

Responsable administration des ventes (sales administration manager)

Vous possédez une formation commerciale supérieure renforcée par une expérience de 3 ans minimum en milieu informatique. Nous vous proposons, sous la responsabilité du directeur administratif et financier, d'assurer la mission suivante:

- gestion du cycle complet des commandes,
- gestion des contrats,
- gestion des stocks. (Réf. M/2)

Pour ces 2 postes, une bonne maîtrise de la langue anglaise ainsi que le sens des contacts sont indispensables. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à **PRIME COMPUTER** Direction des Relations Humaines 33, rue Fernand-Forest 92150 SURESNES.

ORGANISATION • ARCHITECTURE DE RESEAUX

Crédit du Nord

Dans le cadre du développement de notre nouveau plan informatique et de la mise en place de la politique d'entreprise en matière:

- * D'AFFAIRES FINANCIERES
- * D'AFFAIRES INTERNATIONALES
- * DE NOUVEAUX MOYENS DE PAIEMENT

jeunes ingénieurs grandes écoles

(X, CENTRALE, MINES, PONTS, TELECOM, SUPLELEC...)

débuts ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience) qui auront pour mission de mettre en œuvre les techniques les plus avancées dans les domaines suivants:

- MICRO-INFORMATIQUE ET RESEAUX LOCAUX
- VIDEOTEX
- SYSTEME IBM (MVS, SNA, CICS, UFO, PRODUITS INFOCENTRE)

Possibilités réelles d'évolution de carrière, rémunérations motivantes

Les lettres de candidature seront accompagnées d'un curriculum vitae complet, d'une photo, de la rémunération souhaitée et adressées à la Direction du Personnel - Crédit du Nord - 6/8 bd Haussmann 75009 PARIS

UN CHEF DE SERVICE

La «face cachée» du LOTO: un important centre de traitement informatique aux matériels très variés.

Pour diriger un service de 24 techniciens et 2 cadres chargés d'entretenir le matériel de traitement, nous cherchons un chef de service d'excellent niveau (formation supérieure de préférence) qui, par son ouverture d'esprit et ses capacités techniques, saura s'adapter rapidement. L'expérience du management d'une équipe de techniciens d'entretien ou de SAV est, par ailleurs, indispensable.

Ce poste sur site fixe (près de Roissy en France) offre une bonne rémunération (185 000 +) assortie de nombreux avantages sociaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 612 M à Mademoiselle Gournay LOTO NATIONAL - Domaine des Gueules Cassées - Mousy le Veux - 77230 DAMMARTIN EN GOELE.

LOTO

BANQUE NATIONALISEE recherche pour PARIS et BANLIEUE la collaboration de plusieurs

CADRES DE BANQUE (classe V à VII) expérimentés

Les candidats ayant une bonne expérience de l'exploitation bancaire, s'intégreront très rapidement au sein d'une équipe dynamique. Ils sont appelés à assumer à brève échéance des responsabilités importantes dans le réseau, à la direction d'une agence ou d'un groupe d'agences.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence 47714 à **PROJETS 12**, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

Premier constructeur français d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, mesures, analyse d'images, vision de nuit, périscope) spécialiste de l'hydraulique (servo-valves, pompes, systèmes d'asservissement). 1370 personnes dont 135 ingénieurs, réparties en 5 établissements à Paris et en Province, nous recherchons

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Sa formation d'ingénieur (ESME, ENSI, ENI...) et une expérience de la vente de produits de haute technologie, doivent lui permettre de développer une clientèle industrielle française mais également d'implanter et d'animer un réseau d'agents en R.F.A.

Il sera le collaborateur direct du responsable de la branche "métrologie" mais disposera d'une certaine autonomie et de l'aide des services techniques et industriels de la société.

Agé d'environ 35 ans, il devra posséder une bonne connaissance de l'Allemand; Anglais apprécié. Des déplacements sont à prévoir en France et en Europe.

sopelem

Adressez CV manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel - SOPELEM 102, Rue Chaptal - 92306 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

OFFRES D'EMPLOI

GCT

INGENIEUR ELECTRONICIEN

INGENIEUR ELECTRONICIEN

INGENIEURS ET TECHNICIENS

INGENIEUR POSIT

INGENIEUR POSIT

INGENIEUR POSIT

INGENIEUR POSIT

INGENIEUR POSIT

INGENIEUR POSIT

INGENIEUR POSIT

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CGCT

**COMPAGNIE GENERALE
DE CONSTRUCTIONS
TELEPHONIQUES**

centraux téléphoniques, péritéléphonie, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de la Société est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux dans le monde entier.

Pour participer à son expansion, la Société recherche :

→ pour ses activités
VIDEOCOMMUNICATION

**INGENIEUR
ELECTRONICIEN**

grandes écoles
débutant ou confirmé
pour étude de circuits de télévision

→ pour son Département **TELEMATIQUE ET MICRO-INFORMATIQUE**

INGENIEURS ET TECHNICIENS

débutants et confirmés
options informatiques - électronique - traitement de données - protocole de transmission pour réalisation de logiciel en temps réel
Ils seront intégrés dans une équipe de haut niveau qui, dans le cadre du département, est chargée de la définition et du développement de nouveaux produits, de la conception au prototype, pour toutes les applications futures en télématique.

→ pour son Service **COMPOSANTS**

INGENIEUR

débutant ou confirmé
pour participer aux développements des composants VLSI, aux études de sélection et aux travaux d'expertise des composants destinés aux systèmes électroniques de pointe. Une expérience en technologie des semi-conducteurs est souhaitable.

→ pour son Service **TECHNIQUES D'EQUIPEMENT**

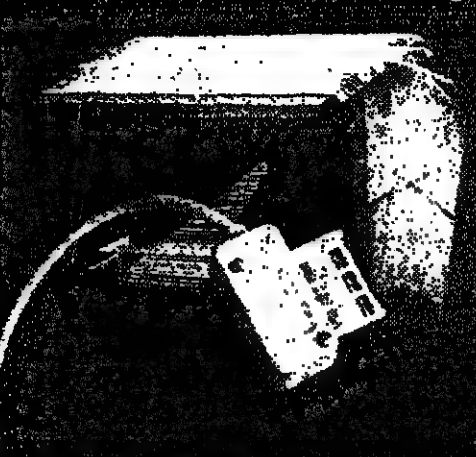
INGENIEUR POSITION 2

pour assister l'ingénieur responsable du groupe CAO
• étude de développement et maintenance du système,
• mise en place de procédures et élaboration de spécifications.
Travail en double équipe possible. Connaissances HF et UHF appréciées.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération, précisant l'intérêt dans l'un ou l'autre de ces emplois, à CGCT - Direction du Personnel, 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

**LES NOUVEAUX
COMMUNICANTS**

de la voix, du texte, des données et de l'image



ASSURANCES - Nous sommes une importante société d'assurances implantée sur l'ensemble du territoire national. Notre organisation, très décentralisée, implique un renforcement de notre équipe administrative et comptable à laquelle nous souhaitons intégrer un cadre à fort potentiel pour lui confier la fonction de

**RESPONSABLE DU SERVICE
CONTRÔLE DE GESTION**

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous avez complété votre formation en comptabilité avec l'obtention du DECS. Vous avez une dizaine d'années d'expérience du contrôle de gestion avec une forte utilisation de la comptabilité analytique, de préférence dans les secteurs banque ou assurances. Vous pouvez déjà faire la preuve d'une expérience réussie dans l'encadrement d'équipe. Vous êtes à même d'assurer la mise en place de procédures déjà conçues et de poursuivre leur développement pour surveiller les flux financiers de la société, suivre son activité commerciale et la productivité de ses services. Vos compétences techniques, votre rigueur et votre efficacité alliées à de réelles qualités relationnelles seront les atouts de votre réussite dans cette fonction. Votre dynamisme et votre autorité naturelle vous permettront d'évoluer rapidement vers d'importantes responsabilités au sein du service comptable.

Écrire à Josyane Muller sous réf. 7764 M.

Régie publicitaire - Nous sommes une très importante société (r du milliard de CA, 1000 personnes), filiale d'un des tout premiers groupes français de communication. Nous sommes également un des tout premiers réseaux de publicité, ce qui implique la gestion en masse du traitement des ordres d'insertion. Notre direction de l'exploitation souhaite, compte tenu d'importants développements programmés, renforcer son encadrement en créant pour un jeune cadre (femme ou homme) à fort potentiel la fonction de

**ADJOINT CHEF DE DIVISION
traitement des commandes**

Vous êtes de formation supérieure (ESQ) et vous avez acquis au cours des 5 à 10 premières années de votre vie professionnelle des expériences proches de celles décrites - administration commerciale, gestion des commandes, gestion des stocks, traitement d'ordres - Vous avez assumé des responsabilités opérationnelles par exemple comme chef d'un service important et développé vos qualités d'organisateur et de gestionnaire. Vous avez acquis dans ce contexte une solide compétence informatique en tant qu'utilisateur des systèmes ou comme correspondant informatique. Vous avez aujourd'hui envie d'enrichir votre expérience en animant l'équipe fonctionnelle de gestion d'une unité administrative de 200 personnes. Sous l'autorité du chef de division, vous animerez une petite équipe de cadres qui assure l'organisation, définit les méthodes et les procédures, gère le personnel et établit les tableaux de bord qui permettent au responsable de cet ensemble d'en suivre le fonctionnement, de prendre les décisions adéquates, de faire évoluer les structures et de s'adapter en permanence à l'évolution des produits et des techniques.

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5763 M.

BANQUE - Nous sommes un établissement bancaire de taille moyenne, implanté sur l'ensemble du territoire national. Nous souhaitons renforcer notre service contrôle de gestion et cherchons, pour travailler en collaboration directe avec son responsable, un

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et avez choisi de faire carrière dans le secteur bancaire, dans lequel vous évoluez depuis environ 5 ans. Vous avez une expérience du contrôle de gestion qui vous a donné l'occasion de manifester concrètement vos facultés d'analyse et votre souci d'agir efficacement. Vous souhaitez aujourd'hui étendre votre champ d'action en intégrant des structures plus légères, où vous seconderez le responsable du service pour l'élaboration du budget, le suivi des résultats et la surveillance de l'équilibre financier de la banque. Votre capacité à agir aussi bien qu'à concevoir, votre rigueur et votre dynamisme seront les atouts de votre développement futur.

Écrire sous réf. C/8584

Paris - Nous sommes une importante société de services (plus de 2000 personnes, 350 M de CA.), leader sur notre marché et jouissant d'une excellente image de marque, spécialisée dans le domaine de la sécurité. Notre politique de décentralisation vers nos entités opérationnelles à Paris et en province implique la mise en place de procédures d'organisation identiques, avec l'aide de supports informatiques (IBM 34) au service de l'exploitation de ces centres. Pour poursuivre notre projet et l'étendre à l'ensemble de nos unités, nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR EN ORGANISATION

Vous êtes ingénieur diplômé et vous avez acquis une première expérience de l'organisation en entreprise ou en cabinet (de 2 ans au maximum) qui vous a permis de faire la preuve de votre esprit d'analyse, de vos capacités de synthèse, de votre pragmatisme et de votre autorité naturelle. Vous souhaitez continuer dans cette voie pendant quelques années avant d'évoluer vers d'autres responsabilités. Sous l'autorité du directeur général, vous prendrez la relève du titulaire actuel, promu à d'autres fonctions. Vous devrez bien sûr vous familiariser avec le système informatique pour assurer l'interface avec les utilisateurs et surtout analyser les procédures et systèmes d'exploitation existants (unité par unité), aider les responsables à s'organiser (circuit de documents, analyse des postes, organisation du travail...) avec un souci constant d'assurer des normes de sécurité élevées tout en recherchant une meilleure productivité. Votre mission consistera à mettre en place les outils de gestion informatisés et vous devrez en permanence assurer la formation des utilisateurs et contrôler la fiabilité de la gestion des centres d'exploitation.

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5762 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Séro en précisant la référence : Ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration. Pour la référence C/8584, les réponses seront directement transmises à notre client.

SERO CONSEILS DE
DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

Don Churruar

MEMBRE DE SYNTIC

Notre client, une Société d'études et de gestion financière, leader sur son marché et poursuivant une forte croissance, recherche pour développer son équipe :

**UN INGENIEUR DE RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT MARKETING**

Nous recherchons un ingénieur (Mines, Centrale, Supélec...) ayant une formation économique (MBA, Insead, ISA...) des qualités d'analyse, de synthèse et de conception, et une expérience en entreprise réussie.

Sa mission consistera à concevoir un modèle d'aide à la décision pour la sélection de produits financiers. Ce modèle sera implanté sur un outil informatique (et télématique) performant.

Ce poste, basé à Paris, offre de larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante pour un candidat de valeur.

Les candidatures, composées d'un C.V. détaillant votre formation, votre expérience, votre rémunération, accompagnées d'une lettre rédigée décrivant vos aptitudes et vos objectifs personnels devront être adressées à :
J.R. BOURIN

FINANCE MARKETING INTERNATIONAL
réf. 843 - Conseils en recrutement 33, rue de Mogador - 75009 PARIS.

CISI
Ingénieur informaticien

associé à une activité de dimension internationale, il pourra rapidement valoriser ses compétences et évoluer au sein d'une équipe en forte expansion. Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.
Lieu de travail principal : Paris 14^{ème}
Ecrire sous référence INF, en joignant un C.V. :
CISI - Service du Personnel
35 Bd Brune
75680 Paris
Cédex 14.

**GROUPE
CISI**
L'INFORMATIQUE EN ACTION

Gestion du Personnel et Relations Sociales

140 000 F/an ±

Notre entreprise d'Aménagement et de Construction (effectif : 400 personnes) située en proche banlieue parisienne, met en place une gestion par objectifs et une organisation décentralisée. Ceci nous amène à renforcer le potentiel de notre fonction Gestion du Personnel.

Sous la responsabilité du Chef de la Division Relations Sociales, vous étudierez, préparerez et coordonnerez des actions à programmer en matière de recrutement, formation, perfectionnement, appréciation, conditions de travail.

De formation E.S.C., Droit... vous avez acquis en entreprise une expérience d'environ quatre années de gestion de ressources humaines. Votre potentiel, votre disponibilité, votre ambition vous font rechercher un poste à responsabilités plus élargies à moyen terme dans la fonction personnel. Ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et rémunération actuelle sous référence 6210 M à Marion DELPARD qui garantit la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

consultant en marketing

chimie industrielle

sema conseil

L'un des principaux groupes européens de conseil, d'études, de marketing et d'organisation renforce ses équipes et cherche un futur chef de projet, capable d'assurer progressivement les fonctions de négociation et de conseil auprès d'entreprises industrielles et d'organisations dans le domaine de la chimie, de la parachimie et des engrais, au niveau international.

Ce jeune consultant, après une formation d'ingénieur chimiste (PC, ENSCP...), aura une première expérience de trois à quatre ans dans l'industrie ou dans le conseil, complétée, si possible, par un MBA, ou une formation type IAE ou Sciences Eco.

Cette double compétence s'appuiera sur de bonnes capacités de jugement et de négociation et sur une très bonne maîtrise écrite et parlée de l'anglais et d'une deuxième langue (allemand ou espagnol).

Si vous voulez vous joindre à notre équipe dans un secteur d'un Groupe en plein développement, prenez contact rapidement avec Marie Christine GILLES, en adressant lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence 15015/M à Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche DES JEUNES CADRES DE GESTION ADMINISTRATIVE

Souhaitant un développement de carrière dans le domaine de la gestion administrative :

- ayant le goût du management d'une équipe ou d'un projet,
- motivés par l'utilisation de systèmes informatisés de gestion.

Ils devront posséder 2 à 5 ans d'expérience professionnelle en entreprise commerciale, de préférence dans des activités de gestion administrative.

Les candidats doivent être diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion (HEC -

ESSEC - ESCP - ESCA - IEP PARIS) ou titulaires d'un doctorat de 3^e cycle de gestion.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais et l'acceptation du principe de la mobilité géographique.

Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à IBM France - Département Recrutement 2, rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence DASO - M - 1/2

MAR

IBM IBM IBM IBM IBM

GROUPE



Jeune diplômé, vous avez déjà choisi ou souhaitez découvrir un secteur d'activité dynamique et de pointe : l'informatique. Des postes formateurs et évolutifs vous attendent.

SG2, groupe comptant 4 000 personnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose d'acquies son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : - conception et réalisation de systèmes de gestion, - plan informatique, - méthodologie d'analyse et de gestion de projets, - architecture de systèmes, - génie logiciel, - conception et utilisation de réseaux, - réseaux locaux, - bases de données réparties, - XAO, - monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer de réelles responsabilités.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 7 M, à SG2, 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

SG2

Le Service Soutien Logistique de la Division Equipements Avioniques de THOMSON-CSF assure la gestion des Grands Contrats à l'Exportation et le service commercial correspondant. Dans ce cadre, nous recherchons

DEUX INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Hommes-clés de notre développement, en relation étroite avec les services commerciaux, techniques, financiers et production, ils sont chargés de la gestion complète des contrats.

Tout au long de la vie des équipements, ils assurent auprès du client un suivi commercial permanent comprenant la négociation et la vente de prestations et fournitures nécessaires à la maintenance de ces équipements.

Bons négociateurs, solides techniciens, hommes de contact, nous leur proposons des responsabilités dans un environnement très stimulant.

Notre groupe leur offre la possibilité de réelles évolutions de carrière et l'occasion de valoriser leurs compétences.

L'un de ces postes implique une expérience commerciale de 5 à 10 ans et une excellente pratique de l'anglais.

Le second s'adresse à un candidat possédant une première expérience (1 à 2 ans) et une parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à N. COSPEREC, Service du Personnel, THOMSON-CSF - Centre DELTA - 13/15, rue du Pont des Halles, 94526 RUNGIS Cedex.



THOMSON

BRANCHE SYSTEMES ET DETECTION

E.P. SCHLUMBERGER

La société Etudes et Productions Schlumberger accroît l'efficacité de la recherche pétrolière par la conception, le développement et la production de systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures dans le monde entier. Son Département de Physique Appliquée recherche un

Physicien acousticien

Chercheur, titulaire d'une thèse de 3^e cycle ou diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience en acoustique ou en ultrasons dans un laboratoire de recherche d'université ou d'entreprise industrielle. Nous vous proposons les moyens Schlumberger pour mener des études avancées sur

l'imagerie et l'évaluation des réservoirs pétroliers. Ces travaux qui exigent des aptitudes théoriques et expérimentales vous permettent d'avoir de nombreux contacts avec la communauté scientifique internationale. La connaissance de l'anglais est donc souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel E.P. Schlumberger 26, rue de la Cavée 92140 Clamart.

Schlumberger

Analyste-programmateur pour être Chef de projet

Notre Direction Administrative (IBM 3083, 650 terminaux sous IMS) gère les informations concernant nos clients et leurs contrats. C'est le garant de la qualité de notre service et de l'équilibre financier de l'entreprise. Nous mettons en œuvre aujourd'hui d'importants moyens informatiques pour optimiser notre efficacité dans ce domaine.

Analyste-programmateur depuis au moins 2 ans ou homme d'organisation connaissant bien l'informatique vous souhaitez maintenant mener des projets ambitieux. Vous avez suffisamment de goût pour l'autonomie et les contacts humains pour cela.

Au sein de la Direction Administrative :

• vous serez responsable de la conception, de la réalisation et de la mise en place des projets (rédaction du cahier des charges, suivi du planning des analyses, formation des utilisateurs);

• vous serez l'interlocuteur privilégié des utilisateurs (identification précise de leurs besoins) et travaillerez en relation étroite avec la direction informatique. La mission est passionnante, la rémunération va vous motiver doublement pour réussir dans une entreprise à l'environnement de travail sympathique et performant.

Merci d'écrire à B. Braut, sous réf. M/DA 8, Service Recrutement, 93607 Aubrey-sous-Bois Cedex.

RANK XEROX

INGENIEUR SYSTEME CONFIRME

Pour renforcer l'une de nos équipes techniques en vue des nouveaux développements, nous recherchons un Ingénieur.

De formation Grande Ecole ou Universitaire, vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans de la fonction système sur gros matériel I.B.M. (MVS/VM).



SAINT-GOBAIN
Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 910 à La Direction des Affaires Sociales Compagnie de Saint Gobain - Les Mirails - Cedex 27 92096 Paris La Défense.

Important établissement financier de la région parisienne, recrute pour son siège social dans le cadre du développement de son activité en direction des associations et organismes assimilés :

son futur responsable d'analyse de risques et d'étude

Le candidat recruté devra posséder :
- un niveau de formation financière supérieur,
- une expérience pratique bancaire confirmée. Cette pratique, acquise au contact du tiers secteur, constituera un plus appréciable.

Sous la responsabilité du chef de service DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE, le candidat aura pour mission :

- l'analyse des risques en matière de découvert et de crédit
- la normalisation des procédures
- la mise au point des grilles d'analyse et d'information
- les études préalables :
a) de conditions aux clients et de rentabilité
b) de conception d'outils statistiques.

Il assurera en outre, les fonctions :
- de conseil auprès des lignes hiérarchiques,
- de contrôle des écarts et de compte-rendus.

Le goût des contacts humains, le sens de la pédagogie et une grande rigueur sont les atouts indispensables pour une insertion réussie.

La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 170.000 F.

Envoyer C.V. manuscrit sous réf. 87207 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

VARIAN ASS. PALO ALTO, CALIFORNIE (CA. 760 millions \$ en 83, 13.000 personnes) recherche pour sa filiale française

INGENIEUR DE VENTES

pour sa Division INSTRUMENTS

Âgé de 30-35 ans, vous aimez vendre et vous l'avez prouvé. Vous avez une solide expérience en absorption atomique, UV - visible, et si possible, en informatique. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais qui vous permettra de suivre régulièrement des stages de formation. Vous aimez travailler au sein d'une équipe avec des objectifs précis.

Pour ce poste, nous offrons une rémunération particulièrement intéressante, avec voiture de fonction et de nombreux avantages liés au Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence M3 à



VARIAN S.A.
Boite Postale 12
91941 LES ULIS CEDEX

OFFRES D'EMPLOIS

adjoint au resp
en affaires ec

THOMSON

LE DEPAR
ELECTRONI

DES INGENI

ANDES L'ECOLE

THOMSON

LE DEPAR

ELECTRONI

DES INGENI

ANDES L'ECOLE

THOMSON

LE DEPAR

ELECTRONI

DES INGENI

ANDES L'ECOLE

THOMSON

LE DEPAR

ELECTRONI

DES INGENI

ANDES L'ECOLE

THOMSON

LE DEPAR

ELECTRONI

DES INGENI

ANDES L'ECOLE

THOMSON

LE DEPAR

ELECTRONI

DES INGENI

ANDES L'ECOLE

THOMSON

LE DEPAR

ELECTRONI

DES INGENI

ANDES L'ECOLE

THOMSON

LE DEPAR

ELECTRONI

DES INGENI

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

adjoint au responsable des affaires sociales

Un organisme professionnel patronal souhaite compléter l'équipe en charge des Affaires Sociales en intégrant un excellent PRAICIEN du DROIT du TRAVAIL.

Il sera chargé d'analyser l'information sociale et d'en faire la synthèse afin de la traduire sous forme opérationnelle; de préparer des dossiers et de procéder à des études spécifiques (ce qui implique de bonnes capacités de communication orale et écrite); enfin d'orienter des réunions et de jouer un rôle de conseil auprès des Dirigeants d'Entreprise. Il participera à l'élaboration de la politique sociale de la profession. Des possibilités d'avancer sont offertes à un candidat qui saurait s'exprimer dans cette mission.

Ce poste ne peut convenir qu'à un DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES (JEP, SCIENCES ÉCONOMIQUES...), MINIMUM 40 ans ayant acquis une réelle compétence et une pratique confirmée du DROIT SOCIAL et des RELATIONS HUMAINES pour les avoir exercées dans des fonctions de CHEF du PERSONNEL, d'une PME - et réellement intéressé par des fonctions de Conseil.

Les dossiers de candidatures (avec rémunération) - sous réf. 2791 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



THOMSON-CSF
LE DÉPARTEMENT
ÉLECTROMÉCANIQUE
Situé à ISSY-LES-MOULINEAUX

DES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES ESE - ENSIEG - A.M. ...

Ayant quelques années d'expérience en milieu industriel, Agés de 25 ans minimum. Pour pourvoir des postes d'ingénieurs d'études et de développement dans les domaines de l'ÉLECTROTECHNIQUE et de l'ÉLECTRONIQUE.

L'évolution de carrière au sein du département ou du groupe sera à la hauteur du potentiel des candidats.

Envoyer votre C.V. et photo à: THOMSON-CSF M. BOURRE, Service du Personnel, 125, rue Jean-Jacques-Rousseau, 92130 Issy-les-Moulineaux.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Bientôt, une direction d'usine...

Notre Société (200 p., C.A. 100 Millions) fait partie d'un important groupe industriel orienté sur des technologies portables. Elle conçoit et fabrique en petite série des équipements industriels spécialisés, notamment pour l'industrie électronique et électronique. Elle est, dans son domaine d'activité, le leader mondial. Nous recherchons pour notre usine située dans une province agréable, notre futur

PRODUKTIONSLEITER

C'est un ingénieur d'environ 30 ans, diplômé d'une grande école (ENSAI ou équivalent), rattaché à la Direction Générale, il prendra la responsabilité des ateliers (fabrications et montage), des méthodes, de l'ordonnement et de l'entretien. Sa formation en mécanique ou électromécanique, et passion pour la technique, une expérience en direction d'atelier, ses capacités d'organisation et d'autonomie, l'ont préparé à ce poste où il aura dans un premier temps à améliorer la productivité et développer la gestion informatique de production. Il devra à cet effet accéder à la Direction de l'usine. L'allemand est la langue de travail du groupe; la bonne connaissance est donc indispensable.

Merci d'adresser CV et photo sous n° 4019 à CINOREN à qui nous avons confié cette recherche.

CINOREN 69 rue Lafayette 75009 Paris

JEUNE PROGRAMMEUR DUT INFORMATIQUE OU BTS

Un important établissement financier, Champs Élysées, recherche un jeune Programmeur. Pour assurer la conception d'applications informatiques, il a des connaissances en assembleur, éventuellement en Basic. Équipé au siège d'un HP 3000, mais poursuivant le développement d'un plan informatique et bureautique décentralisé important, il assistera techniquement nos diverses directions régionales, équipées elles en HP 125. Ce poste, très opérationnel et formateur, peut éventuellement convenir à un débutant pour peu qu'il sache se montrer autonome et doté d'un bon potentiel. Anglais souhaité.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 4801 à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 PARIS.

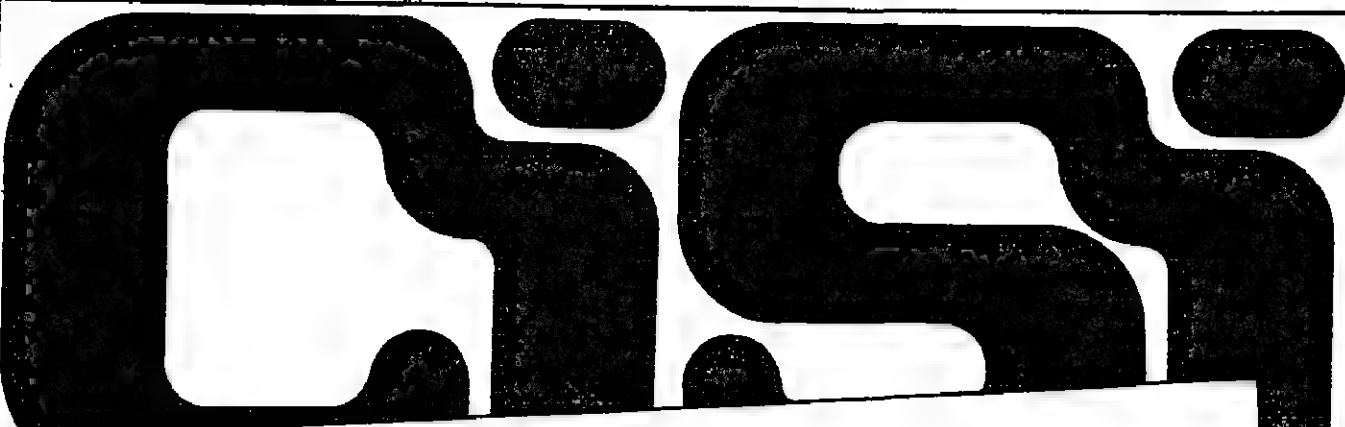
Dessein

recherche
LE RESPONSABLE DES COMPTABILITÉS

de solides connaissances en comptabilité générale - fiscale, personnel, etc. - acquises par une expérience de 5 à 10 ans en entreprise ou en cabinet comptable, des méthodes éprouvées, un bon esprit d'analyse et de synthèse, la capacité d'encadrer une petite équipe sont nécessaires pour réussir dans ce poste très ouvert grâce à l'expansion du groupe.

Envoyer C.V. et prétentions à CCE, 5, rue Lincoln 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL DES CHAMPS-ÉLYSÉES



Ingénieurs en CAO électronique

L'informatique industrielle est un de nos domaines privilégiés d'activité et un de nos axes stratégiques de développement pour les années à venir. Afin de renforcer notre potentiel en CAO appliquée à l'électronique et à la simulation, nous recherchons :

Un responsable de l'équipe support technique des ventes (RAT. RSV)

Possédant une première expérience professionnelle dans le domaine concerné, il organisera et animera les activités de promotion, présentations, démonstrations et assistance, en liaison avec les unités commerciales. Anglais indispensable.

Un responsable de développements logiciels (RAT. RDL)

Confirmé dans le développement de logiciels techniques, possédant des connaissances en techniques graphiques, gestion de bases de données, gestion logique, langage C et système UNIX, il aura en charge la réalisation de composants d'un système en CAO électronique.

Un ingénieur pour le support international (RAT. SVI)

Débutant ou ayant une première expérience professionnelle, il assurera la présentation et le support technique d'un produit réputé pour la simulation de circuits électroniques et participera activement au développement des ventes en liaison avec les filiales étrangères du Groupe CISI. Anglais indispensable.

Un ingénieur pour le support technique et commercial (RAT. SVC)

Éventuellement débutant, il assurera la présentation et le support technique d'un nouveau produit très performant de simulation de systèmes complexes. Des connaissances en automatique et en modélisation de systèmes sont nécessaires.

Un ingénieur pour le support technique d'un progiciel (RAT. STP)

Éventuellement débutant, possédant des connaissances en analyse numérique et simulation, il assurera la maintenance et les nouveaux développements d'un progiciel réputé pour la simulation de circuits électroniques.

Bénéficiant d'un environnement de haute technicité associé à de nombreux contacts humains, au sein d'une équipe dynamique et motivée, ces postes ouvriront aux candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution dans une activité en forte expansion. Lieu de travail : SACLAY (Essonne) avec déplacements en clientèle pour les postes de support commercial.

Écrire en joignant un C.V. et en rappelant la référence choisie à CISI - Service du Personnel, 35 bd Brune 75008 Paris Cédex 14.



L'INFORMATIQUE EN ACTION

Valeo

1^{ER} FABRICANT FRANÇAIS D'ÉQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

INGÉNIEURS

VALEO Eclairage (CIBIE) - Bobigny 93

De formation mécanicien (type A.M. ...) vous avez une première expérience en production. Vous assurez les relations techniques qualifiées entre un constructeur automobile français et les différents services de notre Société (1000 personnes) et nos Unités de Production. Ce poste implique de fréquents déplacements de courte durée. Anglais apprécié. Réf. 52981/1/M

Diplômé école de chimie (organique), vous avez acquis en milieu industriel, dix ans d'expérience en chimie macro-moléculaire et traitement de surface. Vous assisterez le Responsable du laboratoire dans l'animation de l'équipe (15 Ingénieurs et Techniciens) et le développement de moyens d'essais et d'homologation des nouveaux produits et procédés (utilisation de l'outil informatique). Connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais souhaitée. Réf. 52981/2/M

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. & C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

Repenser la fonction logistique...

2500 personnes, 5 secteurs d'activité, plusieurs usines et dépôts, des circuits d'approvisionnement et de distribution variés...

Nous recherchons pour mener une étude en vue d'améliorer les performances de la fonction logistique au sein des différentes unités du groupe, un collaborateur de haut niveau.

De formation supérieure (ingénieur, ESC...), il aura au cours de 4 à 5 ans d'expérience comme consultant ou en entreprise, des connaissances en logistique opérationnelle ou en techniques de prévision, d'information et de contrôle de gestion, appliquées à la logistique.

Il possèdera les qualités relationnelles qui lui permettront d'animer et coordonner les travaux de groupes de travail pluridisciplinaires et un potentiel de développement personnel pour évoluer ultérieurement dans le Groupe.

CIBA-GEIGY

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à Christiane MONTEIL 2 rue Lionel TERRAY 92506 RUEIL MALMAISON.

INGÉNIEURS SYSTÈME : LA SECONDE VOIE...

CORTRANS, filiale du Groupe SLIGOS : SSI reconnue comme l'une des spécialistes nationales et internationales dans la conception et la mise en place d'outils et systèmes informatiques, connaît une très forte expansion commerciale et technique.

Cette proposition s'adresse à un INGÉNIEUR SYSTÈME EXPÉRIMENTÉ motivé par la formation et l'assistance technique aux directeurs de projets.

La connaissance de MVIS est indispensable, DOS et CICS sont des atouts pour assurer des interventions d'assistance technique à caractère système.

La maîtrise des méthodes et de l'organisation de l'exploitation, le goût du contact et la compétence pédagogique permettront à un candidat autonome et enthousiaste d'assumer des responsabilités motivantes.

CORTRANS offre de larges possibilités d'évolution dans un environnement humain et technologique performant.

Envoyez en toute confidentialité votre dossier de candidature (CV + photo) sous référence 980 à notre Conseil FMI Recrutement 43, rue Liancourt 75014 PARIS Tél. (1) 320.69.29.

CORTRANS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE
recherche pour Paris

Analyste de crédit

Profil souhaité :
• niveau d'études supérieures. • l'ensemble des travaux d'analyse étant rédigés en anglais, il est impératif d'écrire et de parler couramment anglais.
Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à : MIBN - Service du Personnel, BP 259-08 75364 Paris Cédex 08.

Collaborateur expérimenté

La DIRECTION IMMOBILIERE de la BANQUE PARIBAS recherche pour la mise en place et la gestion de crédits promoteurs un jeune collaborateur expérimenté.
Agé d'au moins 26 ans, il aura une formation universitaire ou professionnelle.
Une expérience bancaire de 3 ans au moins dans le secteur lui sera indispensable, ainsi que de très bonnes connaissances juridiques et comptables dans le domaine de la Promotion Immobilière.
Ce poste nécessite méthode, rigueur, organisation et goût du travail en équipe.
Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées à la Direction des Relations Humaines de la Banque PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

Responsable pour l'informatique de gestion

Cet ingénieur de 30 ans maximum doit avoir l'expérience de la conduite de projets et connaître : MINI 6 - COBOL - BASES de DONNÉES.
Il sera chargé :
• des développements
• de l'organisation et de la gestion du service
• de l'établissement et de la mise au point des plans INFORMATIQUE et BUREAUTIQUE.
Il pourra exercer ses responsabilités de l'ensemble de l'informatique d'infrastructure en 2 services :
• Gestion sur MINI 6
• Scientifique et CAO sur VAX.
Envoyer CV et prétentions sous référence 23359 sur enveloppe à : JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS - qui transmettra.

DEPARTEMENT EXPORT AREA MANAGER

Les Laboratoires ROC, filiale du Groupe MOÏT-HENNESSY sont spécialisés dans la fabrication de produits cosmétiques hypotoxigènes. Le C.A. du département export, en progression constante, justifie l'intégration d'un nouveau collaborateur.
Répondant au Directeur International adjoint, il sera responsable des relations commerciales avec les Agents, de la promotion et du développement des ventes sur une zone géographique (en débutant sur les pays arabes et la Hollande).
Diplômé ESSEC, SUP DE CO ou équivalent, le candidat recherché possède une expérience terrain de 2 à 3 ans sur les marchés étrangers, un anglais courant, un excellent niveau d'allemand. Basé à Cologne, il est évidemment disponible pour de nombreux déplacements.
Ecrire en précisant salaire actuel et téléphone au réf. 80670/M à HAVAS CONTACT - 1 Place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Premier constructeur français d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscopes, mesures, analyse d'images) spécialiste également de l'hydraulique (servo-voies, pompes, systèmes d'asservissement).
1370 personnes dont 135 ingénieurs répartis en 5 établissements à Paris et en Province, recherche pour sa Direction Technique

LE CHEF DE SERVICE ELECTRONIQUE & MICRO-INFORMATIQUE

Electronicien de formation (Supélec ou équivalent) ayant une expérience industrielle solide cet ingénieur aura à animer et diriger une équipe de plusieurs ingénieurs et techniciens.
Membre de l'équipe de la Direction Technique il aura la responsabilité de la conception et du développement de la partie électronique et micro-informatique de nos produits, y compris la définition et l'écriture des logiciels des matériels de série à microprocesseur.
Il aura le souci du futur et recherchera les technologies nouvelles plaçant nos produits au plus haut niveau.

sopelam

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à SOPELAM Service du Personnel - 125, Boulevard Davout - 75020 PARIS

IMPRIMANTES

Nous sommes une société française indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous réaliserons en 1984 110 MF de C.A. (dont 50% à l'exportation), avec un taux moyen de progression de 30 % depuis plusieurs années en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux d'imprimantes et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine...). Dans cet esprit, nous recherchons

ingénieur technico-commercial

• Parfaitement bilingue anglais.
• L'ingénieur s'intégrera au sein de la Direction Commerciale et assurera au siège social les suivis techniques et commerciaux avec les clients, en liaison avec les différents services concernés de la Société.
• Expérience de quelques années dans cette fonction dans les domaines matériels informatique ou électronique professionnels.
Ce poste sédentaire nécessite :
- Esprit d'analyse et de synthèse.
- Sens aigu de l'organisation et de la coordination.
- Facilité d'adaptation et de contact.

IER

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez en joignant photo et Curriculum-Vitae en précisant bien la référence du poste choisi, au Service du Personnel, I.E.R., 12, rue de Sébastopol, 92400 Courbevoie.

ingénieur support technique

• Parfaitement bilingue anglais.
• Expérience de 3 ans minimum dans le domaine des périphériques d'ordinateurs.
• Parfaite connaissance des micro-processeurs et des moyens d'émulation associés et pratique du langage assembleur.
• L'ingénieur s'intégrera au sein d'une équipe et assistera le service commercial pour la connexion et l'adaptation des matériels commercialisés par la Société.
• Des déplacements de courte durée en France et à l'étranger sont possibles.
• Vous devrez disposer d'une voiture personnelle.

JEUNE INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL ENS ELECTRICITE, CHIMIE, MECANIQUE...

Pour contribuer au renforcement de notre position de leader sur le marché de la moyenne tension, nous souhaitons intégrer un Jeune Ingénieur.
Après une formation à nos méthodes et produits en France et dans les centres techniques de la maison mère à Bâle en Suisse, il sera chargé d'entretenir et développer les relations commerciales avec nos clients (grandes entreprises du secteur électrique) sur l'ensemble du territoire français.
Il aura également à conseiller les utilisateurs sur l'emploi et les applications de nos produits (résine époxy) et à présenter les services offerts par notre groupe.
Nous lui demandons une excellente formation d'ingénieur, un goût prononcé pour les produits techniques et une grande aisance relationnelle. Une première expérience de 2 ans dans une activité technique ou commerciale et/ou une personnalité déjà affirmée sont indispensables. Poste basé à Rueil. Anglais indispensable, allemand souhaité.

Merci d'adresser votre candidature sous Réf. 947 à Christiane Montell département du personnel - 2 rue Lionel Terray - 92506 RUEIL MALMAISON

CIBA-GEIGY

L.E.R.S

Société de Recherche du Groupe Synthelabo recherche, pour son Département de Recherche Clinique

3 Médecins HF

• Un spécialiste en cardiologie ou en néphrologie qui rapportera au chef du groupe Cardio-Neurologie.
• Un spécialiste en médecine interne, de préférence à orientation rhumatologie ou gastroentérologie, qui rapportera au chef du groupe spécialité Médecine Interne.
• Un spécialiste en neurologie et/ou psychiatrie, qui rapportera au chef du groupe spécialité Système Nerveux Central.
Les candidats auront pour mission :
L'élaboration et le suivi des plans de développement et des protocoles d'essais cliniques (phases I et II) de nouveaux médicaments ainsi que la rédaction des rapports pour la constitution de dossiers d'enregistrement internationaux.
Ces postes impliquent, au sein du département clinique, une étroite collaboration avec les groupes de Phase I et de Biométrie ainsi que des contacts fréquents avec les collaborateurs des différents unités européennes. Des rapports réguliers avec les différents groupes de pharmacologie du département Biologie sont également indispensables.

La nécessité d'une coordination permanente des essais cliniques menés par les unités de recherche clinique implantées dans les principaux pays d'Europe implique de nombreux déplacements et une grande disponibilité.
Qualifications indispensables.
Ces trois médecins doivent posséder :
• une expérience hospitalière ou de recherche.
• une très bonne connaissance de la méthodologie des essais thérapeutiques et des exigences internationales.
• une expérience pratique de protocoles cliniques (conception, mise en œuvre, suivi et exploitation des résultats).
• de bonnes connaissances en pharmacocinétique et en statistiques médicales.
• une excellente connaissance de l'anglais. Allemand souhaité.
• aptitude et goût pour le travail en équipe.
Lieu de travail : Paris.

Les candidatures seront envoyées avec C.V. au LERS, Direction Administrative et Technique, 58-60, rue de la Glacière 75013 Paris.

INGÉNIEURS

• Formation : Mathématiques / Mécatronique / Option robotique.
• Expérience professionnelle :
- 1 an minimum dans le domaine de la modélisation (équation différentielle).
- Bonne pratique du FORTRAN.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions N° 3.670 PUBLICITE REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

ATTACHE COMMERCIAL

Pour responsabilité d'un secteur de clientèle (80.000.000 F de C.A. matières plastiques, et divers).
- Age : 35 ans environ.
- Allemand courant parlé.
- Disponibilité pour voyages de courte durée en France et à l'étranger.
- Goût pour le développement de produits nouveaux.
Répondre selon expérience. Envoyer C.V. à D.P.F., sous le N° 690, 2, rue de Sébastopol, 75008 PARIS qui transmettra.

NOUS OFFRONS A DES DIPLOMÉS RÉCENTS d'Écoles de Commerce ou d'Ingénieurs

D'ENTRER DANS UNE ÉQUIPE COMMERCIALE

légère et motivée, après une formation technique appropriée. Notre société (49 personnes) est filiale d'un groupe allemand très performant et assure la

PROMOTION ET LA VENTE

de matières plastiques de base ou semi-finies auprès de négociants-grossistes ou utilisateurs industriels. Nombreux déplacements. Bonne connaissance de l'allemand souhaitée.

Adresser candidature et photo sous réf. 71389 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MATRA ESPACE VELIZY

La Division Administration et Gestion de la Branche Espace met en place un nouveau système de gestion et recherche (H.F.) :

Cadre HEC-ESSEC-SUP de CO pour des missions d'organisation

Il a pour mission de coordonner, au plan fonctionnel, le développement du système dans les domaines gestion, comptabilité, approvisionnement etc... Il établit un dialogue ouvert avec les utilisateurs pour la définition de nouvelles applications et l'amélioration de celles qui existent.

Ce poste peut être une opportunité pour un cadre en organisation, issu d'un Cabinet Conseil et intéressé par une fonction intégrée dans l'Entreprise. Outre sa compétence comptable et une expérience de 3 ans environ des études fonctionnelles préalables aux réalisations informatiques, il devra, pour réussir dans ce poste, révéler des qualités de relation et de rigueur.

Possibilité d'évolution vers des responsabilités opérationnelles. Anglais courant.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1119 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

MATRA RUEIL

La Division Optique développe ses activités CRISTAUX LIQUIDES et crée un poste (H.F.) :

Ingénieur Physique - Chimie

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il a la responsabilité des études théoriques et de modélisation de fonctionnement des cristaux liquides. Il participe à la recherche de nouvelles applications technologiques et au développement de l'activité de ce labo.

Cette fonction concerne un ingénieur Grande Ecole (Chimie de Paris - ESPCI ou ENSI) orienté en chimie organique et propriété physique des cristaux, associée à des connaissances en programmation en langage évolué.

Une solide expérience des cristaux liquides peut compenser une formation théorique moins poussée.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1121 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

FICHE-BAUCHE DEPARTEMENT ALARME ET SYSTEMES

Groupe français à implantation internationale, leader dans l'activité sécurité recherche pour renforcer son action commerciale dans le DOMAINE EN EXPANSION des systèmes de gestion centralisée de sécurité

TECHNICO-CIAL H.F.

MISSION : assistance aux services commerciaux du groupe pour la présentation des systèmes auprès de la clientèle

FORMATION : rédaction et suivi des offres.

FORMATION : DUT ou BTS électronique ou équivalent

EXPERIENCE : 3 à 5 ans d'une activité similaire.

Bonne pratique de l'anglais.

Déplacements de courte durée

France et étranger.

Lieu de travail : Z.I. VELIZY

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines 15/17 avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

JEUNES DIPLÔMÉS ESC-Maîtrise...

BON LEADER

BON PROFESSIONNEL

CADRE A PART ENTIERE

CHACQUE ANNÉE LES A.G.P. RECRUTENT 20 STAGIAIRES COMMERCIAUX. Ce sont des gens de qualité, au potentiel intellectuel prouvé, au caractère déterminé. Ils se sont pris en main, et leur tempérament de « chef » se manifeste par leur volonté d'intervenir sur leur environnement, dans leur vie professionnelle future.

CES CADRES SERONT COMPÉTENTS SUR TOUS LES PLANS. Bons généralistes des techniques de l'Assurance, spécialistes accomplis dans leur domaine d'action, réalisateurs capables de faire évoluer la fonction qui leur sera confiée.

POUR RÉUSSIR CE PROGRAMME AMBITIEUX IL FAUT UNE PRÉPARATION SANS FAUTE. Leur formation sera assurée pendant 2 ans au cours d'un stage conjuguant harmonieusement l'enseignement théorique, l'expérience pratique et la connaissance de l'Entreprise. En fin de cycle, leur intégration sera complète et ils rejoindront alors le collège des cadres commerciaux qui participent au développement de la Société.

Les A.G.P. - 4,5 Milliards de CA - Effectif technico-commercial 3500 personnes.

Écrire : AGP - Centre de Formation et de Recrutement - Tour HORIZON 82, rue d'Aubervilliers 75019 Paris - Tél. 240.44.50 - Sous référence : 84.01.21.



CESI ORGANISME DE FORMATION CONTINUE

Département EXPORT recherche

ASSISTANT (E)

Niveau BTS ou DUT pour poste administratif et gestion de formation. Dactylo et anglais

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à : P. FERRER, CESI, 8, rue d'Arques 92050 COINTILLY.

ORGANISATION DE CONSOMMATEURS

recherche pour Paris

ASSISTANT (E) JURIDIQUE

Niveau Sciences ou Maîtrise (Droit privé).

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo sous n° T 044.128 M Régie-Presses, Paris 2^e.

S.E.M. D'AMÉNAGEMENT Région parisienne.

Mise à un groupe national

UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Exp. de plusieurs années en aménagement urbain, promotion immobilière ou entreprises T.P., S.T. Forêt, sup. GEP, Paris, 14^e, 75014.

Droit ou similaire.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T 044.170 Régie-Presses, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

INGÉNIEURS FLEXIBLES

Déplacements prévus. STZ-45-62, GET, 6, rue Pasteur, Paris, PARIS 11^e.

Etablissement financier 400 personnes

recherche pour Paris 15^e

CADRE RESPONSABLE DE LA PAYE INFORMATISÉE

(MINIMUM 35 ANS)

Capable d'assumer immédiatement l'ensemble des problèmes liés à la rémunération, les relations avec le sous-traitant informatique et l'application des nouvelles dispositions en matière de législation sociale.

Niveau minimum requis : D.U.T. gestion de personnel ou équivalent + expériences confirmées.

Sens de l'organisation et goût du travail en équipe.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° T 044.114 M Régie-Presses, 85-bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

85 bis, rue Valenciennes, Paris 2^e.

BANQUE Inspection Générale

Diplômé d'Enseignement Supérieur (ESSEC IEP, équiv.) votre carrière vous a permis d'abord de maîtriser l'ensemble des opérations bancaires, ensuite de pratiquer les techniques de l'audit dans un important réseau.

Un Groupe bancaire implanté dans près de vingt pays vous propose d'intégrer dans un premier temps son corps d'Inspection Générale, dans un deuxième temps d'assumer des responsabilités élevées au sein de ses filiales.

Compte-tenu d'implantations en pays anglophones, un bon niveau en anglais financier est requis.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 2676/JR à : A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra

Important Groupe Industriel La Défense recherche pour l'une de ses filiales :

Jeune Cadre

pour service des Ventes France. Formation : ESSEC, Sup de Co, ESCAÉ ou équivalent. Première expérience professionnelle indispensable. Langues : allemand et anglais souhaités. Connaissances du secteur agro-alimentaire appréciées. Déplacements fréquents mais courts. Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 84.020 à :

Cabinet Avenir Services

5, rue Joutroy 75017 Paris



recherche pour son usine de CIRCUITS IMPRIMÉS de COUTANCES (Manche)

LE RESPONSABLE METHODES

(AM ou équivalent)

Le titulaire assurera la fonction de responsable dans les domaines suivants :

- METHODES PRODUITS
- PREPARATION FABRICATION
- METHODES DE FABRICATION

Pour ce poste, une expérience en service méthodes et la connaissance de l'anglais sont souhaitées.

Adresser votre CV avec photo et prétentions, en rappelant la référence AS/MET à CIT ALCATEL - Service Recrutement et Orientation 10, rue Latécoère 78140 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT PARIS 9^e recherche

BIBLIOTHECAIRE DOCUMENTALISTE H.F.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant acquis une première expérience, capable d'assurer la gestion courante d'une bibliothèque, de développer la documentation et d'établir des rapports de synthèse dans les domaines financiers et comptables. Anglais apprécié.

Avantages sociaux. Restaurant d'Entreprise. Horaires : 37 h 30 par semaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo (reçue) à CLA RECRUTEMENT, 11 av. Delcassé, 75008 Paris, en précisant la référence 10.390-M

BANQUE INTERNATIONALE Quartier Champs Elysées recherche pour son Département des Crédits Internationaux

CADRE COMMERCIAL H/F

Ayant au minimum 5 ans d'expérience dans la fonction. Anglais courant.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 87457 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Important organisme professionnel quartier Opéra recherche RESPONSABLE de son

SERVICE ECONOMIQUE

Formation : Sciences Po EcoI et maîtrise de Sciences Eco (Econométrie), ou Sciences Po EcoI et informatique. Débutant accepté.

L'ADJOINT DE CE RESPONSABLE

Formation : maîtrise Sciences Eco (Econométrie). Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo s / réf. 911 à HELP INTERNATIONAL

M^r Chabanne - 12, rue Chabanais 75002 PARIS

SICOMI d'excellente notoriété de taille humaine en pleine expansion recherche un Collaborateur qui sera responsable de la

GESTION ADMINISTRATIVE PATRIMOINE IMMOBILIER LOCATIF

140-180.000 Fns/an

(Bureaux - Entrepôts - Commerces)

Au sein d'une petite équipe de haut niveau, il aura de réelles responsabilités de gestionnaire, nécessitant esprit d'initiative et de décision, capacités d'autonomie et d'évolution + aptitude à l'usage d'un outil informatique performant.

Expérience d'au moins 5 ans des baux commerciaux, copropriétés, gestion des loyers et charges locatives.

Ecrire sous réf. GARY/PB à notre Cabinet R. BATTICOLLIER, 30, Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS qui vous garantira une totale discrétion.

30, Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

qui vous garantira une totale discrétion.

DOSSIER

Le point sur...

Les immigrés et la crise de l'emploi

L'ANNONCE de nouveaux licenciements dans l'industrie automobile française a mis en évidence, une fois de plus, le problème des travailleurs immigrés, premières victimes des mutations technologiques en cours. Certes, on a beaucoup parlé, depuis le 10 mai 1981, de la révolte de ces ouvriers, en majorité musulmans, qui refusent d'être « OS à vie », réclament les mêmes droits que leurs camarades français. Mais jamais, jusqu'à présent, le dossier de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère n'avait suscité autant de polémiques. La présence en France de ces travailleurs déplacés, soutiers de l'Europe aux plus belles

heures de la reconstruction et de l'expansion, est même devenue un thème électoral, comme à Dreux ou à Poissy, pour une partie de l'opposition. Sur quelques quatre millions et demi d'étrangers — femmes et enfants compris, — près de deux millions travaillent dans nos usines, alors que le chômage national a franchi la barre des deux millions. Mais n'est-ce pas là une équation fallacieuse ? Des enquêtes ont montré que le renvoi de cette main-d'œuvre ne résoudrait pas la crise de l'emploi.

Il reste que la dégradation du marché du travail affecte directement les immigrés, notamment les

hommes et les jeunes de la deuxième génération. Sans qualification professionnelle, moindre mobilité géographique du fait des regroupements familiaux, concentration dans des secteurs d'activité stratégiques touchés par la crise ou conduits à se moderniser : autant d'obstacles à l'insertion d'une communauté qui a pourtant contribué à l'essor de notre économie. Une voiture sur quatre et un kilomètre d'autoroute sur trois ont été réalisés par les immigrés, dont 70 % vivent en France depuis plus de dix ans.

Cette population étrangère, insérée relativement stable bien avant le coup d'arrêt donné à l'immigra-

tion en 1974, est toujours embauchée dans les tâches subalternes et les travaux pénibles. Elle subit de plein fouet l'insécurité face au travail, face à la crise de l'emploi, dans un contexte social obéré par la montée des réflexes xénophobes. Un apartheid larvé ? Pour endiguer le danger, le gouvernement tente de développer une politique axée sur un double choix, comme l'avait défini le conseil des ministres du 31 août 1983. D'une part, le contrôle des flux migratoires et la régulation de l'emploi clandestin ; d'autre part, l'insertion dans la vie sociale, économique et culturelle française. Depuis lors, on parle aussi d'une aide à la réinsertion au pays d'origine.



I. - Près de 4,5 millions d'étrangers

La population des étrangers résidant en France a plus que doublé en vingt ans. Au 31 décembre 1982, la France comptait 4 459 068 résidents étrangers, familles comprises, contre 2 012 352 en 1962. Pourtant, cette communauté originaire de plus de cent vingt pays ne représente que 8 % environ de la population totale de l'Hexagone, soit sensiblement la même proportion qu'il y a cinquante ans, malgré l'incidence du développement démographique, plus élevé que la moyenne française. Globalement, la population étrangère reste donc stable depuis un demi-siècle.

Comme dans la plupart des pays d'Europe, c'est surtout à la fin des années 50 que sont apparues les premières vagues de main-d'œuvre, suivies de grandes migrations, notamment dans certaines régions : Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur.

Depuis 1974 (fermeture des frontières), la proportion d'immigrés n'a guère varié. La croissance de cette communauté s'était d'ailleurs ralentie : 0,4 % en moyenne, contre 0,8 % entre 1968 et 1975.

Une population stable

Au 31 décembre 1982 — date à laquelle s'arrête le décompte établi comme chaque année, sur la base des titres de séjour en cours de validité recensés par le ministère de l'Intérieur, — la France comptait 4 459 068 résidents étrangers, familles comprises, contre 4 223 928 au 31 décembre 1981, 4 167 978 au 31 décembre 1980 et 4 124 317 au 31 décembre 1979.

Si l'on s'en tient à ces seuls chiffres, l'accroissement de cette population au cours de l'année 1982 serait donc de 235 140 personnes. En fait, la nouvelle statistique inclut, outre 140 000 enfants de moins de seize ans qui n'ayant pas obligatoirement un titre de séjour — n'étaient pas recensés précédemment, 120 000 étrangers qui se trouvaient illégalement sur notre territoire et dont la situation a été régularisée en 1981 et en 1982.

Sur la base, désormais officielle, de ce chiffre de 4 459 068 étrangers, la répartition s'établit comme suit, selon les régimes : 2 747 394 étrangers relevant du régime général (61,62 % contre 58,18 % en 1981) ; 805 355 ressortissants algériens (18,06 % contre 19,34 % en 1981) ; 831 035 étrangers ressortissants d'Etats membres de la CEE (14,15 % contre 14,8 % en 1981) ; 141 869 ressortissants d'Etats africains du Sahara du sud appartenant sous administration française (2,99 % contre 2,72 % en 1981) ; 141 869 réfugiés et apatrides (3,18 % contre 3,08 %).

L'évolution par sexe et par âge révèle une légère diminution de la population étrangère masculine en pourcentage : 2 167 546 hommes (48,61 % en 1982 contre 2 130 947 en 1981 (42,16 %), 1 237 461 femmes (27,75 % contre 1 204 980 (28,63 %) — évolution qui s'est faite surtout au profit des enfants de moins de seize ans : 1 054 061 (23,64 % en 1982 contre 883 031 en 1981 (21,02 %).

L'évolution des communautés les plus nombreuses dans le régime général fait apparaître un léger accroissement de la communauté portugaise, qui, comme les années précédentes, occupe la première place avec 888 595 ressortissants contre 859 438 en 1981 (887 324 en 1980). Une diminution de la communauté algérienne, dont le nombre de personnes revient de 816 873 en 1981 (816 176 en 1980, chiffre rectifié) à 805 355 en 1982. Une progression des Italiens, dont le nombre passe de 444 472 en 1981 (421 263 en 1980) à 482 869 en 1982. Une diminution des Marocains, dont le nombre revient de 452 035 en 1981 (469 189 en 1980) à 441 042 en 1982. Une légère réduction du nombre des Espagnols, qui de 412 642 en 1981 (424 692 en 1980) passe à 395 364 en 1982. Un accroissement des Turcs, dont le nombre passe de 193 203 en 1981 (181 818 en 1980) à 212 909 en 1982, et un autre accroissement : celui des Grecs, qui passent de 115 073 en 1981 (103 946 en 1980) à 135 049 en 1982.

II. - Toujours des besoins subalternes

Si les immigrés constituent 8 % de la population totale de la France, ils représentent en revanche environ 9 % de la population active, car il y a parmi eux un pourcentage plus élevé d'hommes en âge de travailler. Leur présence dans certains secteurs, encore délaissés par les travailleurs nationaux, est décisive pour notre économie. Ces immigrés sont cantonnés le plus souvent dans les tâches subalternes : huit sur dix effectuent un travail qui requiert moins de trois semaines de formation.

Cette absence de formation professionnelle, qui affecte une grande partie de la jeunesse en France, touche surtout la « deuxième génération ». En général, les immigrés occupent des emplois peu qualifiés, plus de 85 % des salariés étrangers sont des ouvriers. Ils représentent 17,5 % de l'ensemble des ouvriers (25 % des manœuvres, et seulement 2 % des cadres).

Selon le ministère du travail (1982), les immigrés restent très nombreux dans certains secteurs d'activité : plus de 30 % dans le génie civil et les services d'hygiène,

environ 25 % dans le bâtiment et les travaux publics, plus de 15 % dans la construction automobile, plus de 10 % dans les mines, la fonderie et le travail des métaux, les industries du caoutchouc, des matières plastiques et les matériaux de construction — tous secteurs caractérisés par une certaine pénibilité des tâches. Quelque 10 % seulement des actifs étrangers sont employés du tertiaire, pour plus de 30 % de l'ensemble de la population (ministère de la solidarité nationale).

Les licenciements massifs parmi la main-d'œuvre étrangère sont la conséquence logique des motifs pour lesquels on l'avait embauchée. Travailleurs de la surchauffe économique, les immigrés étaient destinés à devenir les premiers chômeurs en période de crise. La modernisation, les restructurations, le redéploiement des industries et l'automatisation suppriment des emplois souvent répétitifs, dangereux ou insalubres. Exemple : en 1975, 75 % des chômeurs étaient des immigrés. Au début de 1983, ces derniers n'étaient plus que 43 %.

III. - La révolte des O.S. musulmans

Depuis le 10 mai 1981, les grèves des O.S. défrayent la chronique. Successivement, Renault-Saône, Renault-Billancourt et Peugeot-Socaux en 1981, Renault-Filix, Citroën-Aulnay en 1982, puis Talbot-Poissy en 1982 et, de nouveau, ces deux derniers usines en 1983, ont été frappés par des débrayages massifs.

A chaque fois, les « faiseurs de troubles » étaient des immigrés, en majorité musulmans. En pleine crise économique, ils revendiquaient les mêmes droits que leurs compagnons de travail français, le bénéfice des lois Auroux (droits syndicaux, liberté d'association et d'expression) dans des usines dont certaines étaient, de longue date, tenues en main par la Confédération des syndicats libres (CSL), un syndicat-maison issu de la CFT. Ils ne voulaient plus être « O.S. à vie », et réclamaient le droit à la promotion, le « droit à la dignité ». En arrière-plan, le vrai problème : l'insécurité face au chômage et aux projets de restructuration et de modernisation du secteur automobile. La tension, largement musulmane de ces travailleurs, recrutés par strates successives au Maghreb, puis en Afrique de l'Ouest ainsi qu'en Turquie, a joué un rôle, en même temps que la

peur ressentie devant le racisme ambiant avivé par la crise de l'énergie, le chômage ou les événements du Proche-Orient. Mais un autre phénomène apparaît dans les grandes usines qui emploient la main-d'œuvre étrangère : le vieillissement de ces travailleurs, devenus plus revendicatifs et plus attentifs à leur avenir, à leur sécurité et à celle de leurs familles. A Talbot-Poissy en 1982 (65 % d'immigrés dans la production), sur 4 400 O.S. marocains, un seul avait moins de cinq ans et d'ancienneté et 3 200 avaient travaillé plus de dix ans dans l'entreprise ; 58 % d'entre eux avaient sans cesse d'enseignement primaire complet et la plupart ne savaient pas lire le français ; les actions d'alphabétisation n'ont touché que 47 personnes en 1981.

Après le compromis boiteux conclu récemment à Poissy — pour le licenciement de 1 905 salariés, presque tous immigrés, et pour le recyclage (hypothétique) d'un millier d'entre eux envoyés en formation professionnelle, — de nouveaux conflits menaçaient le secteur de l'automobile, notamment chez Citroën, tandis que s'exacerbe une compétition « sauvage » entre constructeurs européens.

IV. - L'inégalité face à la crise

En juillet 1974, il y avait en France 378 400 demandeurs d'emploi compte tenu des variations saisonnières ; et, au 31 décembre 1982, sur la même base d'estimation, il y en avait 2 009 000, soit un chiffre cinq fois supérieur, alors que le nombre des immigrés est resté à peu près constant. Par ailleurs, le chômage avait progressé de 30 % en 1981 dans l'ensemble des pays de la CEE, malgré le verrouillage des frontières. Les chiffres montrent que les immigrés sont plus vulnérables au chômage : de 1976 à 1981, sur 385 000 emplois supprimés, 225 000, soit six emplois sur dix, touchaient des im-

migrés. C'est que les secteurs les plus atteints par la crise ou par la modernisation sont précisément ceux où les étrangers sont les plus nombreux.

Cette dégradation de l'emploi a été particulièrement sensible dans l'automobile et le bâtiment. En corollaire de cette diminution par secteur d'activités, on note depuis 1973 une régression globale de la main-d'œuvre étrangère dans l'ensemble du salariat. Selon une enquête du ministère du travail (avril-mai 1982, supplément au Bulletin mensuel des statistiques du travail, n° 107), il y a eu, en 1982, 281 813 licenciements économiques touchant des Français (ou des ressortissants de la CEE) et environ 34 000 concernant les immigrés du régime général. Ainsi, plus de 12 % des licenciements économiques ont frappé des immigrés, alors que ceux-ci ne représentaient que 9,2 % de l'ensemble des salariés. Mais l'écart est plus important encore si l'on tient compte des autres formes de licenciement. En 1982, il y avait environ deux cent vingt mille demandeurs d'emploi.

V. - La régularisation des clandestins

Alors que plus de 4 millions d'étrangers vivent en France en situation régulière, les « irréguliers » ne sont qu'une faible minorité. Des responsables de l'ancienne majorité avaient lancé le chiffre de 300 000 à 400 000 personnes. Cette estimation a été reprise lorsque, durant l'été 1981, le gouvernement a mis en place une procédure exceptionnelle de régularisation des « sans-papiers ». Entre-temps, l'augmentation du chômage avait sans doute aggravé les mécanismes de recours à une main-d'œuvre fantôme, exploitée surtout dans les secteurs du prêt-à-porter parisien, de l'agriculture, de la plomberie et de la distribution des prospectus. La procédure de régularisation ne s'est achevée qu'en 1982. Environ 140 000 travailleurs ont été régularisés. On est loin des estimations précédentes.

Mais cette procédure n'a pas été simple. Elle a mis en lumière l'ampleur du travail clandestin, ses filières et ses ramifications, ainsi que l'enjeu économique qu'il représente. Le nombre important des femmes et des femmes constitue le trait essentiel de cette population : près de

45 % des travailleurs « régularisés » en 1981-1982 avaient moins de 26 ans et 18 % étaient des femmes.

En même temps, la France renforçait les sanctions contre les passeurs d'hommes, les marchands de sommeil et les employeurs frauduleux appliquant rigoureusement l'importante loi du 17 octobre 1981 relative à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière. La nouvelle législation contient deux types de dispositions : les unes visent à sanctionner les employeurs de main-d'œuvre clandestine, les autres, plus novatrices, à protéger ceux qu'ils exploitent, désormais assimilés, à compter de leur embauche, à des travailleurs régulièrement engagés, tant au plan pénal qu'à celui de la réglementation du travail (horaires, congés, hygiène, sécurité, prestations sociales).

Cependant, en France, comme dans tous les pays d'Europe, le discours institutionnel n'incite guère sur les lieux où l'immigration clandestine et la dégradation progressive des économies des pays du tiers-monde. L'élan migratoire, privé de ses débouchés légaux, risque d'aggraver les flux clandestins.

VI. - Une féminisation croissante

De plus en plus confrontée à la nécessité d'apporter un second salaire au foyer, les femmes étrangères sont plus nombreuses qu'autrefois à rechercher du travail. Ce phénomène, s'ajoutant aux regroupements familiaux, a provoqué une modification de la main-d'œuvre étrangère : les travailleurs isolés ou célibataires se sont vus remplacés par les femmes et les jeunes étant désormais les plus nombreux. En 1975, 40 % seulement de l'ensemble des étrangers étaient des femmes. Elles sont aujourd'hui plus de 48 %, et la moitié d'entre elles ont moins de vingt ans. En 1975 et 31 % en 1962. Aujourd'hui, plus de 17 % des étrangers travaillant dans les entreprises de plus de dix personnes

sont des femmes (ministère du travail). Quelques 20 % d'entre elles ont moins de vingt ans.

Le dispositif de formation des seize dix-huit ans mis en place en 1982 laisse malheureusement subsister certaines inadéquités qui frappent les adolescents étrangers : plus le degré de qualification du stage est élevé, moins elles sont nombreuses à le suivre. « Des lors, constatent les experts, on ne s'attarde pas de recruter de plus en plus de femmes inscrites à l'ANPE. La féminisation de l'immigration fait écho à la féminisation du chômage étranger. » (Situations, magazine de l'ANPE, janvier 1984, n° 57.)

VII. - La deuxième génération

Le problème majeur pour les années à venir risque d'être celui des jeunes d'origine étrangère nés en France : la fameuse deuxième génération. Pour évaluer leur nombre, on peut se référer au rapport de M. Jacques Maréchal (l'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société française, ministère du travail, mai 1982. La Documentation française). Celui-ci, après avoir proposé le chiffre de 1 584 000 enfants et jeunes étrangers de moins de vingt ans au 1^{er} janvier 1980, estime à 700 000 le nombre d'enfants

et de jeunes d'origine étrangère nés en France, la nationalité française. On peut donc évaluer à près de 2 300 000 le nombre de jeunes étrangers ou fils d'étrangers. Un million d'entre eux sont scolarisés. Désormais, plus de 300 000 immigrés âgés de seize à vingt ans arrivent chaque année sur le marché du travail. Avec les femmes, ce sont ces jeunes qui, par manque de qualification professionnelle, constituent la principale cohorte des chômeurs étrangers.

VIII. - Retour au pays et substitution de main-d'œuvre

A l'occasion du conflit Talbot, le gouvernement, qui avait supprimé le 25 novembre 1982 l'aide au retour, instaurée en 1977 par M. Lionel Stoleru, ancien secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, a proposé une « allocation à la réinsertion » — on parle de 30 000 à 40 000 francs — aux immigrés qui souhaitent regagner leur patrie. Cette nouvelle aide au retour « à la carte » est quelque peu différente de celle, uniforme et définitive, qui avait été proposée au temps de M. Cressat d'Estaing. Elle devrait tenir compte en effet, officiellement, de la nécessité d'une véritable formation au retour ou, en tout cas, d'une réelle possibilité de réinsertion dans le pays d'origine.

Au 30 juin 1981, seulement 57 953 travailleurs — 90 782 personnes avec les familles — avaient, en cinq ans, bénéficié de l'aide « million » des immigrés, dont 40 % d'Espagnols, 26,3 % de Portugais et à peine 3,7 % d'Algériens.

L'échec sera-t-il aussi flagrant aujourd'hui ? Les circonstances sont différentes, autant que les modalités de l'« allocation-réinsertion ». Mais cette dernière représente toujours pour les immigrés un passeport vers l'inconnu, vers un avenir lourd d'incertitudes dans le pays d'origine.

Un départ massif des immigrés, loin de résoudre les problèmes du chômage, aurait des conséquences difficiles à évaluer, mais sans doute néfastes. En 1976, une étude interministérielle, réalisée sous la direction de M. Anicet Le Posa (Immigra-

tion et développement économique et social, 2^e trimestre 1977), avait démontré que le départ de cent cinquante mille étrangers travaillant en France permettrait, au mieux, de libérer treize mille emplois, compte tenu de l'état de la robotisation à cette époque. Aujourd'hui, bien sûr, une telle estimation doit être révisée en hausse, en raison des nouvelles données économiques et des progrès de l'automatisation.

Il n'en reste pas moins que, dans les structures économiques actuelles, les Français sans emploi ne sont pas encore prêts à remplacer les immigrés dans toutes les tâches qui leur échoient. Car, sur les quelque deux millions de chômeurs français, il y a une majorité de femmes (60 %), presque autant de jeunes des deux sexes et environ 15 % de travailleurs de plus de quarante-cinq ans, des employés, techniciens et cadres qui refusent ou qui ne sont pas à même d'exécuter des travaux pénibles et sous-payés.

La France, qui a signé en 1982 la Convention européenne sur le statut des travailleurs immigrés, professe que ceux-ci continuent d'être utiles à notre économie. Ils contribuent même à l'équilibre de la sécurité sociale par le fait que plus de deux tiers des cotisants étrangers, ceux dont les familles sont restées dans le pays d'origine, perçoivent des allocations nettement plus réduites que celles des familles françaises.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

DECISION
INFORMATIQUE

CHRONIQUE SUR LES DERNIERES TENDANCES

ANALYSE
LOGICIELS
TECHNIQUE

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur

20 FF chez votre marchand de journaux.

Dossier établi par JEAN BENOIT

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES

sur papier Ilford Cibachrome ou sur film

ETRAVE 39, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 6 347.21.32

مكتبة الامم المتحدة

سكنا من الأهل

Le Monde

économie

Assurance-chômage : le gouvernement espère conclure rapidement un accord sur le système de solidarité

La deuxième rencontre entre les partenaires sociaux et MM. Bérégovoy et Ralite, pour définir le système de solidarité distinct du système d'assurance-chômage, a lieu ce 31 janvier dans l'après-midi et devrait se prolonger tard dans la soirée, comme on l'annonce au gouvernement, on parvenait à un accord de principe.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Bérégovoy, et le ministre délégué chargé de l'emploi, M. Jack Ralite, voudraient pouvoir reformer le dossier de l'UNEDIC pour le 1^{er} février. Un prochain conseil des ministres devrait adopter une ordonnance, qui rendra applicable la nouvelle convention de l'UNEDIC, si toutefois, la CFTC, la CGT et FO, au minimum, confirment leur accord de principe sur l'assurance-chômage du 10 janvier.

Mais, à peine clos, le dossier de l'UNEDIC devrait être de nouveau ouvert, selon les indications fournies par M. Max Gallo, porte-parole du gouver-

nement, au cours d'une conférence de presse le 30 janvier en fin d'après-midi. En faisant un rapide compte-rendu du séminaire gouvernemental, qui se tenait le jour même à Versailles, le porte-parole a en effet précisé que les mesures d'accompagnement social des restructurations industrielles seraient non seulement l'objet d'une large concertation mais que des négociations seraient engagées avec l'UNEDIC, notamment pour le financement des congés de reconversion.

Par ailleurs, alors que les dossiers sociaux dominent l'actualité, le CNPF commence ce même 31 janvier, une série de rencontres avec les organisations syndicales, sauf la CGT, pour y aborder tous les sujets de l'heure. Une délégation de la CFDT, conduite par M. Edmond Maire, sera la première à être consultée, suivie le 7 février par FO, le 8 février par la CGC et, à une date qui n'est pas encore précisée, par la CFTC.

Une dangereuse multiplication des régimes

Deux systèmes ont été institués pour l'indemnisation du chômage avec l'accord de principe intervenu le 10 janvier dernier entre le CNPF, la CGPME et trois organisations syndicales (la CGC, la CFTC et FO). A compter du 1^{er} avril, il y aura une séparation nette entre l'assurance proprement dite et ce qui relève de la solidarité nationale.

Deux systèmes, donc, mais n'y a-t-il pas aussi deux vitesses pour la protection sociale ? La question vaut d'autant plus d'être posée que le futur régime d'assurance de l'UNEDIC garantit, moyennant une cotisation supplémentaire des salariés (pour ceux qui se situent au-delà du plafond de la Sécurité sociale, soit 8.110 F), une indemnisation plus favorable en cas de chômage. Elle est fixée à 60 % du salaire de référence pour les salariés gagnant plus de 6.750 F, contre 42 % du même salaire et une partie fixe journalière de 40 F pour les plus bas revenus.

Depuis le 17 janvier, date de la première rencontre officielle des partenaires sociaux avec MM. Pierre Bérégovoy et Jack Ralite, respectivement ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et ministre délégué chargé de l'emploi, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut « aller vite » et préciser enfin ce dispositif qui, peut-être, les organisations non signataires de l'accord de principe, la CGT et la CFDT, finissent par accepter, sous une forme ou sous une autre... Une nouvelle rencontre, initialement prévue le 27 janvier, a lieu ce 31 janvier.

Mais les deux organisations « récalcitrantes », rejointes en cela par les signataires qui ont toujours affirmé vouloir connaître l'ensemble du système avant de se prononcer définitivement, entendent mettre des conditions impératives à leur décision finale. Constatant des lacunes dans l'assurance-chômage, elles souhaitent en compenser les effets par des mesures de « rattrapage » qu'elles espèrent voir adopter par le gouvernement dans le système de solidarité.

Deux branches, donc, qui pourraient être complétées par un régime annexé... L'idée, avancée par la CFDT notamment, mais à laquelle se rallierait la CGT, consiste à utiliser, pour ce faire, tout ou partie de la contribution de solidarité des fonctionnaires, qui s'élève à 3,3 milliards de francs.

Les contacts préliminaires avec le gouvernement laissent à penser que, si MM. Bérégovoy et Ralite accepteraient de corriger les défauts de l'accord de principe — pour les chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans ou pour les jeunes demandeurs d'un premier emploi — ils refusent tout net le terme de « rattrapage ». Ce serait, laisse-t-on entendre dans les ministères, se laisser entraîner dans une « logique dangereuse », qui risquerait de créer des précédents.

La Confédération des syndicats médicaux français souhaite une hausse des tarifs de 7 ou 8 %

En mars 1983, son assemblée générale, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) entend préparer, dès à présent, « une large consultation de tous les syndicats de médecins pour déterminer l'avenir de la profession ». C'est ce qu'a annoncé, lundi 30 janvier, M. Beaupère, président de cette confédération, qui a ajouté que son organisation entend « poursuivre la contestation en cours », notamment en matière de tarifs.

La CSMF, qui envisage de convoquer des « assemblées conventionnelles » avant l'été, réclame, notamment, « que les utilisateurs prennent à leur charge une part plus importante des dépenses de santé ». Tout en déclarant que les médecins sont « des travailleurs comme les autres et des entrepreneurs parmi les autres », et qu'ils ont « droit à l'égalité des citoyens devant l'impôt », elle invite les praticiens à re-

fusier la limite maximale de 5 % d'augmentation sur les prix et les revenus, imposée à tous les secteurs. « Un seuil de 5 %, ce n'est pas raisonnable », a précisé M. Beaupère ; cela revient à une hausse de 3,25 F par acte médical.

La CSMF souhaite que ce seuil soit porté à 7 % ou 8 %, et compte négocier sur cette base avec les pouvoirs publics et les caisses d'assurance-maladie. Pour appuyer cette revendication, ainsi que d'autres qui ont trait « aux difficultés économiques de l'entreprise médicale et au champ d'activité de la médecine libérale », la CSMF va organiser des « manifestations importantes » en avril prochain. Entre-temps, elle compte prendre contact avec « le CNPF, les élus, les mutuelles et FO », pour « de grandes manœuvres, en accord avec les autres professions ».

Carieux résultat, plus curieux encore si l'on considère que l'assurance-chômage de l'UNEDIC vient de supprimer la notion de licenciement économique et les indemnités spéciales correspondantes, au moment où elles se révéleraient plus nécessaires que jamais.

On peut s'interroger sur les raisons qui ont amené le gouvernement, par son silence ou ses interventions discrètes, à laisser s'établir un régime de rigueur pour l'assurance-chômage financée par les salariés et les employeurs, quand il savait, par ailleurs, qu'il allait devoir prendre de nouvelles mesures pour amortir les effets de la montée du chômage, qu'elle soit liée à la crise économique ou qu'elle soit accentuée par les restructurations.

Faut-il avoir adopté une attitude cohérente, et de l'expliquer, le gouvernement se trouve maintenant contraint de colmater les brèches et d'innover dans la précipitation, aboutissant ainsi au résultat inverse de ce qui était primitivement recherché. Il a lui-même créé l'embrouillamini d'aujourd'hui. Il risque d'en pâtir longtemps.

ALAIN LEBEAUX.

LA POLITIQUE FAMILIALE

Pour favoriser la natalité le gouvernement veut transférer certaines aides sur les jeunes enfants

Comment concrétiser la « priorité à la famille », affirmée par M. François Mitterrand et inscrite dans le IX^e Plan, avec une autre promesse du président de la République, celle de réduire les prélèvements obligatoires dès l'année prochaine ? Pour répondre à ces deux exigences contradictoires, les projets gouvernementaux que M. Bérégovoy devrait émettre ce mardi 31 janvier, lors de l'installation du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocation familiales (CNAF), visent pour l'essentiel à redistribuer les aides existantes.

Le premier projet est celui d'un congé parental rémunéré d'une durée de deux ans à partir du troisième enfant. Le montant serait de 1.000 F par mois (500 F pour un mi-temps). Un chiffre faible, mais il s'agit, affirme-t-on, d'un « début » et la somme n'est pas totalement négligeable au moins pour les « smicards », compte tenu des dépenses impliquées par le travail et les frais de garde des enfants. Pour financer la mesure, qui devrait intéresser vingt mille à trente mille personnes par an (soit équivalent temps plein), le ministère envisageait de supprimer ce qui reste de la majoration des allocations post-natales à partir du troisième enfant (qui représente au moins 500 millions de francs par an).

En effet, l'instauration de ce congé parental rémunéré doit aller de pair avec un deuxième projet, la création d'une « allocation au jeune enfant » (AJEE) versée mensuellement dès le troisième mois de grossesse et jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de trois ans ; celle-ci remplacerait les allocations pré et post-natales et le « complément familial » accordé aux familles à revenus modestes (1) pour les enfants de moins de trois ans, ou ayant trois enfants.

Deux variantes sont envisagées, avec deux modes de financement différents. La première consiste à verser une même allocation (de l'or-

dre de 700 F) pendant neuf mois pour les familles dont les revenus dépassent le « plafond » du « complément familial », pendant quarante et un mois pour les autres. Elle reviendrait en fait à mensualiser et unifier les allocations actuelles.

La deuxième variante consisterait à verser une allocation pendant quarante et un mois à toutes les familles, le montant variant selon leurs ressources : il serait de l'ordre de 800 F pour celles qui ont aujourd'hui droit au complément familial, de 300 à 400 F pour les autres. Cette variante serait plus avantageuse pour les familles, mais surtout pour celles dont les ressources dépassent le plafond du « complément familial ». Elle serait aussi nettement plus coûteuse : 1,2 milliard ou 2 milliards de francs en plus.

Ce « surcoût » devrait sans doute être financé par d'autres économies. Parmi les mesures « soumises à la réflexion » des organisations syndicales, familiales et professionnelles, figurent ainsi : la suppression de l'allocation de rentrée scolaire (1.200 millions de francs) ; la réduction de moitié du « complément familial de maintenance » versé durant un an lorsque la famille passe de trois à deux enfants à charge (économie : 400 millions de francs) ; la modification de l'âge limite de versement des allocations familiales : actuellement fixé à 17 ans, mais porté à 20 ans lorsque les enfants font des études, il serait porté à 18 ans, et prolongé seulement pour les familles modestes (3).

Ces projets et propositions traduisent les mêmes préoccupations. En transférant l'aide sur les jeunes enfants (notamment en cas de naissances rapprochées), en substituant des allocations d'entretien à des allocations versées en une fois, on espère faciliter la vie des jeunes parents et favoriser la natalité — comme avec le congé rémunéré, destiné à encourager les familles à avoir trois enfants : c'est en effet le nombre d'enfants de « rang 3 » qui a le plus fortement diminué au cours des der-

nières années. Parallèlement, la redistribution des aides devrait profiter d'abord aux familles les plus modestes.

Ces projets ont cependant suscité des réactions pour le moins mitigées — et parages — chez les organisations intéressées.

Le faible relèvement des allocations familiales prévu en 1984 (2,35 % en janvier et autant en juillet) ne peut qu'aviver ces inquiétudes : le maintien du pouvoir d'achat des prestations familiales, promis par M. Mauroy lors de la dernière conférence de la famille, sera-t-il assuré ? L'Union nationale des associations familiales (UNAF) — qui n'est pas hostile à une simplification des prestations — estime pour sa part que le relèvement important intervenu en 1981-1982 est déjà largement « grignoté », notamment pour les familles de trois enfants.

L'installation du nouveau conseil de la CNAF

Au cours de sa première réunion le nouveau conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocation familiales a réélu président M. Pierre Boissard (CFDT) par 20 voix contre 7 (CFDT et CGT) à M. Robert Bono (CFDT) et un bulletin blanc.

Installant ce nouveau conseil, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a réaffirmé que l'objectif de la politique familiale devait être de « donner un nouvel élan à notre démographie ».

Cela nécessite « un effort particulier » en faveur des familles de trois enfants. « Nous avons à rechercher la complémentarité des actions qui répondent chaque fois au besoin spécifique de chaque rang de naissance. » dit-il, « la façon d'amener les familles à souhaiter un enfant supplémentaire, un deuxième, puis un troisième, peut-être un quatrième... Ainsi nous préserverons la liberté de chacun tout en répondant à l'objectif que la collectivité se donne à elle-même ».

M. Bérégovoy a aussi rappelé sa volonté d'étudier « un mécanisme de contraction » entre les allocations familiales versées et les aides fiscales aux familles, c'est-à-dire le quotient familial.

(1) Les plafonds de ressources étaient, fin 1983, de 62.800 F avec un enfant ; 73.800 F s'il y avait deux enfants ; 75.377 F avec deux enfants (86.400 F à deux enfants) ; 87.940 F avec trois enfants (98.978 F à deux enfants).

(2) Celles qui ont droit au « complément familial ».

ÉTRANGER

Aux États-Unis

LA PRODUCTIVITÉ A AUGMENTÉ DE 3,1 EN 1983

Washington (AFP). — La productivité américaine a augmenté de 3,1 % en 1983, ce qui représente la progression la plus forte depuis 1976 (3,2 %). Toutefois, la plupart des analystes estiment peu probable que l'économie des États-Unis soit revenue à une époque de gains de productivité importants.

Le rythme annuel de progression de la productivité s'est sérieusement ralenti au quatrième trimestre 1983, où il n'a été que de 1 % contre 7,1 % au deuxième trimestre. Ces chiffres confirment que les gains de productivité ont été largement dus à la sortie de la récession : comme à chaque période de reprise, les entreprises ont commencé par augmenter leur production sans embauche supplémentaire.

Le résultat enregistré pour 1983 est dû à une progression de 4,4 % de la production, tandis que le nombre d'heures de travail augmentait de 1,2 %. En incluant les exploitations agricoles, la productivité a augmenté de 2,6 % après avoir diminué de 0,1 % en 1982. La productivité a particulièrement progressé dans les industries de transformation, où le gain de 5,6 % a été le plus élevé enregistré depuis vingt ans.

Le gouvernement américain s'était inquiété, à de nombreuses reprises, de la quasi-disparition de gains de productivité depuis plusieurs années, alors que de 1945 à 1968 la productivité avait progressé en moyenne de 3 % l'an. Pour remédier à cette évolution, qui diminue progressivement la capacité des entreprises américaines à lutter contre la concurrence internationale, une commission présidentielle, présidée par l'ancien secrétaire au Trésor, M. William Simon, a été créée, qui devrait remettre son rapport prochainement.

laissez-nous augmenter les rendements de vos annonces ou vos mailings

Demande de : documentations, visites, essais, rendez-vous, démonstrations, contacts, etc...

de vos annonces ou vos mailings

La publicité (presse ou voie postale) qui sollicite une réaction concrète n'est pas une publicité comme les autres.

En mettant un bon à découper au bas de n'importe quelle annonce, ou une carte-réponse pour accompagner n'importe quel mailing, on obtient... n'importe quel rendement !

Pour obtenir le maximum de réponses, il faut des techniques spéciales appliquées par des spécialistes. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le nombre de contacts augmente, leur qualité aussi et, par conséquent, la rentabilité globale.

... et animer votre réseau pour en tirer parti !

(concessionnaires, agents, franchisés, revendeurs, démarcheurs, représentants, etc.).

- l'informer des actions de promotion engagées,
- obtenir son adhésion et sa coopération,
- résoudre ses problèmes spécifiques et locaux,
- le former aux techniques du marketing direct et à l'exploitation des actions entreprises.

Nous sommes certainement les très rares spécialistes français de la publicité à réaction concrète et de l'animation de réseau.

laissez-nous 15 mn pour le prouver

☐ chez vous ☐ chez nous

Nous vous présenterons nos « performances » authentiques et vérifiables.

Pour cela, faites-nous renvoyer ce bon par votre secrétaire et des réception nous prendrons rendez-vous.

Prêtez de contacter M. _____

FIRME _____ FONCTION _____

ADRESSE _____ Tél. _____

AGENCE DE MENDEZ

11, RUE DE MONCEAU 75008 PARIS ☎ (01) 359.83.32 +

COMMUNICATION

Les débuts difficiles de la télévision par câble

I. — Qui finance ? Qui autorise ?

par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Un comité interministériel doit préparer, jeudi 2 février, de nouvelles décisions gouvernementales pour la mise en œuvre des réseaux de télédiffusion. Les questions de financement sont au centre des arbitrages.

« De débat en débat, de polémique en polémique, les choses n'avancent guère... Tout le monde est preneur : l'Etat, la banque, l'industrie, la publicité, la finance (avec ou sans regret). Tout le monde s'observe, se surveille, s'épie, se combat, se neutralise. Puisque ce n'est pas moi, ce ne sera pas toi. Et l'Etat, qui sait si mal défendre son bien, en est réduit au vaclage de tiroirs. » Ces propos de M. François Mitterrand sont tirés d'une interview à l'Express, le 2 janvier 1984, sur la télévision. Trente ans après, il pourrait s'appliquer, au mot près, à la situation de la télévision par câble.

Elevée à la hussarde, de l'aveu même des PTT, la décision du conseil des ministres du 2 novembre 1982 sur le câblage de la France a pris au dépourvu tous les partenaires concernés. Volontairement, la décision a précédé la concertation. Mais, avant de faire paraître les décrets d'application de la loi du 29 juillet 1982, indispensables pour boucler le dossier, les pouvoirs publics ont préféré adopter, dans un domaine aussi nouveau, une attitude pragmatique. Le temps de mener à bien la consultation industrielle, de trouver les financements, de négocier avec les collectivités locales. Le temps aussi que les différents partenaires prennent position, définissent leurs stratégies.

Les polémiques politiques autour du câblage de Paris ou de Lyon, le ratage de Vaux-le-Pénil (le Monde du 5 janvier) ont montré que le pragmatisme a des limites. Il est temps de définir les règles du jeu si l'on ne veut pas

que des discussions naturelles entre les collectivités locales, le secteur privé et les différentes administrations ne se muent en rapports de force susceptibles de mettre en péril la cohérence du plan câble. C'est à cette tâche que s'attelle le comité interministériel du 2 février. Depuis plusieurs semaines, on négocie en permanence entre les différents responsables des cabinets. L'empoi gnade a parfois été rude.

Limites des risques pour les collectivités locales

Il y a d'abord des problèmes financiers. Les PTT réclament aux municipalités qui veulent s'équiper d'un réseau 1 500 F par prise, sous forme d'avance remboursable, pour son installation et 50 F par mois et par abonné, pour son exploitation. Un investissement cumulé de 1 000 F par an et par abonné pendant huit ans, selon certaines estimations. Trop cher, répondent certaines collectivités locales, qui mettent en cause le choix des fibres optiques et estiment que la rentabilité de la télévision par câble devient, dans ces conditions, problématique.

Les PTT rétorquent qu'en régime de croisière la rentabilité des réseaux dépassera 15 % et sera bien partagée entre la Direction générale des télécommunications (DGT) et les exploitants. Mais ils admettent que les trois premières années soulèvent des problèmes délicats, dus tant à la maîtrise d'une nouvelle technologie qu'à la pénurie de services à diffuser.

Faut-il commencer par des réseaux à neuf canaux avec des chaînes de télévision classiques ? Moins risquées financièrement, cette solution handicape le déve-

loppement d'une industrie de programmes spécifiques et peut freiner la pénétration du câble. Faut-il, comme le suggère le Centre national d'études sur les télécommunications, ajouter des canaux pour expérimenter dès le départ des services interactifs ? Cela reviendrait plus cher (65 F par prise et par mois), mais on peut espérer un taux d'abonnement plus élevé. Le débat divise la DGT.

Le ministère de l'Intérieur, qui se fait l'avocat des collectivités locales, veut limiter les risques. Puisque les fibres optiques sont un enjeu industriel national, l'Etat doit aider les municipalités volontaires. Pourquoi ne pas créer une enveloppe spécifique pour ces investissements, enveloppe qui permettrait aux collectivités locales de ne pas choisir entre une piscine et un réseau câblé ? Pourquoi ne pas imaginer une clause de sauvegarde qui conduirait les PTT à assumer une partie des pertes en cas d'échec commercial du réseau ? Le ministère des finances se montre très réservé ; en limitant l'engagement financier des collectivités locales, on réduit leur responsabilité et on risque de compromettre la rentabilité de l'opération pour les PTT.

Les problèmes sont trop complexes et évolutifs pour être arbitrés définitivement. Mais le comité interministériel devra fixer les grandes règles financières pour assainir le dialogue entre les collectivités, les PTT et la Caisse des dépôts et consignations. Le reste est affaire de négociations. Après tout, comme le remarquait ironiquement un membre du cabinet de M. Louis Mermey, ministre des PTT, le financement du câble est simple : les PTT drainent l'épargne publique, gérée par la Caisse des dépôts, qui prête aux

collectivités locales, lesquelles avancent les sommes aux PTT !

Le rôle de la Haute Autorité

Le second volet d'arbitrage concerne le décret d'application de l'article 78 de la loi sur la communication audiovisuelle, c'est-à-dire le partage de compétences entre le gouvernement et la Haute Autorité de la communication audiovisuelle sur les autorisations de services. Dans l'esprit de la loi, la Haute Autorité a pouvoir sur les services locaux, et le gouvernement se réserve d'autoriser les programmes à vocation nationale afin d'éviter la constitution de trusts de programmation et de distribution. Mais cette double autorisation alourdit la procédure et complique le contrôle. A partir de quand un service cesse-t-il d'être local pour devenir national ?

Le problème a cessé d'être purement juridique depuis que le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a fait du câble un terrain de combat pour la liberté d'expression. Il exige toute liberté pour programmer sur son réseau des chaînes étrangères ou des télévisions commerciales et se pose en défenseur des aspirations du public. Si le gouvernement soumet son autorisation à certaines conditions restrictives, il apparaît, bon gré, mal gré, comme un censeur.

Les ministères des PTT et de l'Intérieur se montrent favorables à un grand libéralisme pour aider au démarrage de la télévision par câble et faciliter sa rentabilité. Le ministère de la culture se préoccupe de l'invasion possible de programmes étrangers et plaide pour que les réseaux aient le même cahier des charges que les chaînes

de télévision vis-à-vis du cinéma. Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication se montre vigilant sur l'équilibre des ressources publicitaires entre le câble et la presse écrite et souhaite une réglementation plus stricte que le plafond des 80 % prévu par la loi.

Entre le réalisme commercial à court terme et la sauvegarde des équilibres à long terme, le gouvernement doit naviguer avec prudence. Une solution se dessine : tout service diffusé sur un réseau local est considéré comme un service local ; la Haute Autorité donne un avis global et une autorisation unique pour l'ensemble des services, ce qui lui donne toute latitude pour juger de l'équilibre de la programmation et de son pluralisme. Elle devra veiller en particulier à ce que la position dominante des municipalités dans certaines sociétés d'exploitation ne conduise pas à une mainmise politique sur la programmation. Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication propose à ce sujet que soit prévu sur chaque réseau un canal en libre accès permettant une expression pluraliste.

Le renforcement des pouvoirs de la Haute Autorité préserverait l'indépendance du câble, et le gouvernement n'apparaîtrait pas en première ligne. En revanche, un décret fixerait les règles générales pour les cahiers des charges des réseaux. On y trouverait les règles de délai et de grille pour la programmation des films, sans doute comparables à celles qui régissent la télévision publique. Un quota minimum fixerait la part de programmes locaux, un quota maximum celle des services nationaux. La diffusion sur le câble de Canal Plus est inscrite dans son cahier des charges mais elle n'est pas inscrite dans celui des réseaux, pour laisser toute liberté

à une négociation financière, certainement délicate.

Le nombre d'heures de programmes étrangers pourrait être limité à 30 % de la capacité de diffusion des réseaux, ce qui laisse une grande marge de manœuvre. Le gouvernement incite fortement les télévisions étrangères à exporter des programmes vers la France. Les spots publicitaires seraient « occultés », ainsi que les films programmés le samedi soir. Enfin, la part des ressources publicitaires dans le financement des réseaux serait modulée selon la taille des réseaux (programmes étrangers, nationaux ou locaux).

Cette réglementation est assurément complexe et difficile à mettre en œuvre, mais les problèmes soulevés par la télévision par câble ne le sont pas moins. Face aux bouleversements technologiques, à la concurrence internationale, le gouvernement a opté pour une déréglementation prudente et progressive. Son objectif est de marier un pragmatisme raisonnable avec des principes à long terme susceptibles d'être modifiés petit à petit. La future loi sur le statut des entreprises de communication en fournira une bonne occasion.

Le président de la République a rappelé, il y a quelques semaines aux ministres concernés, que le développement d'une industrie de programmes restait prioritaire, et M. Mitterrand s'inquiète du retard pris dans ce domaine. Les arbitrages du 2 février, l'action de la mission « TV câble », les premières expérimentations de préfiguration prévues au printemps devraient permettre d'avancer plus rapidement.

Prochain article :

LES DEUX MILLE HEURES DE M. SCHREINER

L'ELECTRICITE ÇA COUTE...

L'ELECTRICITE ÇA PAYE!

Bien sûr, ça coûte. Tout coûte dans ce bas monde. Vos machines, vos équipements, vos salaires. Mais est-ce que l'électricité coûte cher ? Voilà la vraie question.

La réponse est simple et indiscutable :

1. L'électricité française est très compétitive dès lors qu'elle est utilisée à bon escient.
2. Aujourd'hui, l'électricité offre la garantie d'une évolution favorable de ses tarifs dans les années à venir.
3. Aujourd'hui, les industriels disposent d'une gamme de nouveaux tarifs étudiés pour leur permettre d'alléger au maximum leur facture d'énergie.
4. De nombreuses techniques sont disponibles pour répondre aux problèmes énergétiques des industriels : par exemple, induction, conduction, pompe à chaleur, recompression mécanique de vapeur, osmose inverse, infrarouge. L'électricité fond, cuit, chauffe, soude, lave, sèche, déterpente, affine, stérilise, refroidit, déshydrate...

Allons plus loin. Ce qui intéresse un chef d'entreprise au bout du compte c'est "qu'est-ce que ça rapporte ?"

Là encore, laissons parler les faits... l'électricité ça paye !



Dans toutes les branches de l'industrie, des chefs d'entreprise témoignent : le passage des anciennes énergies à l'électricité, ça paye. En adoptant l'énergie électrique, un chef d'entreprise se donne les moyens de prendre de l'avance sur la concurrence et d'être plus

compétitif sur les marchés intérieurs et extérieurs. Chefs d'entreprise, informez-vous auprès des "Spécialistes Industrie" de votre Centre EDF pour examiner avec eux le bilan économique du passage à l'électricité. Si ça paye pour les autres, pourquoi pas pour vous ?

L'ELECTRICITE, C'EST POUR GAGNER.

ELECTRICITE DE FRANCE AU SERVICE DES INDUSTRIELS

مركز امتحان

LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

Divergences au sein du gouvernement

(Suite de la première page.)

A Versailles, les échanges de vues ont confirmé l'existence de divergences au sein du gouvernement. Le premier ministre fait sienne la proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, qui préconise que la charge financière soit également partagée entre l'entreprise, le régime général d'assurance-chômage (UNEDIC) et l'Etat, chacun assurant un tiers du financement.

En revanche, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy, se montre très réservé sur une éventuelle participation de l'UNEDIC. Il a mis en garde ses collègues contre une formule qui risquerait de compliquer davantage un régime d'assurance-chômage qui a déjà tant de mal à trouver un équilibre (lire l'analyse d'Alain Lebaube, page 31). Le premier ministre s'est néanmoins déclaré favorable à l'ouverture de négociations entre l'Etat et l'UNEDIC.

Les tiraillements que provoque ainsi la mise au point de la pièce maîtresse du dispositif retenu par l'Hôtel Matignon expliquent en partie la discrétion observée par les acteurs au terme du séminaire. Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, s'est borné à insister

sur le volet « offensif » en préparation : « Le tissu de l'artisanat et des PME est essentiel pour favoriser le développement de l'emploi », a souligné le secrétaire d'Etat en insistant sur le rôle du secteur bancaire et du crédit dans les créations d'entreprises. Mais en ce domaine aussi, le gouvernement n'a pas encore arrêté les moyens d'intervention nécessaires pour favoriser le fonctionnement du dispositif spécial qu'il souhaite promouvoir en faveur des PME.

M. Gallo a beaucoup plus insisté sur le souci de concertation du gouvernement. Le premier ministre recevra, personnellement, les dirigeants des principales organisations syndicales afin de leur présenter les conclusions des délibérations et les propositions qui en résultent. MM. Jacques Delors, Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius participeront aux négociations auxquelles donneront lieu les modalités d'application de ces propositions.

Outre l'UNEDIC, le comité supérieur de l'emploi, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et l'Association pour le développement professionnel des adultes (AFPA) seront associés aux travaux. Dans les basses d'emplois, les préfets organisent des réunions de concertation. Des séances de travail analogues, associant l'Etat et les partenaires

sociaux, auront lieu dans chaque branche professionnelle concernée.

Soucieux de rassurer les syndicats ouvriers sur la méthode de travail utilisée en la circonstance, le porte-parole du gouvernement a réaffirmé que, contrairement aux rumeurs, il n'est « absolument pas question » que le plan d'accompagnement se traduise par l'assouplissement de la législation sociale souhaité par le patronat.

M. Mauroy a toutefois éprouvé le besoin, en ouvrant le séminaire, de lancer un rappel à l'ordre. Le premier ministre a déclaré, selon M. Gallo : « Le gouvernement travaille dans le cadre d'une politique qui a pour objectif de réaliser les grands redressements nationaux et de préparer la France aux choix d'avenir. Chaque membre du gouvernement est solidaire de cette politique, qui refuse l'illusion, les solutions et les discours à la il n'y a qu'à. Le porte-parole du gou-

vernement s'est refusé à préciser qui était visé par ces propos.

Sans doute M. Mauroy avait-il à l'esprit les « avertissements » au gouvernement réitérés par le secrétaire général du Parti communiste et le secrétaire général de la CGT. L'éditorial paru mardi dans l'Humanité montre que les communistes se sont bien sentis visés. Mais les divergences qui opposent certains de ses propres amis politiques, sur le plan en question, à l'intérieur même du gouvernement, n'étaient sans doute pas étrangères non plus à ce rappel au devoir de solidarité.

Au cours du séminaire, les ministres communistes sont d'ailleurs apparus, pour leur part, très coopératifs. « Au point qu'on se demande parfois s'ils appartiennent au même parti que Marchais », disait, lundi soir, l'un des ministres socialistes.

ALAIN ROLLAT.

L'opposition critique vivement le plan de redressement de La Chapelle-Darblay

A l'occasion du débat sur la presse à l'Assemblée nationale le lundi 30 janvier, l'opposition a vivement critiqué les conditions de sauvetage de La Chapelle-Darblay (le Monde daté 29-30 janvier). M. François d'Aubert (UDG, Mayenne) est étonné que l'Etat « donne plus de 3 milliards de francs pour sauver » l'entreprise qui se trouve, comme par hasard, dans la circonscription de M. Laurent Fabius. « N'y a-t-il pas, a-t-il demandé, confusion entre les caisses de l'Etat et les caisses électo- rales ? Il a aussi critiqué qu'un tel « crédit public soit confié à la gestion d'une personne physique étran-

gère », et il a fait remarquer que le budget pour 1984 ne prévoyait pour les actions de politique industrielle en faveur du papier et de la machine-outil que 815 millions de francs.

Aussi fut tour à tour demandée par l'opposition l'audition de M. Laurent Fabius par l'Assemblée nationale le jour même, puis par les commissions compétentes, dont celle des finances. Enfin, M. Lauriol (RPR, Yvelines) demanda au nom de son groupe et de l'UDF que le gouvernement modifie l'ordre du jour de cette session extraordinaire pour « que le premier ministre informe le Parlement des mesures de restructuration de notre appareil industriel », expliquant qu'« il serait pour le moins curieux que le Parlement, alors qu'il est réuni, ne reçoive aucune information sur les perspectives offertes par ces restructurations, d'autant que celles-ci vont coûter des sommes très importantes aux contribuables ».

Le montant total des concours financiers prévus pour La Chapelle-Darblay est de 3,2 milliards de francs répartis sur cinq ans (de 1984 à 1988). Sur ce total, 2,8 milliards de francs seront consacrés aux investissements. Le reste, soit 400 millions, sera alloué à des rachats d'actifs, pour combler les pertes des premiers exercices et assurer le fonds de roulement.

Ces 3,2 milliards proviendront à hauteur de 900 millions de subventions prélevées chaque année sur les crédits de politique industrielle, à hauteur de 1,4 milliard de prêts de l'Etat à taux très réduit voire nul, et pour 900 millions de francs de crédits bancaires à taux bonifiés (Crédit national).

En 1984, les sommes qui seront allouées à La Chapelle-Darblay devraient s'élever à environ 600 millions de francs. La répartition entre les trois modes de financement n'est pas définitivement arrêtée, mais on peut penser que 200 à 300 millions au maximum seront prélevés sur les 815 millions de francs prévus au budget du ministère de l'Industrie pour les actions en faveur du papier et de la machine-outil.

Le Fonds industriel de modernisation

Chargé d'attribuer de nouvelles aides aux entreprises industrielles, le Fonds industriel de modernisation (FIM) a été créé l'an dernier. Le FIM a reçu 3 milliards de francs en 1983 de la Caisse des dépôts et consignations, mais il doit à l'avenir être alimenté par les comptes pour le développement industriel (CO-DEVI), distribués depuis octobre par tous les organismes financiers, et réaménagés à 7,5 %. Le budget du FIM pour 1984 a été fixé à 5 milliards de francs.

Le but du gouvernement était de créer une épargne populaire susceptible de financer directement la modernisation industrielle sans le relais des banques ni celui du ministère des finances. C'est pourquoi les fonds sont distribués par l'ANVAR (Agence nationale de la valorisation de la recherche), placée sous la tutelle de M. Fabius. L'ANVAR, à qui des industriels

doivent soumettre leurs dossiers, leur accorde des « prêts participatifs technologiques » à un taux privilégié (9,75 %) par rapport au taux habituel du marché financier (16 à 18 %). L'ANVAR peut aussi accorder ces prêts à des sociétés de crédit-bail pour que celles-ci les prêtent aux industriels. En échange, les entreprises s'engagent ou bien à acquiescer des biens d'équipement modernes, comme les robots ou les automatismes, ou bien à les développer.

Le FIM est donc chargé d'aider la demande et l'offre de matériel de « productivité ». Mais il doit aussi, par ailleurs, financer le développement d'autres secteurs de pointe (bureautique, moteur automobile 3 litres, biotechnologie, composants électroniques...) et compléter ainsi les crédits propres du ministère de l'Industrie et de la recherche.

L'HUMANITÉ : il faut s'appuyer sur ceux qui ont intérêt au succès de la gauche

Sous le titre « Il n'y a qu'à... », Martine Bulard écrit notamment, dans l'Humanité du 31 janvier : « Il ne suffit pas de dire « il n'y a qu'à produire. Il est (...) urgent d'examiner, comptes et mots, ce qui bloque (...). On ne pourra faire l'économie d'un examen sérieux et détaillé (...) entreprise par entreprise, branche par branche, région par région. En s'appuyant sur ceux qui ont intérêt au succès de la gauche. En n'épargnant pas les industries dites de pointe, où les créations d'emplois et le développement de productions compétitives ne sont pas à la hauteur des enjeux, car on ne remet pas en cause les blocages de gestion qui nous ont conduits à la crise.

En fait, et les incitations pour produire français ne suffisent pas pour avoir une industrie compétitive - les communistes l'ont maintes fois montré, - il ne suffira pas de dire : « il n'y a qu'à former les hommes et aider les entreprises » dans les régions qu'elles auront si- nistrées, pour sortir des difficultés, moderniser le pays et construire un avenir meilleur ».

Martine Bulard continue : « Les charges qui pèsent sur les entre-

prises ne sont pas les dépenses dites sociales (...), mais les énormes sommes qui sont prélevées sur les richesses produites pour aller vers le dollar, vers les placements bancaires, vers les familles qui ont de gros patrimoines et prêtent leur argent à condition qu'ils puissent faire des petits biens dotés. Plus on donnera de fonds à ces gestionnaires-là, qui refusent toute mutation dans leur façon de mener les affaires des entreprises, malgré la crise, plus les échecs financiers se gonfleront, moins on sera capable de moderniser le pays (...).

« Les travailleurs ne craignent pas [la] concentration ni leur participation à l'élaboration de solutions créatrices d'emplois et encore moins la modernisation. S'ils ont des idées de la navette, salariaire de l'automobile et du téléphone, ils ont montré leur capacité à proposer des remèdes efficaces, à rassembler pour lutter contre les choix patronaux qui font le lit de la droite. Les communistes soutiendront ces luttes unies. (...) Il y va du succès de la gauche ».

« Grèves dans les banques le vendredi 3 février. - Les fédérations CGT, FO et SNB (CGC) des banques ont lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures, le vendredi 3 février, pour protester contre « un blocage de fait des salaires » cette année.

« Grève des travailleurs de l'Etat à l'appel de la CGT. - La Fédération des travailleurs de l'Etat CGT appelle ses adhérents à un arrêt de travail national le 7 février, notamment dans les arsenaux, pour l'emploi et le pouvoir d'achat.

AUGMENTATION DU PRIX DU PAIN

La « baguette » et le pain de 400 g augmentent de dix centimes mercredi 1^{er} février. Cette hausse est la première étape d'une augmentation moyenne de l'ordre de 5 % cette année, négociée entre les pouvoirs publics et les boulangers.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION DU LAC DE TUNIS

AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES

La SOCIÉTÉ DE PROMOTION DU LAC DE TUNIS a l'intention de lancer en MARS 1984 un appel d'offres en vue de faire réaliser par les entreprises présélectionnées les travaux de dragages et de génie civil nécessaires à la restauration du lac de Tunis. Il est envisagé le dragage de plusieurs millions de mètres cubes de matériaux, des travaux maritimes divers ainsi que des installations mécaniques. Ces travaux représentent la première phase de l'aménagement des berges du lac de Tunis.

Les entreprises intéressées par ces travaux sont invitées à faire parvenir, en deux exemplaires, les documents usuels de préqualification à l'adresse suivante :

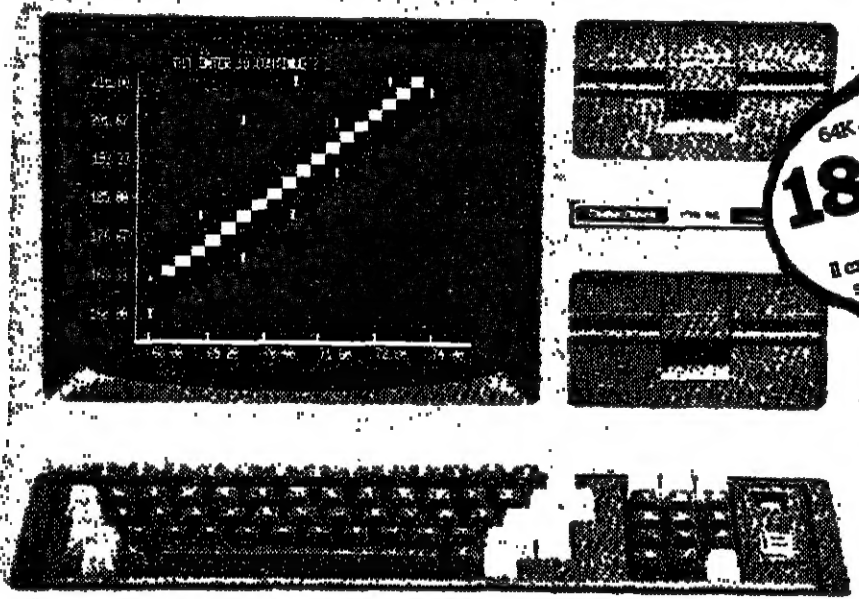
M. le Directeur général
SOCIÉTÉ DE PROMOTION DU LAC DE TUNIS
6, rue du Docteur Calmette, TUNIS (Tunisie)
Tél. 13575 SABLAT TN

Les documents ci-après sont notamment requis :

1. - Bilans audités de l'entreprise pour l'année 1982.
2. - Référence des travaux réalisés durant les dix dernières années dans le domaine concerné.
3. - Caractéristiques du matériel de dragage possédé par l'entreprise, ainsi que sa localisation actuelle et la programmation de son utilisation.
4. - Caractéristiques essentielles des contrats de dragage en cours.

Ces indications, contenues dans le dossier de préqualification, sont à faire parvenir à l'adresse ci-dessus avant le 15 MARS 1984.

Inutile d'être expert en informatique pour être immédiatement opérationnel...



Le nouveau TRS-80 Modèle 4. Un rapport performances/prix exceptionnel.

Analyse financière, comptabilité, traitement de texte... Les possibilités du nouvel ordinateur de bureau TRS-80 Modèle 4 sont trop nombreuses pour être toutes citées ici. Un choix considérable de logiciels « prêts à l'emploi » permet, en effet, au nouveau Modèle 4 d'assumer les tâches les plus diverses. Sans exiger de qualification particulière de la part de l'utilisateur. Et avec un maximum d'efficacité et de rapidité.

Claiver Azerty, grand écran à 24 lignes de 80 caractères et à haute définition, signal sonore programmable :

TRS-80
Exclusivement chez
Tandy

- Fiabilité exemplaire : le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés dans le monde.
- Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins.
- Service après-vente efficace : deux formules de Contrat Service Maintenance (sur place ou en nos ateliers).
- Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en informatique (plus de cinquante en France!)

TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions.

* Prix au 1^{er} novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.

le Modèle 4 - fabriqué en France - est bien l'outil pratique et performant de ceux qui veulent intensifier leur productivité personnelle et professionnelle.

Demandez notre documentation détaillée ou venez exposer votre cas dans un de nos Centres Ordinateurs ou magasins spécialisés en micro-informatique.



Acceptées dans les magasins Tandy affichant ces sigles.

Tandy

TANDY FRANCE S.A. - Département TRS-80 (Mr. J. Beaumont)
21121 boulevard MacDonald - 75019 PARIS 19 - Tél. 238.81.59
J'aimerais en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 4.
Nom _____ Profession _____
Rue _____ Code postal _____
Pays _____ Localité _____
Tél. _____

